

À L'OCCASION DU NOUVEL AN DE L'HÉGIRE, BONNE FÊTE À TOUS
LE QUOTIDIEN D'ORAN NE PARAÎTRA PAS SAMEDI

P 6 à 16

ACTUALITÉ VUE
AUTREMENT

LA «THÉORIE DU COMLOT»

BOUCHAN HADJ-CHIKH

- **Regarder ensemble
dans la même direction**
MOHIEDDINE AMIMOUR
- **Les collectivités locales,
responsables mais pas
coupables ?**
CHERIF ALI
- **Sociétés globales
et environnement : normes
et valeurs en devenir**
NADIR MAROUF
- **Cyclone en vue !**
EL YAZID DIB
- **Obstination et désamour !**
AHMED FARRAH
- **Jusqu'où peuvent
aller les Marocains ?**
BACHIR BEN NADJI
- **François Hollande
coincé entre deux dames**
PIERRE MORVILLE
- **Un niqab à l'opéra**
AKRAM BELKAÏD
- **Maltraitance à l'école
et son influence**
BOUKRISSA MEROUANE
- **Des villes d'«histoires» !**
B. AHCENE-DJABALLAH

UN NOUVEAU POUVOIR S'INSTALLE EN ALGÉRIE

ABED CHAREF

L'ARGENT FAIT LE BONHEUR DANS LE PRÉSENT

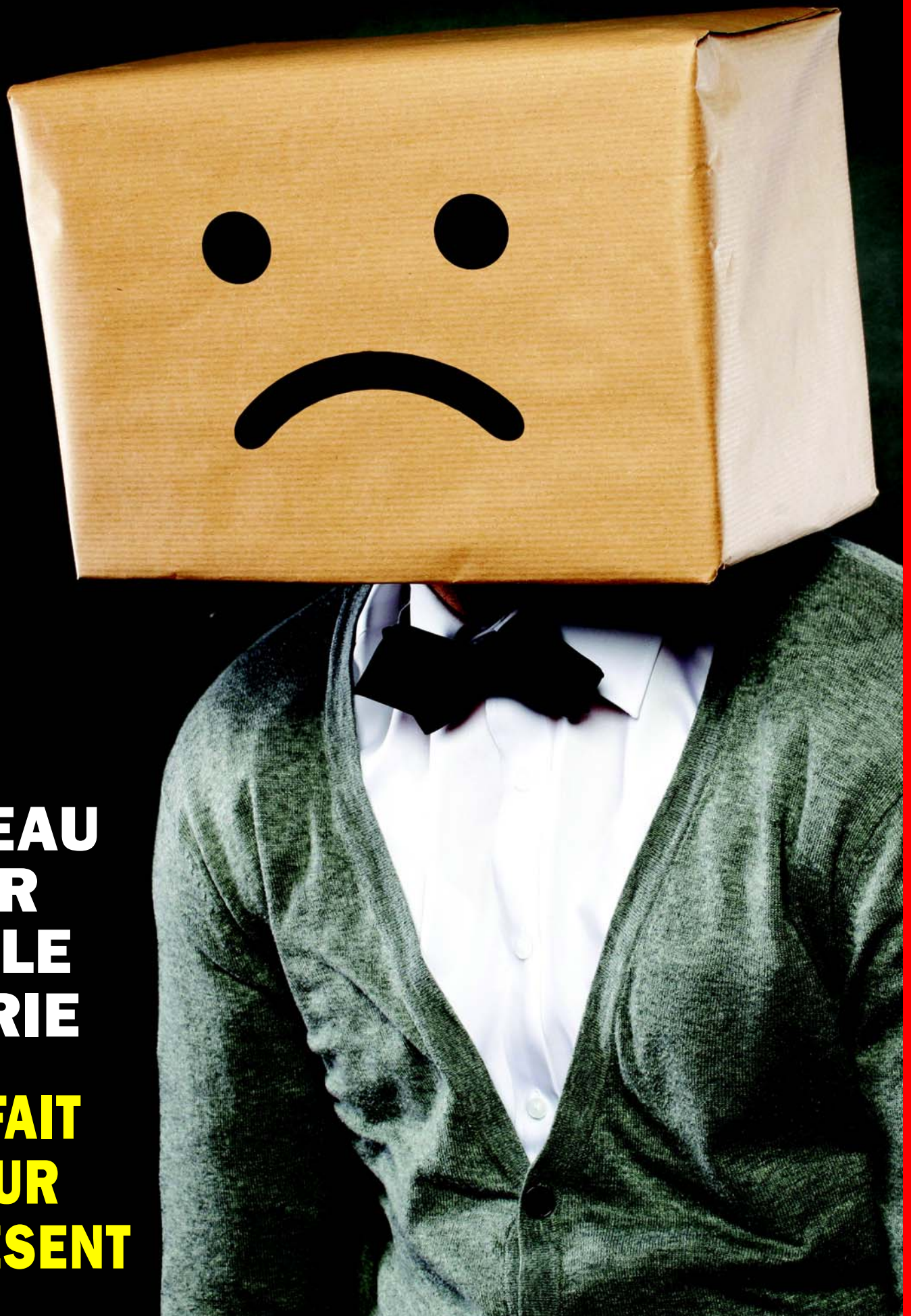
H. DAHMANI

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

QUAND LES CANASSONS ÉCLIPSENT LES ÉTALONS !

ABDELKADER KHELIL



Déontologie des médias, audiovisuel, publicité Etre ou ne pas être journaliste, selon Hamid Grine

Le ministre de la Communication, Hamid Grine, s'est dit «porter un regard contrasté sur le monde de la presse en Algérie : il y a du bon, il y a du moins bon et il y a du mauvais», a-t-il déclaré, hier, sur les ondes de la Chaîne 3 de la radio nationale.

El-Houari Dilmi

Explicitant sa pensée, Hamid Grine dira que «l'existence d'une presse pluraliste, couplée à une liberté d'expression extraordinaire, l'une des plus importantes en Afrique, est une bonne chose pour le pays». Nuancant sa vision des choses, le ministre regrettera néanmoins ce qu'il a appelé «des dérives» caractérisées, selon lui, par de «la diffamation et les injures avec des attitudes de certains journalistes où le sensationnel l'emporte au détriment de l'information vraie et sourcée». Interrogé sur la lecture à faire du contenu du message du chef de l'Etat adressé aux professionnels des médias à l'occasion de la Journée nationale de la liberté de la presse, l'invité de la radio a estimé «qu'il était impossible d'arriver à la professionnalisation de la presse sans l'implication réelle et effective non seulement des journalistes, mais aussi des principaux acteurs, à savoir les éditeurs». Dans son appel lancé aux journalistes, le président de la République «veut un engagement et une sincérité des professionnels des médias, qui doivent veiller au strict respect de la déontologie et l'éthique de ce noble métier, mais ils doivent aussi se montrer vertueux et aimer leur pays», a encore indiqué Hamid Grine. Le chef de l'Etat «souhaite également voir les journalistes se hisser au niveau de leurs aînés qui ont sacrifié leurs vies au service de la patrie», ajoutera le ministre de la Communication. Récusant les lenteurs en matière de mise en place des instances juridiques devant encadrer les médias, l'invité de la chaîne 3 parlera «d'inadéquation entre les uns et les autres», rappelant qu'il a déjà été procédé à l'installation de la commission provisoire de délivrance des cartes de journaliste professionnel, «composée essentiellement des professionnels des médias, alors que la loi nous autorise à nommer des experts». «L'autre aspect non moins important est celui de l'installation de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel, avec la nomination de M. Miloud Chorfi à sa tête, le tout en droite ligne des instructions du chef de l'Etat», ajoutera Hamid

Grine. Expliquant que l'installation de l'autorité de régulation de la presse écrite «était tributaire du recensement des journalistes», le ministre de la Communication dira, à ce titre, «que plus de 1100 dossiers ont déjà été déposés et traités pour la délivrance de la carte provisoire de journaliste professionnel ; je pense que dans six à huit mois, on pourra organiser des élections pour la désignation des membres de l'autorité de régulation, avant la désignation du Conseil d'éthique et de déontologie, exclusivement composé de journalistes». Appelant à éviter les «attitudes contre-productives» à l'égard des journalistes, l'invité de la radio avouera «ne pas pouvoir garantir à l'heure actuelle l'accès aux sources d'information pour les journalistes tant que ces derniers continuent à être perçus comme des empêcheurs de tourner en rond», se félicitant au passage de la dépénalisation du délit de presse en Algérie. Revenant sur l'ouverture du champ audiovisuel, le ministre de la Communication soulignera que «sur la vingtaine de chaînes qui activent, cinq seulement ont déjà reçu les accréditations pour installer leurs bureaux à Alger», rappelant que «la loi parle bien de chaînes thématiques». Au sujet de la gestion du marché de la publicité en Algérie estimé à plus de 250 millions d'euros en 2012, Hamid Grine annoncera «l'institution prochaine d'une loi qui est en cours d'élaboration pour réorganiser les activités des agences de communication».

A propos des «pressions» exercées sur certains médias par le biais de l'octroi de la publicité, l'invité de la Chaîne 3 rétorquera, sans prendre de gants, que ces derniers «doivent sortir de leur mentalité d'assistés», ajoutant que les «annonceurs ne sont pas obligés de leur donner de la publicité». Concernant, enfin, les créances des imprimeries publiques auprès des journaux, le ministre de la Communication dira que depuis son installation à la tête du secteur, 60 milliards de centimes ont été recouverts sur des créances globales d'un montant de 400 milliards de centimes, appelant les imprimeries publiques «à ne plus être souples et ne faire de crédit qu'aux journaux solvables».



ANALYSE

Kharroubi Habib

Saïdani douche l'enthousiasme du FFS

Dans sa déclaration lors de la rencontre FLN-FFS, le secrétaire général du premier a posé le préalable à l'éventuelle participation de sa formation à la conférence nationale sur le consensus national que le second tente de mettre sur pied qu'il ne soit pas question que celle-ci aborde la question de la légitimité du chef de l'Etat dont il a prétendu qu'elle est «indiscutable» car le peuple en a «décidé».

La sortie du patron du FLN a dû refroidir les représentants du Front des forces socialistes dont le projet de conférence nationale énonce le principe que les parties qui y prendront part devraient accepter de ne poser aucun préalable et seront libres d'aborder tout problème et question qu'ils estimeront en rapport avec son objectif qui est la reconstruction du consensus national. Ils ont dû mesurer à l'écoute de Saïdani qu'il va leur être extrêmement difficile pour ne pas dire totalement impossible de rallier à leur démarche les formations de l'opposition ayant fait justement de la contestation de la légitimité de Bouteflika le socle du front qu'elles ont constitué.

L'on voit mal en effet qu'au cas où éventuellement ces formations participent à la conférence proposée par le FFS elles vont taire la question de l'illégitimité du pouvoir en place rendue pour elles tout aussi «indiscutable» car devenue évidente par la fraude électorale dont aurait été entachée l'élection présidentielle d'avril 2014. Il y a fort à penser que Amar Saïdani a assené le préalable dans l'espoir que s'en prévalant ces formations opposent une fin de non-recevoir à la démarche du vieux parti de l'opposition.

Il ne faut pas en effet se leurrer, les gens du pouvoir et leurs appareils partisans satellites ne veulent d'aucune conférence ou dialogue ayant le changement du système politique. S'ils font mine

d'être intéressés par l'initiative du FFS c'est uniquement pour braquer contre elle les tenants de l'opposition. Le FLN, le RND et après eux très certainement d'autres partis du pouvoir n'ont que ce calcul en se montrant disposés à prendre part au cycle de consultations entamé par la formation d'Aït Ahmed. Ils n'ont pas rejeté catégoriquement l'initiative du FFS parce que celui-ci ne l'a pas présentée comme destinée à mettre le pouvoir au pied du mur et encore moins à le contraindre à «dégager» comme c'est l'intention avouée de celle à laquelle s'en tiennent les formations et personnalités politiques regroupées dans la CNLTD.

Elle n'en a pas moins «l'odeur du soufre» pour les gens du pouvoir car elle vise tout autant à arriver à ce changement de système et de régime à la perspective duquel ils sont fondamentalement et irrévocablement réfractaires. En faisant mine d'ouverture et qui plus est en direction du plus ancien parti d'opposition au crédit politique indubitable, les satellites partisans du pouvoir escomptent que leur attitude confortera l'idée dans l'opinion publique que ce n'est pas le camp du pouvoir qui ne veut pas d'un dialogue politique sur la reconstruction du consensus national, mais l'opposition que la sortie de Saïdani va probablement déterminer à décliner d'être partie prenante de la démarche du FFS.

Amar Saïdani a certes encensé le parti d'Aït Ahmed et louangé sans retenue son fondateur, mais dans le même temps il a copieusement savonné le sol sous les pas de la direction de ce parti qui a fait le pari grandiose d'arriver à convaincre les Algériens et leur classe politique qu'il est de l'intérêt vital pour le pays et pour eux qu'ils résolvent la crise nationale par la voie du dialogue et du consensus. Il n'y parviendra peut-être pas mais c'est déjà son mérite de prôner cette option.

Ali Benflis rencontre une délégation du FFS

R. N.

Conduite par Mohand Amokrane Cherifi, une délégation du Front des Forces Socialistes (FFS) a rencontré, hier, Ali Benflis, au siège de sa permanence. Selon un communiqué de M. Benflis, la rencontre a porté sur la proposition «d'une Conférence nationale du Consensus entre le pouvoir et l'opposition», soumise par le FFS. La délégation du FFS a présenté «les objectifs, le contenu et les mécanismes de cette initiative», s'en est suivi un «échange de vues, approfondi et franc, entre les deux délégations».

«S'agissant de l'initiative du FFS», Ali Benflis «a rappelé quatre principes essentiels auxquels il a été et demeure, fermement, attachés» : le «Consensus national», que ce consensus «devra se former entre for-

ces politiques représentatives et légitimes, qu'il s'agisse du pouvoir ou de l'opposition nationale», «seul un retour aux urnes peut, tout à la fois, apporter une solution effective à la crise de régime et identifier les forces politiques habilitées à conduire la transition démocratique, sur la base d'un mandat populaire explicite et sans appel», et qu'un consensus «en dehors des forces politiques légitimes et représentatives, n'est pas de nature à fonder le règlement définitif et durable de la grave crise politique actuelle».

Ali Benflis a, également, tenu à rappeler «sa lecture et son analyse de cette crise politique» qui, selon lui, «englobait une crise de régime, particulièrement, menaçante, qui exige un traitement, hautement prioritaire, une transition démocratique qui ne pouvait être conduite

que par des autorités représentatives et légitimes et le changement de la nature du régime politique auquel seules ces mêmes autorités représentatives et légitimes peuvent procéder, en organisant le passage d'un pouvoir personnel et autocratique à un pouvoir démocratique, conforme aux normes universellement admises».

Pour l'ex-candidat à la présidence de la République, cette crise est «le produit naturel d'une vacance avérée du pouvoir, de la quasi-cessation des activités des institutions de la République et de l'illégitimité de ces mêmes institutions». Son règlement passe par le «retour à la volonté populaire souveraine, au moyen d'élections préparées, organisées et contrôlées par une instance électorale indépendante, impartiale et permanente».

Tirage du N°6054
119.641 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.
Quargla: S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub
Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.87.19.81 - Fax: 031.87.19.80
Diffusion: **Quest:** SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - **Est:** SO.DI. PRESSE - **Sud:** TDS

L'ambassadeur français à Oran La France veut redevenir le premier partenaire économique de l'Algérie

Mokhtaria Bensaâd

Redevenir le premier partenaire économique pour l'Algérie, telle est l'ambition de la France après des réticences pour investir dans le marché algérien. Avec l'organisation prochaine de la réunion du comité mixte économique franco-algérien (COMEFA), le 10 novembre à Oran et d'une 2ème réunion du comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN) prévue au mois de décembre prochain à Paris et qui sera présidée par les Premiers ministres des deux pays, la France mise gros sur l'Algérie pour faire face aux autres concurrents européens qui commencent à s'intéresser au marché algérien. La visite, hier, à Oran de l'ambassadeur de France à Alger, M. Bernard Emié, se voulait un message clair sur cette ambition de la France en Algérie et un pas en avant dans les relations entre les deux pays. C'est ce que le représentant de la diplomatie française a affirmé lors d'une conférence de presse organisée à l'Institut français en soulignant que « dans le domaine économique, nous avons l'ambition d'être ici encore plus présents et d'attirer des investisseurs français et d'organiser des co-localisations et d'aider à l'importation de l'industrie en Algérie. Nous avons cette ambition d'avancer et redevenir le premier partenaire économique ». Pour la ville d'Oran, cette même volonté a été exprimée par l'ambassadeur français. Elle s'est traduite par la concrétisation de « projets emblématiques » dont la prochaine inauguration de l'usine de montage automobile Renault, implantée à Oued Tlélat par le Premier ministre Abdelmalek Sellal. Un projet qui a permis, dira M. Bernard Emié, « la création de 350 emplois directs en plus des emplois indirects qui seront créés par la sous-traitance ».

AFFAIRES GOURDEL, LES MOINES DE TIBHIRINE ET LES ARCHIVES

La coopération sur le plan politique est tout aussi positive, a

laissé entendre l'ambassadeur français en réponse à plusieurs questions de journalistes sur l'actualité du moment. Sur l'affaire de l'assassinat du touriste français Hervé Gourdel, le diplomate français a souligné que « tous les efforts sont déployés du côté algérien pour retrouver le corps de notre compatriote et arrêter les assassins et les juger. Aujourd'hui, l'enquête se déroule dans un circuit judiciaire. Ce que je peux vous dire c'est qu'il y a un dialogue instauré entre les autorités des deux pays et nous sommes tout à fait confiants quant à la disponibilité des autorités algériennes à partager au moment venu les différentes étapes de l'enquête ». La même coopération est soulignée pour l'affaire de l'assassinat des sept moines de Tibhirine. M. Bernard Emié a déclaré à ce sujet que « dans le cadre de la coopération judiciaire entre les deux pays, les autorités algériennes ont accepté la mission du juge français qui a fait les déplacements qu'il souhaitait faire à Tibhirine en compagnie du juge algérien. Dans le cadre de cette même coopération dans cette enquête qui s'effectue bien, un magistrat algérien s'était rendu en France ».

Interrogé, d'autre part, sur la position de la France par rapport à la Libye, l'ambassadeur français a tenu à préciser que « sur la Libye, la position française est très claire. Nous recherchons une solution de nature politique. C'est ce que Laurent Fabius a réaffirmé récemment. Nous encourageons l'action des Nations unies. Le travail algérien est en parfaite complémentarité avec les efforts de Nations unies. Nous ne sommes en aucun cas venus en Algérie pour rechercher un soutien à une quelconque intervention militaire en Libye ». Il enchaîne sur la guerre au Mali que « la France soutient les négociations et médiations qui sont en cours actuellement à Alger sur le Mali. Nous avons un dialogue constructif, confiant, sur de nombreuses crises internationales et un travail en commun tout à fait opérationnel ».

La journée du samedi 25 octobre chômée et payée

La journée du samedi 25 octobre sera chômée et payée, à l'occasion du Nouvel An de l'hégire 1436 (Awal Mouharram), a annoncé, mercredi, la direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative, dans un communiqué. « A l'occasion du Nouvel An de l'hégire 1436 (...) la journée du samedi «Awal Moharram», cor-

respondant au 25 octobre 2014, est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée », a indiqué le communiqué. Toutefois, « les personnels, exerçant en travail posté, sont tenus d'assurer la continuité du service », a précisé la même source.



Raïna Raïkoum

Ahmed Farrah

L'effritement, non surtout pas ça!

Alarmisme dites-vous ! Peut-être ! Mais c'est sérieux quand même, pour ne pas s'en inquiéter. De mémoire d'Homo

algérien, on n'a jamais été témoins d'une telle tournure. Un Général en ballottage défavorable. Aussi bleu soit-il, mais major, tout de même. La situation semble, grave. La nature n'aime pas le vide. Il est devenu sidéral.

Il s'étend, se dilate, se propage et ne semble pas s'arrêter là. Mais comment l'arrêter, si la laisse qui le tenait s'est effritée. Non ! pas ça, pas l'effritement, personne ne le souhaite, ne l'espère, ne le demande. Sauf ceux...

Ils le veulent vivement, du fond de leurs visières, l'imaginent dans leurs cervelles. Ils implorent les dieux, les momies, les mausolées, les pierres tombales et les sorciers noirs pour que les cieux pleuvent d'éclairs et tonnent la frange complète du son de leurs apôtres. Éblouissement, assourdissement, hypnotisation, non ils ne vont pas se contenter que de ça, ce n'est pas un jeu sur une console Xbox, non ça ne se passe pas sur Game1, ni sur le Net, pas du virtuel ; ils adorent le réel, même si c'est avec des joysticks, ils préparent l'effritement, en nano éléments, de tout notre corps, le bleu, le vert et l'incolore. Même s'il n'a pas la forme, il est impératif de tenir, résister, montrer qu'il est là, assis sur une chaise, debout sur un demi-pied, prêt à donner le tempo ou remettre le flambeau, il est temps, aujourd'hui, pas demain au coucher. L'Histoire l'inscrira sur les tables du panthéon et sur le fronton du minaret qui portera son nom. C'est indispensable et vital pour

la pérennité de l'Homo algérien, qui ne doit, en aucun, s'émietter, s'éteindre et disparaître, à jamais. La cohésion, la concertation et la

bonne décision de ses individus peut inventer l'arme fatale, nécessaire mais pas suffisante. La nature nous a appris que la meute est, toujours, guidée par l'individu, le mieux préparé aux situations les plus improbables et inattendues. Celui qui fait l'unanimité, qu'on écoute, qu'on respecte, pas par crainte et qui agit, de même, en retour, pas un despote indétrônable, aveugle et sourd, à tout ce qui se passe en lui, autour de lui et plus loin de lui. Vite, ne pas attendre, trouver l'espace, les mécanismes, le concept et remplir le vacuum, sinon le trou noir se chargera de tout aspirer, le système comme ceux qui gravitent autour. Au fait savez-vous que le trou noir se forme suite à l'effondrement gravitationnel d'une étoile vieillissante. Paroles de scientifique ! Dieu nous en préserve, trop de sacrifices, de drames, de chaos, de déchirements et une tragédie rouge et noire, alors stop, personne n'en veut, encore. Nous sommes fatigués, épuisés, malades de notre corps, même si on le dissimule, le temps d'un match de football. Sauter de joie, crier en larmes pour faire sortir la rage qui nous étreint et qui nous serre la gorge, la mal vie qui nous est imposée, le désarroi de nos jeunes diplômés chômeurs, la saleté qui nous emprisonne, la violence, les incivilités et l'incivisme qui nous rendent la vie, encore, très difficile, je ne peux plus m'arrêter là, tellement l'abîme est, encore, trop profond. Mais je le fais quand même!

Lancées en 2015

Quatre usines de préfabrication de logements

Quatre usines de préfabrication de logements seront implantées dans plusieurs villes du pays durant le premier semestre 2015, a indiqué hier à l'APS le président du directoire de la société de gestion des participations de l'Etat «SGP Indjab», Mohamed Yassine Hafiane. Un crédit d'Etat de 17 milliards de DA a été accordé à SGP Injab pour financer la réalisation de ces quatre usines auxquelles s'ajoutera une cinquième qui devra être installée par la suite.

Ces projets sont inscrits dans le cadre de la restructuration prochaine de cette SGP en cinq grandes sociétés ainsi que des efforts du ministère de l'Habitat dans l'industrialisation du bâtiment et de la modernisation

des outils de réalisation de l'habitat.

Parmi ces usines, quatre seront implantées d'ici le mois de mai 2015 dans le but d'améliorer la qualité de logements et de réduire les délais de réalisation, a-t-il affirmé. Ces usines seront réalisées au centre (Alger), à l'est du pays (Annaba), à l'ouest (Oran) et au sud-est (Biskra), tandis que la cinquième sera réalisée au sud-ouest (Bechar), et ce, afin de couvrir les besoins sur tout le territoire national. Quant à la capacité de production de ces nouvelles entités, elle devra aller entre 2.000 et 5.000 logements préfabriqués par an pour chaque usine.

Le plan de restructuration de la SGP Indjab, qui prévoit sa scission en cinq grandes

entreprises spécialisées dans le bâtiment, sera mis en œuvre à partir de la semaine prochaine, fait savoir M. Hafiane.

«La SGP Indjab sera restructurée après son obtention de l'approbation du Conseil des participations de l'Etat (CPE) en juillet dernier. A partir de la semaine prochaine, nous allons installer les 5 nouvelles entreprises issues de cette restructuration», a-t-il précisé. Plus concrètement, ce sont les filiales d'Indjab, qui représentent la capacité publique de réalisation, qui seront reconverties en cinq grandes entreprises publiques économiques (EPE) sous forme de sociétés par actions (SPA).

Il est à rappeler que les prévisions de la

SGP Indjab, qui comprend 56 entreprises dont 12 bureaux d'études, ont tablé sur la livraison de 15.000 à 16.000 logements en 2014 (contre 4.600 en 2013) et de 24.000 autres logements en 2015, d'après les chiffres avancés par M. Hafiane.

Avec plus de 23.000 employés, les entreprises de la SGP Indjab opèrent dans les domaines liés aux travaux de bâtiments, logements et équipement publics, travaux de voiries et réseaux divers (VRD) et d'aménagement extérieurs, réhabilitation de vieux bâti, fabrication de menuiserie aluminium, charpentes métalliques, production de béton et d'éléments préfabriqués.

**Moderne...
Merveilleuse...
Majestueuse...!!**

Nouvelle HAIMA M3
à seulement **999 000 DA**



AKBOU AUTO

Zone d'activité Kaldi, lot N° 55, Alger.
Tél : 0770 83 66 61/0560 05 19 45
www.facebook.com/haimalgerie
Site web : www.Haima-algerie.com

Haima
Shift to Difference









ASSURANCES de Transport

Avec les formules d'assurances de la **GAM Assurances**,
la mobilité de **vos biens** et **moyens de transport** est en lieu sûr



GAM
ASSURANCES
للتأمينات

210 agences
à votre entière disposition

- L'assurance facultés maritimes
- Marchandises transportées par voie terrestre
- Marchandises transportées par voie aérienne
- Assurance des responsabilités des transporteurs
- Assurance corps de navires
- Assurance corps aériens

Générale Assurance Méditerranéenne
Capital social de 2.747.500.000,00 DA
Centre d'Affaires Al Qods, 7^{ème} étage - Chéraga - Alger
Tél.: +213 (0) 982 40 40 40 - Fax : +213 (0) 21 34 12 42
www.gamassurances.com - Email: contact@gam.dz

مركب صناعة المولدات الكهربائية مولدات التلحيم الذاتية و معدات الري
**Usine Moderne de Fabrication et de Montage
des Equipements Electriques, de Groupes Electrogènes**

GMI Présent au
Salon Batiwest
Salon international du bâtiment, de la construction et des travaux public
Du 20 au 25 octobre 2014 à Oran

Une source d'énergie très fiable

VOVVO PENTA IVECO PERKINS STAMFORD ABB socomec

GMI
Groupe Moteur International - Algérie

www.gmi-groupe.com

Tél. : 027.71.08.03
027.71.02.19
027.71.01.64
027.77.27.13
Fax : 027.71.15.49
Port. : 05 55.02.30.75
05 55.02.30.77
05 55.02.30.79
05 50.17.78.82
05 50.91.14.62
05 55.99.09.53

Le MERIDIEN
ORAN HOTEL & CONVENTION CENTRE
RECRUTE

01 Comptable Maîtrisant le SCF
01 Comptable Recouvrement
01 Acheteur

Profil :

- Diplôme en comptabilité.
- Bonne présentation, disponibilité et flexibilité.
- Dégagé des obligations du service national.
- Expérience dans le domaine.
- Connaissance de la langue arabe et française.

Envoyez votre CV, **en précisant le poste dans l'objet de l'email / fax**, à :

recrutement.oran@lemeridien.com / Fax 041 984 024

Ou postulez directement sur notre site Internet :
www.lemeridien.jobs

Les qualifiant de «partisans du terrorisme»
Gaïd Salah évoque les ennemis de l'Algérie

Moncef Wafi

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a évoqué, hier, de nouveau, la «détermination» de l'ANP, dans la lutte antiterroriste.

Dans une allocution, à l'occasion d'un colloque historique sous le thème : «l'Armée de Libération nationale: arme de l'information et de la diplomatie», organisé au Cercle national de l'Armée, le chef d'état-major a réitéré toute la détermination de l'Armée à fournir «tous les efforts» pour défendre les frontières du pays et «éradiquer» les dernières poches du terrorisme, en Algérie.

Dans son discours inaugural, il dénoncera, explicitement, les ennemis du pays et de l'institution militaire dont les procédés sont comparés à «ceux du colonialisme d'hier», à travers des campagnes «virulentes» qui visent, dira-t-il à «porter atteinte à notre histoire nationale». Des ennemis qu'il qualifiera de «partisans du terrorisme, en Algérie, et particulièrement, dans la région arabo-africaine», en dénonçant, également, «leurs complices criminels». Cette lutte contre le terrorisme, soulignée par le vice-ministre de la Défense nationale, rejoint le dernier éditorial de la revue «El Djeich», dans son numéro 615, qui rappelle la détermination du pays à en finir avec le terrorisme «international» et qui a des ramifications avec le crime organisé transfrontalier. L'éditorial revient sur la lutte antiterroriste, engagée par l'Algérie, alors isolée, jusqu'aux événements du 11 septembre 2001. La revue mensuelle mettra, aussi, l'accent sur la situation géostratégique, dans la région et dans le monde et les efforts consentis par l'ANP, dans la protection des frontières terrestres, face aux tentatives d'infiltration des groupes terroristes, le trafic d'armes et tout ce qui a un lien avec le terrorisme. Et à ce propos, à l'éditorial de rappeler que les forces armées ont réussi à intercepter des criminels et des contrebandiers et à récupérer d'importantes quantités de produits divers, ce qui reste l'une de ses principales missions, du fait des interconnexions qui existent entre le terrorisme, la contrebande et le crime organisé. Et que la sécurité du pays passe par la sécurisation de ses frontières et de son économie. La revue a, aussi, mis en exergue l'expérience, acquise par l'Algérie, dans la lutte antiterroriste et le crime organisé, ce qui fait d'elle une force de proposition et un partenaire incontournable, dans la lutte contre le terrorisme international. L'éditorial reviendra, également, sur le rôle de la diplomatie algérienne, dans la résolution des conflits régionaux et mondiaux. Pour rappel, le colloque inauguré par le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, s'inscrit dans le cadre du programme des activités commémorant le 60^{ème} anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale. Il a vu la participation de personnalités historiques et de hauts cadres de l'ANP ainsi que celle de plusieurs moudjahidine et chercheurs universitaires.



tières et de son économie. La revue a, aussi, mis en exergue l'expérience, acquise par l'Algérie, dans la lutte antiterroriste et le crime organisé, ce qui fait d'elle une force de proposition et un partenaire incontournable, dans la lutte contre le terrorisme international. L'éditorial reviendra, également, sur le rôle de la diplomatie algérienne, dans la résolution des conflits régionaux et mondiaux. Pour rappel, le colloque inauguré par le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, s'inscrit dans le cadre du programme des activités commémorant le 60^{ème} anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale. Il a vu la participation de personnalités historiques et de hauts cadres de l'ANP ainsi que celle de plusieurs moudjahidine et chercheurs universitaires.

Pour la seule région de l'est du pays
Plus de 2.000 pièces archéologiques saisies depuis le début de l'année

Pas moins de 2.037 pièces archéologiques ont été saisies dans l'est du pays, durant les 9 premiers mois de l'année 2014, par les cellules régionales de protection des Biens culturels, relevant de la Gendarmerie nationale, a indiqué, mercredi, le responsable de la communication au 5^{ème} commandement régional, le commandant Abdelhafid Fekairi. Les services des deux cellules régionales opérationnelles, chargées de la protection des Biens culturels, ont saisi, entre autres, 1.827 pièces de monnaies, remontant à différentes époques, un dispositif antique d'examen de diamants et de pierres précieuses, une bague de bronze remontant à l'ère romaine, et une statuette, en bronze, de la même époque, a souligné le même officier, au cours d'une conférence de presse organisée en marge d'une cérémonie d'hommage aux journalistes, à l'occasion de la Journée nationale de la presse. Les 302 interventions, effectuées par ces services, ont été ponctuées par l'arrestation de 8 personnes, a affirmé le commandant Fekairi, précisant

que les pièces archéologiques saisies ont été remises aux directions de la Culture des wilayas où les délits ont été commis.

Sur un autre plan, le même officier a fait savoir qu'une quinzaine d'affaires d'enlèvements ont été signalées, durant les 9 premiers mois de l'année 2014 dans les wilayas de l'est algérien, relevant de la compétence territoriale du 5^{ème} Commandement régional de la Gendarmerie nationale. Pas moins de 22 personnes, impliquées dans ces affaires, ont été arrêtées et déferées devant la justice, pour répondre de leurs actes. Les éléments de la Gendarmerie nationale, activant, sur le même territoire de compétence ont eu à traiter, durant cette période de 9 mois, 17 affaires d'atteinte à l'économie nationale, dont 7 liées à la corruption, a, également, indiqué le commandant Fekairi, précisant que 8 fonctionnaires et 3 militaires ont été arrêtés. Soulignant que le nombre d'affaires liées à la pêche illicite du corail et à la contrebande de ce produit très recherché «continue d'enregistrer des hausses im-

portantes », notamment sur le littoral de la wilaya d'El Tarf, le confrencier a fait état de la saisie, durant les 9 premiers mois de l'année, en cours, de 128 kg de corail brut, et de l'arrestation de 10 personnes impliquées. Lors d'une allocution prononcée à l'ouverture de cette cérémonie, au cours de laquelle les journalistes ont été honorés, le général Amar Bahlouli, chef du 5^{ème} Commandement régional de ce corps constitué, a insisté sur «l'importance de la consolidation des liens de communication et de coopération, entre la Gendarmerie nationale et la presse ».

Questions orales au Sénat

Le Conseil de la Nation se réunira, jeudi matin, en séance plénière consacrée aux questions orales.

Les questions concerneront les secteurs de l'Intérieur et des Collectivités locales, la Justice, l'Education nationale, la Culture et la Communication, précise un communiqué du Conseil.

M'sila

Deux morts et 2 blessés dans une collision

Deux personnes ont trouvé la mort et 2 autres ont été blessées, hier, dans un accident de la circulation, survenu, sur la voie d'évitement de la ville de M'sila, a-t-on appris, auprès de la Protection civile. L'acci-

dent, une violente collision entre un camion semi-remorque, un taxi collectif et un véhicule de tourisme, a coûté la vie, sur le coup, à 2 passagers du taxi, âgés de 28 et 35 ans, et occasionné des blessures à 2 autres,

selon la même source. Les services de la Protection civile ont rappelé que, durant les dernières 24 heures, 6 accidents se sont produits sur les routes de la wilaya de M'sila, faisant, au total, 2 morts et 9 blessés.

Incendie criminel d'Oran

L'auteur présumé du crime décède à l'hôpital

L'auteur présumé du crime suivi d'incendie survenu le 11 octobre dernier au centre-ville d'Oran et qui a fait quatre morts (un jeune de 32 ans, un couple et leur petit fils) est décédé dans la nuit de mardi à l'EHU 1^{er}-Novembre des suites de ses blessures. Le mis en cause, âgé de

21 ans, avait été brûlé par l'incendie qu'il avait provoqué dans l'appartement après avoir assassiné un homme de 32 ans. Deux autres complices avaient été arrêtés dans le cadre de cette affaire, rappelle-t-on.

K. A.

Appel de soutien, la laïcité bafouée
Discrimination fondée sur l'appartenance religieuse d'un professeur

Le 16 octobre 2013, monsieur MEZITI, enseignant depuis 2000, a reçu la visite d'une inspectrice qui s'est livrée à un véritable réquisitoire sur sa vie privée et ses convictions religieuses qui relèvent de la sphère intime. Elle a explicitement indiqué avoir fait des recherches sur ses implications. De plus, madame l'Inspectrice a émis des suspicions quant à sa compatibilité avec la laïcité, en s'exclamant après ses réponses «Ouf, me voilà rassurée !». Comment un entretien qui se devait d'être un entretien professionnel a-t-il pu dériver de la sorte ?

Le manque d'objectivité et de professionnalisme dont a fait preuve l'inspectrice de l'académie de Nantes est tout bonnement inadmissible. Cette personne est sortie de ses prérogatives professionnelles. C'est une violation manifeste de la laïcité et de la loi. Pour avoir signalé à sa hiérarchie cette dérive, monsieur MEZITI a subi des inspections répétées et le 7 juillet 2014, il s'est vu refuser son admission au certificat d'aptitude au professorat du second degré par le recteur.

Cette mesure, complètement dénuée de bon sens et de motivations objectives, va à l'encontre des dispositions de l'article L 1131-1 du code du travail qui prohibe notamment toute mesure instituant une discrimination directe ou indirecte à l'encontre d'un salarié. Comme l'attestent ses états de service et ses notations administratives, c'est un enseignant ayant donné entière

satisfaction depuis son arrivée au sein de l'Education nationale.

Il apparaît manifestement qu'après la publication de son dernier ouvrage le «Dictionnaire de l'islamophobie» en septembre 2013, il paye le prix de son engagement intellectuel et citoyen. N'est-ce pas là une entorse aux principes républicains et au respect des libertés fondamentales de chaque citoyen ?

La discrimination, dont il a été victime, ne peut être passée sous silence et constitue une violation manifeste des valeurs républicaines. Notre République, engagée dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ne peut tolérer de tels agissements. L'inspectrice de Nantes ainsi que ses collègues, en tant que représentants de l'Etat français, se doivent de respecter les valeurs de la France et d'être à l'image de ce que prône notre pays.

Le recteur, les deux ministres de l'Education nationale ainsi que le Président de la République, alertés, n'ont guère été sensibles à cette discrimination liée à l'engagement et l'appartenance confessionnelle de monsieur MEZITI. La mesure discriminatoire prise à son encontre doit cesser, conformément au droit et eu égard à la qualité de travail qu'il a fourni pendant plus de 13 ans auprès du ministère de l'Education.

Nous demandons que le droit soit rétabli et que sa titularisation lui soit accordée.

Premiers signataires

Rokhaya DIALLO, militante associative, journaliste
Raphaël LIOGIER, sociologue et philosophe, professeur des universités, sciences po Aix, Collège international de philosophie (Paris)
Pascal BONIFACE, géopolitique
François BURGAT, politologue
Jean BAUBEROT, professeur émérite (chaire de sociologie et histoire de la laïcité)
Bariza KHIARI, sénatrice
Virginie MARTIN, politologue
Alain GRESH, journaliste
Nadia BEY, présidente de l'association des « Sans Voix »
Pierre MAIRAT, avocat
Siham SOUID, chargée de mission au ministère de la Justice, chroniqueuse au Point
Samuel GRZYBOWSKI, président de COEXISTER
Jean-Marc GUERECHEAU, secrétaire général FO lycées collèges 72
Ralph BENAROSH, avocat retraité
Nihat SARIER, président de la Plateforme de Paris
Fayçal MEGHERBI, avocat
Abdallah ZEKRI, président de l'Observatoire national contre l'islamophobie, membre du bureau exécutif du CFCM
Mohamed MECHMACHE, président de l'association ACLEFEU COJEP INTERNATIONAL, ONG à statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe, de l'ONU et de l'UNESCO
Humeyra FILIZ, représentante de l'EMISCO auprès du Conseil de l'Europe
Samy DEBAH, président du CCIF
Alice DULA, enseignante retraitée, militante CFPE (Collectif féministe pour l'Egalité)
Marwan MOHAMMED, chargé de recherche au CNRS
Saïd BRANINE, rédacteur en chef d'Oumma.com
Abdellali HAJJAT, maître de conférences en sciences politiques (ISP)
Eliane BENAROSH, consultante
Maurice BUTTIN, avocat honoraire à la cour
Emre DEMIR, directeur de la rédaction de ZAMAN France
Alima BOUMEDIENNE, avocate, ancienne parlementaire
Huê TRINH NGUYEN, journaliste, rédactrice en chef SalamNews
Madjid Si HOCINE, médecin, coordinateur de l'Egalité d'Abord
Anissa MEZITI, jeune ambassadrice de l'UNICEF, présidente de l'association Agir Contre le Racisme (ACR),
Kamel KABTANE, recteur de la Mosquée de Lyon
Djelloul SEDDIKI, docteur en sociologie, directeur de l'Institut de théologie El Ghazali de la Grande Mosquée de Paris
Sophie GUERECHEAU, professeur certifié
Patrick LOUKIANOFF, professeur certifié
Marie-France AMAND, professeure certifiée
Patrice DROCHON, cadre Support technique et Développement électronique
Sophie VENARD, professeur documentaliste
Stéphane BOUCHER, informaticien national

Sociétés globales et environnement : normes et valeurs en devenir

Par Nadir Marouf *

Par ces temps pollués politiquement, socialement et économiquement, où le monde arabe se donne en spectacle, je constate l'excellence d'un certain nombre d'articles publiés dans les rubriques du Jeudi. Ma contribution consiste à montrer que plus le monde s'enfoncé dans les conflits browniens, moins il est apte à prendre conscience de la grande bataille qu'il est appelé à livrer irrémédiablement à l'ennemi primordial auquel l'humanité aura à faire face : la vengeance de la biosphère. J'avais, avec l'aide de quelques collègues, esquissé une maquette des sciences de l'homme, adossée à l'Université de Tlemcen. Ce projet est en hibernation. En attendant des jours meilleurs, je voudrais livrer une réflexion qui constitue un des six axes de l'avant-projet de MSH, et tout à la fois une plateforme en appelant à un partenariat international en réseau. Cet axe s'intitule : Cultures, sociétés, environnements : pour une anthropologie de la complexité.

CADRE GÉNÉRAL DE LA RÉFLEXION

Jamais les relations entre les sociétés humaines et l'environnement n'ont été aussi critiques, tant du point de vue de l'impact des activités humaines sur les systèmes naturels que d'un point de vue cognitif et perceptif. En effet, cette fin de vingtième siècle que nous venons de quitter s'est caractérisée par la multiplication d'événements extrêmes dans diverses sphères : économique, sociale, politique et environnementale (krachs et rallyes boursiers, violence urbaine, Ouragans, tempêtes, sécheresse, inondations, incendies, insécurité alimentaire ou contaminations). Sans rapport en apparence, ces phénomènes ont en commun qu'ils ébranlent le système de cordonnées et de référentiels spécifiques des sociétés industrielles. Les conséquences de la «modernité» se traduisent par des ruptures, qu'il s'agisse des cycles naturels globaux ou des conditions sociales d'existence de l'homme. De nouveaux objets «hybrides», tels le «trou d'ozone», «l'effet de serre» ou les «pestes végétales», font leur apparition sur la scène publique et politique, rendus responsables des dysfonctionnements, des détraquements, de l'écosystème voire de la biosphère.

L'instrumentation généralisée de l'action humaine, due à un déploiement scientifique et technique jamais égalé, a démultiplié les capacités d'intervention de l'*homo economicus*, y compris sur lui-même et surtout à une échelle sans commune mesure avec le passé, générant des hybridations qui laissent interrogatifs. Les frontières entre humains et non humains deviennent plus floues, des «techno-natures» adviennent qui par ailleurs sont le résultat d'une transformation parfois non intentionnelle des écosystèmes et de la biosphère (comme peut le montrer pour exemple le «trou d'ozone»). Les sciences et les techniques, vecteurs de développement et de confort, se retrouvent sur le banc des accusés car elles contribuent à la crise de l'environnement et de ce fait à la mise en cause d'un monde fabriqué pour l'homme et ses



désirs, au détriment de l'équilibre des écosystèmes. La connaissance, à la manière d'un *Janus*, se laisse entrevoir dans une double face, positive et négative à la fois, contribuant à notre bonheur mais nous conduisant aussi à notre perte. D'elle, nous attendons des solutions à la crise environnementale, dont nous savons maintenant qu'elle en est aussi la cause. «Nos œuvres nous échappent» pour reprendre l'expression de Philippe Roqueplo. Il s'ensuit une discussion, sur les croyances, les systèmes de valeurs, les manières de vivre, les processus de décision ; bref des normes sociales souvent impuissantes à assurer, dans ce contexte d'incertitude, les réponses appropriées et susceptibles de guider nos orientations et comportements. Les professions de foi dans la science et le progrès se mettent à vaciller et l'on voit apparaître une «structure nouvelle et trouble faite d'opportunités et de risques», nécessitant un nouvel apprentissage collectif du vivre ensemble. C'est en effet toute notre vision du monde qui se trouve «chahutée» par l'apparition de nouveaux référentiels et échelles d'appréhension de l'espace comme du temps. Comment par exemple intégrer dans nos schémas mentaux et cognitifs la temporalité propre aux cycles naturels (cycle du carbone, de l'eau, de l'atmosphère etc.) sans rapport avec celle du présent, fondatrice de l'action collective; comment encore diminuer, au niveau sociétal, cette préférence pour le présent immédiat, dans la mesure où, ne serait-ce que pour des raisons physiologiques, l'homme a une vision tirée vers le court terme.

Ce sont les fondements anthropologiques de nos sociétés, construites autour des notions de frontières, de territoire, d'identité, de valorisation des ressources et de leur intensification, de rationalité et d'objectivation qui sont désormais sujettes à caution du fait des «limites» environnementales rencontrées, symptômes de la radicalisation de la modernité et de la complexification liée aux effets multiples, imprévisibles et incontrôlés de nos actions à des échelles inconnues jusqu'alors. Giddens et Beck, pour qualifier cette seconde modernisation, parlent de «société réflexive» dans laquelle «pensée et action se ré-

fractent constamment l'une sur l'autre». Nous avons appris à répondre aux menaces de la nature en développant des artefacts et en accumulant des connaissances. Mais nous sommes livrés sans défense aux menaces résultant de nos industries et de nos techniques. Les dangers comme le dit Beck deviennent «les passagers aveugles de la consommation normale». Ils se déplacent avec le vent, l'eau... sont présents en tout et en chacun pour pénétrer avec l'entremise de ce qu'il y a de plus vital, l'air que nous respirons, la nourriture, les vêtements, l'aménagement de nos villes et de nos lieux d'habitation, jusqu'aux zones les plus protégées du monde moderne, «si bien contrôlées d'ordinaire».

Certes, la relation tout à la fois nourricière et conflictuelle entre l'espèce humaine et son environnement remonte à des temps immémoriaux, mais ce couple indissociable humanité/nature est resté quasi immobile et dans une relation à courte portée des millénaires durant. Au vingtième siècle tout change sous le double effet de la puissance scientifique associée à la technique et d'une croissance démographique sans précédent ; d'exceptionnelles accélérations ont affecté l'humanité et son environnement, appelant à une inflexion des rapports entre les sociétés humaines et leurs natures. Les matrices cognitives et normatives qui définissaient les principes d'action, les évolutions souhaitables et les modalités de pensée comme de connaissance, dans un monde où étaient mises en avant de manière systématique l'exceptionnalité humaine et la maîtrise de l'homme sur la nature («domestiquée») ne sont plus adaptées à un univers de non prédictibilité. Ce qui en appelle à la découverte de modes d'apprentissage et d'ajustements fondés sur de nouveaux principes et de nouvelles valeurs, objets de croyances, certains invoquant même la nécessité d'une conversion religieuse (Mary Douglas) voire d'une nouvelle ascèse. De manière analogue, à la conceptualisation de la crise paradigmatique proposée par Kühn, les matrices antérieures fondées sur des principes de certitude (progrès, partage des bénéfices, exploitation des espèces végétales et animales pour le bien de

l'homme) ne permettent plus de penser les relations changeantes et labiles entre les hommes, mais également dans leurs interactions avec le milieu vivant (dans une acception des écosystèmes entendus en tant qu'organismes vivants). L'envers de la nature socialisée se trouve être «la sociétisation des destructions naturelles», lesquelles exigent que nous les intégrions dans nos systèmes de pensée et habitudes pratiques.

Ce sont toutes nos règles de vie quotidienne qui sont mises sens dessus dessous et qu'il va nous falloir réaménager. Les fondements juridiques de l'action sont eux-mêmes battus en brèche car ils sont impuissants à rendre compte des faits constatés, à encadrer ces «objets d'environnement». L'inflation de programmes d'intervention, de doctrines, de conférences, élaborés dans les enceintes européennes et internationales, peut s'interpréter comme le résultat d'un déficit de normes en la matière et la volonté d'inventer plutôt que d'imposer un nouveau cadre d'action collective. L'irruption de l'environnement dans le débat politique européen et international a fait surgir en effet une rhétorique construite autour de concepts, producteurs de principes de référence au contenu incertain et non stabilisé («biens publics globaux», «développement durable», «paysage comme patrimoine mondial» etc.) laissant une relative liberté d'interprétation d'un pays à l'autre dans la mise en œuvre de politiques et de modes d'action environnementales. Le caractère cérémonial et dialogique de ces «messes internationales» vise autant à l'apprentissage de règles définies en commun, en dépit des différences et des spécificités de chacun, qu'à la conversion des acteurs sociaux - indistinctement de leurs appartenances (sociales, géographiques) - aux principes nouveaux qui doivent régir les relations entre les sociétés humaines et leur environnement. Donner une légitimité à des objets environnementaux souvent non visibles et dont les effets, lorsqu'ils se font sentir, ne concordent pas avec la temporalité sociale, implique des mobilisations collectives et des protocoles ritualisés (ce n'est ainsi pas le fruit du hasard si des chefs indiens sont

convoqués à ces messes. La finalité est de créer un sentiment collectif («une conscience collective») pour susciter l'adhésion à une réalité «fractale» aux logiques vagues, flottantes, épousant des frontières incertaines (élévation du niveau de la mer, trou d'ozone, érosion de la biodiversité, invasion par de nouveaux virus ou par des espèces qualifiées de telles) modélisées par les experts, les scientifiques et relayées par les associatifs (O.N.G.).

Pris dans cette perspective, ces rituels planétaires apparaissent comme des moments clef de socialisation et d'élaboration de réponses sous forme de normes, de dispositifs techniques susceptibles de garantir tout en les redéfinissant certaines orientations de la société. La place de la croyance dans la maintenance de ces normes et systèmes experts (ingénieries écologiques, énergies alternatives, écologie industrielle etc.) est d'autant plus nécessaire que, compte tenu de l'inachèvement des savoirs et de leur imperfection, ils ne suffisent pas à stabiliser le monde ni à engager «durablement» la société, la sphère du privé (les entreprises) comme celle du public (les administrations) et peuvent à tout instant être remises en cause voire délégitimées ou encore malmenées par le lobbying corporatiste. Soumises donc à des controverses et à des négociations permanentes, ces normes sont instables, adaptatives et leur cristallisation temporaire. On comprend dès lors que les mécanismes de l'adhésion en soient rendus plus difficiles. Comment croire quand tout change continuellement, lorsque les événements exceptionnels deviennent l'ordinaire, comment traduire pour les rendre effectives des normes définies à des niveaux différents mais complémentaires de territorialité (local, régional, communautaire, continental et international)...

Les sciences de l'environnement (écologie, biologie, climatologie) ne sont pas assises sur des vérités scientifiques solidement établies et vérifiées. Bien au contraire elles sont sujettes aux incertitudes et aux controverses, n'échappant pas de ce fait aux valeurs et aux intérêts sociaux divergents des groupes en présence.

Suite en page 07

Un nouveau pouvoir s'installe en Algérie



Par Abed Charef

L'Algérie change. Economie, société, pouvoir, tout évolue. Pas forcément dans la bonne direction.

Laïd Benamor à la chambre de commerce, Ali Haddad qui s'apprête à prendre le FCE : les nouveaux amis de Saïd Bouteflika s'installent. Ceux qui se sont mouillés pour le quatrième mandat prennent leurs quartiers, et marquent leur territoire, y compris en bousculant leurs anciens rivaux. Réda Hamiani, qui a longtemps représenté l'image lisse d'un patronat aspirant à un peu de respectabilité et de légitimité, apparaît désormais vieux jeu. Il a été poussé sans ménagement vers la sortie par des nouveaux arrivants pressés de faire place nette. Issaad Rebrab, qui se veut se brancher à l'international, est contraint de battre en retraite en attendant des vents meilleurs. Il n'a pas supporté qu'un nouvel arrivant, vaguement arriviste, se mette sur son chemin pour entraver ses projets.

Ces nouveaux oligarques, comme les appelle un économiste, s'affichent désormais publiquement, et affichent leur pouvoir. Ils sont sûrs d'eux, et ils le font savoir. Ils ont des conseillers en stratégie et des communicateurs. Ils possèdent clubs de football et chaînes de télévision. Ils se diversifient, nouent des alliances, établissent des réseaux, et prospèrent. Ils le font sous l'œil bienveillant d'un gouvernement qui passe son temps à affirmer sa disponibilité à les aider. Ils ont aussi une autre particularité : ils sont beaucoup plus jeunes que le président Abdelaziz Bouteflika. Ils sont plutôt de la génération de son frère Saïd, avec le-

quel ils ont des affinités marquées. Ali Haddad et Laïd Benamor se sont chargés du financement de la campagne pour le quatrième mandat, en faisant un lobbying très appuyé, et ils l'ont fait savoir. Au point de pousser certains patrons à la sortie.

NOUVEAUX SYMBOLES

Cette vision trash de la vie politique algérienne s'est imposée. Elle ne peut cependant remplacer la bonne vieille analyse traditionnelle, qui ramène à une réalité plus austère, mais plus inquiétante. Ce nouveau capitalisme qui s'installe vit aux dépens des commandes de l'Etat (Ali Haddad), généralement après avoir réalisé d'immenses transferts du public vers le privé. Il se contente, le plus souvent, d'offrir aux Algériens des produits importés (Hyundai, Samsung, produits disponibles dans les magasins Uno), tout en essayant de réaliser une jonction avec le capital international, en plaçant pour un partenariat avec les entreprises étrangères. Il veut aussi se développer à l'intérieur, en plaçant pour des facilités qu'il a toutes obtenues, mais qu'il veut élargir, en avalant par exemple les entreprises publiques par le biais du fameux PPP, le partenariat public-privé. Mais au total, l'industrie algérienne reste de taille très modeste. Elle n'arrive pas à franchir cinq pour cent du PIB, et les principales fortunes du pays continuent de réaliser l'essentiel de leur chiffre d'affaires dans l'importation.

Au fil des ans, L'ETRHAB a remplacé la Sonatrach, les magasins Uno ont pris la place des Galeries et des Souk el-fellah, et Condor a détrôné l'ENIE et l'ENIEM. Le privé a pris de l'envergure : les entreprises privées représentaient 18% du PIB hors hydrocarbures en 1990, elles sont à 78% aujourd'hui.

Parallèlement à cette mutation économique, le personnel politique algérien a aussi profondément changé. Des généraux « janviéristes », ceux qui pouvaient se targuer d'une assise doctrinale anti-islamiste, il n'y a pas plus, en poste, que Toufik Mediène, assiégé dans son antre du DRS et attaqué par des hommes aussi étonnants que Amar Saadani. La nouvelle génération de généraux, ceux qui ont mûri dans le feu de la lutte antiterroriste, a, quant à elle, l'âge de Saïd Bouteflika. Et c'est avec elle que le nouveau pouvoir économique, qui veut naturellement se transformer en pouvoir politique, veut établir la jonction.

RELATION MOUVANTE

Pendant de longues années, la mode était plutôt au « parrainage ». Le discours ambiant voulait que chaque grosse fortune en Algérie était couverte par un général, ou elle était sa propriété, même si elle était gérée par un préteur. Aujourd'hui, les choses ont changé. Les fortunes ont pris du volume, et leurs détenteurs fréquentent les salons parisiens, vont dans les conférences internationales, et veulent apparaître sous une nouvelle image. D'où une

aspiration à s'émanciper. Peuvent-ils pour autant franchir le pas?

Pas pour le moment. Même si elles se sentent à l'étroit, les nouvelles fortunes préfèrent encore coller au pouvoir, pour continuer à capter des sommes colossales, sans trop se mouiller. Elles savent qu'une partie des 65 milliards de dollars de recettes des hydrocarbures est à prendre. Et que, pour cela, il est préférable de rester dans les bonnes grâces du pouvoir. D'autant plus que celui-ci a encore en mains une carte majeure : Sonatrach, c'est-à-dire 98% des recettes en devises du pays. Cela donne encore à l'appareil militaire et sécuritaire une certaine autonomie de décision.

Mais cette situation n'est pas figée. Il suffit de peu pour qu'elle bascule. Un pouvoir en difficulté, ou en déficit de légitimité, cherche appui auprès de ceux qu'il juge les plus aptes à le protéger. Il peut choisir les plus présentables, les détenteurs d'argent. C'est un schéma très classique de jonction entre pouvoir militaire et argent. Ou, pire encore, un pouvoir militaire qui se mettrait au service de l'argent. Autre hypothèse, qui ne relève pas seulement de la langue de bois de Louisa Hanoun, rien n'empêche les forces de l'argent de tenter de prendre le contrôle de Sonatrach. Face au vide actuel, le coup est jouable. Et ce n'est pas avec Abdelmalek Sellal comme idéologue, Ahmed Ouyahia dans le rôle de justicier, Abdelaziz Belkhadem ou Cheikh Chemseddine comme imam, et Amar Saadani comme tribun, qu'il sera possible de les contrer.

Et à ceux qui pensent que l'Algérie est un pays spécifique, où une telle évolution est exclue, il suffit de rappeler ces histoires d'un passé récent : qui, en 1970, en 1980 ou même en l'an 2.000, aurait imaginé qu'un homme envoyé en formation par l'ALN soit, un jour, poursuivi dans une affaire de détournement de 300 millions de dollars ? Et qui, aurait imaginé qu'un jour, l'Algérie élirait au poste de président de la république un homme si diminué qu'il ne ferait même pas un discours de cinq minutes pendant sa campagne électorale ?

Sociétés globales et environnement : normes et valeurs en devenir

Suite de la page 06

Le philosophe des sciences J. Ravetz, en ce qui concerne les responsables politiques, avance l'hypothèse d'une inversion des rapports traditionnels entre les faits scientifiques dits « durs » et les opinions subjectives qualifiées de « molles », affirmant que « désormais nous aurons de plus en plus besoin de décisions dures prises par des hommes politiques pour lesquelles nous disposons d'évidences molles ou sujettes à controverses » et de conclure « il faudra apprendre à nous servir de l'ignorance comme nous savons déjà nous servir de la connaissance ». C'est ainsi l'heuristique de la science, tout comme le programme à la fois de Descartes et de Kuhn, qu'il nous faut repenser : compléter la démarche scientifique par un autre « Discours de la Méthode », adapté aux questions pour lesquelles autant les enjeux que les incertitudes s'avèrent majeurs. L'idée même d'une science « normale » est ébranlée, car là où elle s'attachait à opposer théorie et pratique, compréhension et action, fait et valeur, connaissance et ignorance, il s'agit dorénavant, pour aborder des problèmes complexes, d'organiser leur complémentarité. Certains parlent alors de « science post-normale » qui, loin de conduire à une différenciation très poussée des disciplines, tente plutôt d'organiser leur dialogue au travers de l'interdisciplinarité, ce qui revient à remarquer comme le formule Ph. Roqueplo, qu'une « approche interdisciplinaire ne peut fonder son objectivité sur les méthodes de validation qui sont celles de la science classique ; elle doit trouver son autorité dans les seules qualités subjectives de ceux qui l'élaborent. »

En conséquence, l'environnement n'est pas seulement un compartiment de plus dans les spécialités de la sociologie (travail, famille, culture etc.) mais il devient un enjeu transversal de la dynamique mondiale des sociétés, nous invitant à un nouveau fondement anthropologique où la place de l'homme serait à redéfinir en fonction de contraintes environnementales forts différentes de celles connues auparavant. Enjeu qui implique

non seulement la remise en cause de bon nombre de nos comportements sociaux, mais également de nos « *habitus* », de nos représentations sociales et styles de vie. Bien plus, il redéfinit les rapports établis entre science et valeurs, science et droit ; rapports constitutifs du sous-bassement institutionnel des sociétés industrielles. Le caractère incertain, parfois contradictoire des informations disponibles, fait que de nouveaux participants viennent enrichir la communauté scientifique, l'obligeant à inclure des aspects, telles les valeurs et l'éthique, que les scientifiques doivent dorénavant incorporer dans le processus même de la connaissance.

Dans ce nouveau type de science, le dialogue, les débats, les controverses (souvent médiatisées) jouent un rôle de premier plan car ils permettent des accords sur des faits non consolidés et soumis à des renégociations constantes. De nouveaux participants, ne faisant pas partie des pairs traditionnels, au sens « normal », de la science, sont amenés à jouer le rôle de passeurs et à assurer une diffusion plus large de cette connaissance « incertaine » que doivent s'approprier les acteurs sociaux pour prendre des décisions dans un monde laissant dubitatif quant à ses évolutions et infléchir les comportements quotidiens dont on sait qu'ils peuvent avoir des effets environnementaux pervers, même si leurs conséquences ne sont pas connues avec exactitude. Ce que l'on peut qualifier de « crise de l'environnement », associée aux tentatives d'y répondre conduisant à des situations inédites d'expérimentation sociale de production de valeurs, de normes, de règles sans cesse appelées à des corrections et à des révisions constantes, éclairées des informations toujours rediscutées, en fonction du contexte d'incertitude, l'évolution des connaissances et l'acceptabilité sociale de ces nouveaux risques.

Avec les problèmes d'environnement se profile la figure d'une société cognitive, fondée sur la réappropriation par les acteurs collectifs de la connaissance scientifique, ce qui en appelle à la mise en place de dispositifs inédits comme les conférences de citoyens et les conférences de consensus qui réinventent la démocratie. Ces nouvelles sciences, en raison de leur manque d'assises validées, au fait qu'elles ont trait à la survie des espèces dans

leur globalité ne sont pas « ésotériques », mais répondent aux préoccupations du « commun », en tant que producteur, consommateur, parent et simplement être humain. Sciences qui pénètrent les domaines du privé et du sacré. Quant au droit, il n'échappe pas plus à ces nouvelles modalités comme l'ont montré certaines décisions juridiques à propos d'affaires où les controverses et les incertitudes furent la règle (sida, organismes génétiquement modifiés). Le juge, dans les situations de disputes environnementales, est tenu de donner des conséquences juridiques aux incertitudes, ce qui le conduit à un travail de réappropriation intellectuelle de la connaissance scientifique, partie prenante de ces controverses. La science alors, dont l'extension déborde la sphère du public pour se propager dans celle du privé, joue un rôle notable dans la production des nouvelles normes environnementales. Cependant, celles-ci sont le produit de compromis croisés, toujours susceptibles de faire l'objet de nouvelles discussions et de nouveaux accords. Par exemple, dans le domaine de la pollution de l'air, plusieurs rationalités sont en concurrence : les normes apparaissent comme le résultat d'ajustements entre des intérêts divergents. La rationalité scientifique, qui vise à protéger face à un risque environnemental l'ensemble de la population, où la méthode scientifique et empiriste peut amener à des valeurs limites difficiles à atteindre ; la rationalité économique ou industrielle qui cherche à protéger le développement des industries concernées ; la rationalité politique expression de la base sociale (l'électorat par exemple) et enfin la rationalité sociale où l'acceptabilité résulte d'une négociation entre avoir une meilleure qualité de l'air et maintenir ou protéger son mode et style de vie (déplacements, loisirs, voyages en avion etc.).

La norme apparaît ici comme un arbitrage entre les positions défendues par les acteurs, l'expression des rapports de forces sur un sujet donné à un moment particulier de la temporalité sociale, mais nouveauté, elle intègre des critères extérieurs aux relations humaines, à savoir par exemple, la capacité de résilience du milieu vivant et naturel face aux pressions anthropiques. Elle est de ce fait le produit d'un débat collectif élargi à des en-

tités non spécifiquement humaines avec lesquelles il faut composer. Des enjeux différenciés expliquent la diversité de ces normes, dont la légitimité repose sur des connaissances imprécises et qui justement, en raison même de cette imprécision, doivent d'autant plus susciter l'adhésion, pour entraîner de nouvelles pratiques sociales. Par l'évolution du savoir et des sensibilités aux questions écologiques, l'adaptation des industries et l'innovation des technologies environnementales, permettent de réviser périodiquement les seuils des normes, de les redéfinir sur la base du dialogue. Le challenge de l'environnement est l'apprentissage collectif d'une démocratie cognitive ou les non-initiés sont conduits à devenir des experts au même titre que les savants, d'où l'insistance pour une intégration des savoirs vernaculaires dans les savoirs savants. C'est aussi un pari dialogique où la compétence communicationnelle joue un rôle de premier plan dans l'apprentissage collectif et socialisant pour un domaine jusqu'alors exclu de la dynamique sociale, c'est-à-dire celui de l'environnement.

Cette réflexion constitue moins un programme qu'un cadre d'orientation et de réflexion sur les questions d'environnement. A la différence des objets sociaux, l'environnement est à l'interface de plusieurs disciplines et toute recherche, voire séminaire de réflexion, impliquent la mobilisation de plusieurs spécialités disciplinaires. En conséquence, les résultats produits dans ce domaine n'ont de légitimité qu'en tant qu'ils ont été l'objet d'un accord entre les différents disciplines convoquées. L'échange et le dialogue font partie du dispositif de production des connaissances et toute position de surplomb d'une discipline par rapport à une autre ne peut dans ce domaine qu'avoir des effets contre-productifs. L'environnement constitue également l'apprentissage d'une autre manière de faire la recherche, voire même de déconstruction de la normalité attachée à l'idée du « Métier de sociologue ».

N. M.

* professeur émérite en anthropoécologie (Université de Picardie Jules Verne)

Quand les canassons éclipsent les étalons !

Par Abdelkader Khelil *

Dans les sociétés dites évoluées, celles qui savent donner un sens à leur existence en tant qu'entités totalement inscrites dans la bonne gouvernance, le mérite est une valeur morale qui fait référence à l'effort des individus qui arrivent le plus souvent à surmonter les difficultés de la vie courante par sens du devoir, et par aspiration au mieux être et au bien de la société. Tout cela est fait dans l'intérêt général de la collectivité nationale, et rien de plus ! La méritocratie, est donc ce système de bonne gouvernance qui met en valeur les individus méritants par: leur classe, leur grandeur, leur honnêteté, leur honneur, leur moralité, leur talent et leur vertu. C'est là, autant de qualités qui distinguent l'organisation des sociétés modernes, où les gens utiles sont aussi reconnus en fonction de leurs efforts intellectuels et physiques, de leurs créativité, de leur intelligence managériale, de leurs aptitudes scientifiques, techniques, professionnelles, et de leur sens de la direction et du commandement. Dans ce type de gouvernance, aucune référence n'est faite à l'origine sociale des individus, à leurs conditions matérielles et encore moins, à leur appartenance à un système reposant sur la parenté de sang, le clanisme et le copinage. C'est l'évaluation de la valeur intrinsèque de chacun, cette " mesure étalon ", qui fait la différence entre les sociétés qui avancent, et celles qui s'enlisent dans les méandres de la régression et du retard économique, culturel et social, dans un monde régi par la recherche, de plus en plus de performances dans les domaines matériels et immatériels!

Mais qu'en est-il exactement chez nous ?

Sans être grand clerc, à bien regarder de près le dysfonctionnement actuel de notre société qui peine à trouver sa voie, si l'on se rend à l'évidence qu'aucune gloire n'est à tirer à ce niveau mais pas seulement, c'est qu'on nous a habitué à voir les " néo-méritants ", comme ces individus pas forcément compétents, et encore moins talentueux, qui arrivent pourtant à se maintenir en mouvement dans la proximité de la sphère décisionnelle, tels des électrons liés au noyau d'un atome par interaction électromagnétique. C'est de cette manière, que d'aucuns ont fait appel sans le savoir, à cette loi de la physique pour prendre " l'ascenseur social ", celui qui leur est réservé uniquement par le fait qu'ils aient dès le début de leurs " carrières ", emprunté la voie du raccourci des cours du soir de l'université populaire (licences des quatre jeux, indues octroyées) et des promotions imméritées, indexées à l'échelle de l'allégeance au pôle unique de décision, nourri par la philosophie de la cooptation, qui sait gratifier et récompenser par bonification et privilèges, ses adeptes et ses courtisans incompetents !

C'est à ce cursus de la voie " express ", cette " rocade " de la réussite aidée, qu'ont veillé les Moulhadas depuis plusieurs décennies par l'application de l'article 120, pour ramener leurs " canassons " aux commandes des principales institutions, en utilisant comme subterfuge, l'arabisation forcée, rapide et irréfléchie de l'administration, de l'école et de l'université, ce " Tsunami " qui a balayé les valeurs sûres du bilinguisme des médersas, et a enfoncé notre société dans cet illettrisme, qui a été ce terreau fécond, sur lequel se sont développées toutes les formes d'intégrisme, et qui a permis et favorisé toutes les dérives qu'a connu notre société ! C'est ainsi, qu'à défaut d'être portés sur les valeurs de la civilité et sur l'abnégation dans le travail bien accompli, bien des gens de chez-nous, " formatés " par ce moulage unique comme dans une secte, ne perçoivent le plus souvent leur évolution, que dans un rapport de force fait d'adversité, dans une atmosphère de brouhaha, de passe droit, de magouilles et de pugilat, qui leur donne une position au sein de la " fratrie ", mesurée exclusivement par leur capacité de nuisance.

La finalité d'une telle approche, est de rassurer par effet démonstratif fortement musclé, " le groupe d'intérêts communs " auquel ils s'apparentent. Dans cette lutte partisane totalement en décalage par rapport à l'intérêt général de notre pays, qui peine à sortir de son sous-développement, nous sommes dans une démarche totalement dénuée d'un authentique débat autour d'idées novatrices, qui puissent le sortir de sa léthargie, et de la misère intellectuelle dans laquelle on l'a enfoncé à dessein, de façon consciente et planifiée, comme pour mieux le posséder et en jouir, par cynisme éhonté !

C'est ce qui a été mis en scène par des frères ennemis, un certain jour à l'hôtel Aurassi, comme



pour se rapprocher davantage du centre de décision, en cherchant à nuire à son concurrent potentiel aux abois, sans que cela ne s'inscrive dans une démarche saine du mérite, des valeurs et de la civilité.

Alors ! Qui peut nous dire, comment nous pourrions devenir crédibles vis à vis de nos partenaires, lorsque nous nous offrons à pareil spectacle ? C'est de la sorte que nous sommes devenus pestiférés sinon infréquentables, et qu'il n'y a pour nos partenaires pour tout intérêt à coopérer avec nous, que cette nécessité stratégique d'accéder aux réserves énergétiques de notre sous-sol ! Et après !

Que pourrions-nous devenir ? Quel malheur que cette incertitude pour nous mêmes et pour notre progéniture, face à l'inconnu du lendemain, de par la faute de ceux devenus maîtres du pays par effraction, et maintenus dans les rouages de nos institutions par le chantage du pire ! Alors ! Oui ! De cette manière ainsi piégés, nous sommes réellement en danger !

Aux origines de la dévaluation des valeurs !

Si par rapport à cette question du mérite, comme pour bien d'autres choses, notre société s'est de fait disqualifiée, c'est parce que justement, la primauté est donnée à l'action partisane, en lieu et place de l'effort utile pour la collectivité nationale.

Quel triste sort, que celui réservé à ce " vieil adage ", " toute peine mérite salaire ", plus communément employé sous la forme, " tout travail mérite salaire ". On peut aussi dire dans ce cas précis, " tout effort mérite reconnaissance ", si l'on veut faire la pédagogie de la civilité !

Autrefois vertu publique, chez-nous comme partout ailleurs, la reconnaissance du mérite n'est en fait, que cette mesure de la valeur dans tous les domaines de la vie courante, indexée à l'effort.

C'est par cette voie, que les hommes et les femmes dignes et authentiques accèdent à la gloire, à la notoriété, et à la reconnaissance que leur doit la société dans toute sa globalité ! C'est en tout cas, ce qui nous était enseigné par nos parents, mais aussi à l'école des bons points et des images, avant l'apparition de la hiérarchie par la " chkara " du trabendisme par le biais de laquelle tout s'achète, y compris la " notoriété ", et par la richesse illicite de l'import-import des détonants de tous les dangers, de la friperie de la misère et de la mal-façon des pièces détachées, en grosse partie à l'origine de l'hécatombe sur nos routes ! C'était le cas il n'y a pas si longtemps, où nos instituteurs étaient respectés au point de l'adoration pour certains, par leurs élèves et leurs parents !

Demandez aux Mascariens, ils vous diront ce qu'était la notoriété de Si Habib BELBOURI, ce grand maître aux cent pour cent de réussite au certificat d'études primaires, qui a su faire naître au sein des différentes promotions d'élèves qu'il a encadré, la hargne de la réussite scolaire, et son corollaire la promotion sociale, sans avoir à leur donner, comme le font certains charlatans d'aujourd'hui, des cours de soutien dans un garage exigü, entretenant de la sorte l'arnaque et le

chantage de la bonne note chèrement payée, dans une atmosphère scolaire marquée chaque année, par le diktat d'un syndicat d'enseignants, à la recherche intéressée matériellement, d'une gloire sans mérite pédagogique ! Notre maître à nous, " Allah Yarhmou " féru des revues techniques du " système D ", suivait aussi des cours d'électronique par correspondance, et était capable en sa qualité d'autodidacte, d'effectuer toutes les réparations sur radios, magnétophones, appareils de projection et autres, ce qui lui a valu bien des jalousies de la part de ses collègues pieds-noirs ! C'était cela nos " instits " d'autrefois, qui avaient à cœur l'émancipation de leur société, et la réussite des leurs !

Ce symbole du mérite non syndiqué, fût l'une des premières victimes de l'école algérienne marquée par le sceau du baathisme et de l'arabisme, mais aussi du wahhabisme ! Des hommes et des femmes de ce calibre et de cette grandeur d'âme, pas très portés sur l'argent et le confort matériel, mais plutôt sur la reconnaissance de leur rôle social et non moins éducatif d'utilité publique, il en existait certainement partout ailleurs dans cette Algérie d'autrefois, conviviale et fraternelle à souhait ! Il suffit juste d'interroger les mémoires de chacune de nos villes, pour en trouver toute une pléiade ! Oui ! Les temps ont bien changé, et notre école ne fait plus de la valeur du mérite, l'essentiel de sa pédagogie et de sa mission ! Mais où allons-nous ainsi ? N'y a-t-il point de conscience torturée, qui puisse corriger cette trajectoire suicidaire ?

De nos jours, comble de ce ridicule qui ne fait plus rougir, le vrai méritant, cette fierté de la société, et cet exemple à suivre, est plutôt craint et jaloux ! On le cache à l'arrière plan, de cette pièce théâtrale qui nous est quotidiennement jouée, comme pour le confiner dans la seule fonction de " souffleur ", au service d'acteurs sans talent et sans professionnalisme ! Il est en quelque sorte, mis au " frigo " comme pour utiliser une expression consacrée par les " canassons " de notre administration, qui ont peur des " étalons " à la généalogie et au pedigree éprouvés, habitués qu'ils sont à tirer la " litière " à eux, parce que ne sachant pas vivre dans le partage ! Ces " purs sangs " du haras des cadres du savoir et de la connaissance, qui ne sont pas à leurs premiers coups de sabots des " tirs-aux-flancs ", fiers qu'ils sont, prennent souvent de la hauteur, et c'est ce qui leur attire de l'animosité de toute part ! Ils finissent par sombrer dans l'oubli, comme s'ils n'avaient jamais existé, pour le plus grand dommage de leur société, qui galère à tout vent dans sa médiocrité !

À l'image de ces athlètes de performances, réduits au banc de touche, s'échauffent comme pour garder la forme, bon nombre de nos cadres marginalisés essayent de s'occuper à travers la recherche d'activités qui maintiennent l'esprit en éveil, comme pour ne pas sombrer dans la déprime ! Mais il est bien évident que ce n'est là, qu'une manière de vaincre l'oisiveté, chaque fois que possible ! Entre la reconnaissance des uns et le mépris des autres, le doute finit par s'installer au fil du temps, le moral vire au plus bas et l'angoisse prend chez eux, le dessus ! C'est par rapport à ce manque d'intérêt pour sa ressource humaine, large-

ment souligné dans un article précédent (cf. Quotidien d'Oran, du 10 mars 2013), que notre pays reste à la traîne des autres, sans que pour autant ses derniers ne disposent de meilleures capacités ! Mais jusqu'à quand devrions-nous subir les effets néfastes de ces ondes négatives, qui retardent l'évolution de notre société ?

C'est à tous ces méritants qui ont fait la gloire de notre pays, à ceux qui veillent à sa sécurité et à son bien-être, sans distinction ni reconnaissance, à ceux qui ont empli de joie les cœurs de nos concitoyens et de nos concitoyennes l'instant d'une manifestation sportive interplanétaire, et qui ont ressuscité l'espoir chaque fois que l'effort et la compétence ont été au rendez-vous, qu'est dédié à titre d'hommage, cet article ! Ils sont les dignes fils d'une nation de braves qui n'ont pas pour habitude d'abdiquer, face à l'infamie de ceux qui nous déshonorent !

Le gâchis de la non reconnaissance du mérite !

Qui peut nous dire, combien de fois a-t-on remercié solennellement les acteurs culturels les plus productifs et les plus méritants ? Combien de fois a-t-on porté par la reconnaissance nationale certains parmi nos scientifiques et nos chercheurs ? Sait-on au moins, ce qu'est le mérite qu'un créateur légitime son utilité à sa société ? Sans cela, il n'est qu'un individu sans importance, jusqu'au moment où il ira faire prévaloir la reconnaissance de son talent, sous d'autres cieux ! Alors !

A-t-on estimé à sa juste valeur tout le préjudice causé à notre entité nationale, par la mise en retraite prématurée de cadres de valeurs, qui ont constitué un véritable rempart contre l'assaut de l'intégrisme et les forces du mal, et qui ont permis malgré tout, aux institutions républicaines de fonctionner ? Que dire aussi, de ces jeunes talents en devenir, brisés dans leur élan, et de cette perte de centaines de milliers de cadres (médecins, scientifiques, chercheurs, pilotes, ingénieurs, managers, intellectuels, artistes et créateurs) ? Cette ressource humaine formée au prix de lourds sacrifices, fait dans son exil forcé, le bonheur de ceux qui ont su l'accueillir, et l'utiliser à bon escient. Elle continue à participer au développement de bon nombre de pays occidentaux, à apporter son concours aux institutions internationales, aux multinationales et chez nous, dans une faible proportion, au secteur privé productif non parasitaire. Certains parmi cette élite, sont des références sûres au plan international, dans les domaines pointus de la médecine, de l'informatique, de l'électronique et de bien d'autres disciplines, tirant ainsi leurs révérences, à ceux qui les ont ignorés, chez eux.

Suite en page 9

*Professeur

**Quand l'espoir se perd aux portes d'une société,
il ne reste au rêve que de s'assoupir sur ses rives
attendant un déluge ou une crue. Un cyclone non
encore identifié.**

Hirsute et hybride.

Cyclone en vue !



Par El yazid Dib

Ils ont marché. D'autres vont le faire autrement. Il fallait lire le silence qui se déchiffre aisément sur des lèvres cousues. Il fallait reconnaître la cible que fixaient des yeux hagards et dociles. L'émeute est comme un vent sournois. Il va dans toutes les directions. Fou et affolé, il est là pour détruire, mais aussi pour murir la moisson. Il semblerait, à le voir dans les yeux des gens ou dans le lourd cartable des élèves, qu'une certaine densité de plomb surplombe le pays. Tout est en marche au même moment où tout s'arrête de fonctionner normalement. Marcher serait bon pour la santé publique.

A défaut justement de la lancée des iris vers le firmament de ce lendemain, incertain, obscur et mal illuminé ; le passé est présent pour ravir l'attention et la souvenance. En pensant à l'avenir de nos enfants, l'on oublie vite les péripéties arguées d'obstacles et de gâchages de notre passé. Qu'avions-nous eu comme motifs tenables pour commettre les mauvais aiguillages dans la voie mal ferrée de la vie de nos diverses options et projets de société ? A la limite nous aurions pu laisser faire nos instincts grégaires, sans avoir à recourir au feu et au sang en vue de vouloir s'instaurer une démocratie que l'on rejette dès l'apparence d'un avis contraire ou d'une opinion loin de la notre. Ce ne seront pas la sécheresse de nos robinets et l'épuisement de nos nappes phréatiques ou de nos réserves de change qui iront forcer notre détermination à amoindrir de l'énergie qui anime nos ultimes souffles à souffler tout effort de redressement ou de salut public. Le mal

on le décrit chacun suivant son temps et chacun selon sa douleur. Il est là devant nous, nous nous y habituons. La mal vie aussi. Sinon, comment expliquerons-nous ces multiples crises qui gangrènent l'ensemble de la société ? Personne n'est bien au moment où tout le monde se complait dans la compromission. De quelle manière compterons-nous résoudre la doléance, la revendication ou l'angoisse générale ? La vertu s'évertue publiquement à venir se compartimenter aisément et sans truc de conscience au sein même de nos méninges. Boîtes à conserver les soucis et les joies, les intrigues et les coups bas ; les cœurs n'ont plus de fibres sensibles. Ils domestiquent l'ennui quotidien comme la mauvaise méthode asservit l'initiative et la bonne intuition. Nous sommes dans l'œil d'un cyclone !

L'université cache mal la misère didactique qui l'érode. L'étudiant, nouveau ou ancien est vite situé dans un parcours de combattant plus ardu que celui que l'on attribue faussement au service militaire. Le choix est loin d'être une vocation. L'on laisse un logiciel intelligent mais inhumain et insensible gérer à son bon vouloir la vocation. L'étudiant n'est plus de la sorte un capital de savoir indépendant. Il est rapetissé à une unité statistique devant servir les cases d'un état d'inscription pour une année universitaire qui ne commence ; en fait jamais.

Le recteur censé être le dépositaire d'une autorité scientifique, est devenu, lui aussi un administrateur de bons de commande, de jardinage et d'organisateur de galas et de fêtes. Une grève de faux étudiants peut paralyser toute une science. Paradoxe des temps.

Sans nom, sans degré, cet état de déperdition de repères provoque des phénomènes tellement connus et sus qu'il ne réagit par surprise générale, qu'à l'occasion de pressions politiques, de marches populaires, de grèves ou de boycott.

C'est dans son diamètre, conçu comme un salon restreint, que repose toute l'intelligence qui fait les pour et les contre de l'éruption. Il nous suffit en somme de bien regarder l'état économique de nos élus, de visionner lentement le planning politique de nos dirigeants et d'écouter régulièrement les râlements de nos cadres ; pour qu'on puisse se dire en face et avec courage des vérités pas bonnes d'être des vérités à dire.

Quand la démission, face à la débâcle est ressentie comme une désertion et la réunion, face à l'aridité des barrages est considérée comme une solution, il ne reste au pauvre citoyen que de souhaiter l'endurance de cet état avec un approfondissement dans le mécanisme de l'abrutissement social et une haute technologie dans le broyeur de bonnes et rares volontés.

La période continue du cyclone n'a été qu'un ralentissement des activités intellectuelles et motrices dans le plan de la relance économique et une dépression au dessous d'un niveau zéro dans la bonne gouvernance. L'éclaircie ne semble pas pour demain et l'on attend le déplacement vers d'autres espaces jusque là indemnes et immunisés, de cette force violente, silencieuse et gangrénante dans le long terme. Les démissions se succèdent à la mise volontaire en retraite anticipée par ceux, rares qui continuent à croire en un probable espoir. L'on ne sent ni ressent plus ce plaisir de pouvoir continuer à servir L'Etat, tant que celui-ci se trouve entre des mains inappropriées. Le cyclone, phénomène naturel est aussi un dérèglement volontaire ou involontaire de la nature. Un caprice qui coûte cher.

Le contrat social de Jean Jacques Rousseau, base de toute l'évidence constitutionnelle offre un excellent ustensile où, il faudrait mijoter tous les ingrédients d'une bonne politique. Pourquoi donc pense-t-on toujours que la politique ne se fait exclusivement que dans des salons et autres espaces de confort ? Est-ce une formule orthographique consacrée ainsi depuis l'apparition des bolcheviques ? Ou une rédaction bourgeoise, attrayante et amusante mais à forte connotation démagogique ? A moins qu'il ne soit question ; de cet ensemble ordonné de règles tacites et de savoir qui aide à gouverner scientifiquement les affaires publiques et celles de la cité ; la politique prendrait là, une sémantique empliée d'honneur et forçant la conviction. On ne décide pas sur un avenir en catimini.

On l'expose au public, aux élus, aux représentants même mal élus. Ainsi les salons obscurs prennent réellement chez nous le décor maure

d'un simple café de quartier, petit-princier, hors rang royal et loin du giron impérial. L'algérien fait de la rue son salon préféré, où pour faire de "l'agitation", il a recours au "chahut" des pots d'échappement, au vrombissement des cylindres et à la clameur publique.

Cette dernière, dans un salon, devient une discipline paroissiale. Mesurée, repensée et triturée ; la parole n'y est qu'une police de séance et un tour de table. L'obscurité n'est visible qu'au départ de la lumière.

La magouille électorale, l'étai de candidatures et le SOS politique, les partis et l'opposition et tout l'autre lot de méfiance laissent les gens, ces sieurs détracteurs ou courtisans, cajoleurs ou froussards ; galoper et suinter sur les haies des principes, dans les champs de l'opprobre ou dans les faits des jours et des ans. La postérité retiendra dans les annales de ses épisodes, vaillamment les Hamza, les Saint Jean et les Lotfi, Benboulaïd et Saâl comme elle retiendra sinistrement les Abou Lahab, les Judas Iscariote, et les Pétain. Et dans un passé très proche, elle retiendra chez nous, Hadj Messali son MNA et ses raisons ; Ferhat Abbas, son intégration et ses raisons ; Ben Bella son nassérisme et ses raisons ; Boudiaf, son PRS et ses raisons ; Boumedienne son socialisme et ses raisons ; Zbiri, son coup d'éclat et ses raisons ; Chadli son ouverture et ses raisons ; Boudiaf ses 100 jours et ses raisons ; Zeroual son abandon et ses raisons ; et les autres leur raisonnement et raisons. C'est pour dire que l'histoire ne peut pas avoir de bon sens que par ceux qui la font. L'épouvantail de la fraude électorale, le spectre de la mafia du foncier le danger des clans toutes faces confondues et autres vrais-fantômes de la situation de l'école nationale, les débrayages ; les suicides, la hargha, la hogra ne cessent d'alimenter les compartiments vidés des méninges de nos différents communistes. Chacun y va de son empreinte, chacun à une réalité qui n'est autre qu'une certaine vérité qu'il veut mordicus, opposer comme absolue à l'égard d'autrui. Le tort est chez lui quand la déraison le pousse jusqu'à déboulonner de son piédestal, le droit des autres, à la critique, au sens de la diversité et non de l'adversité et aussi à l'honneur de défendre leur honneur.

Que resterait-il à la politique si elle ne pouvait s'exercer que dans une obéissance virginale au son d'une cadence caporalisée ? La mutation de l'exercice politique d'un salon ténébreux vers un studio éclairé, ramènerait toutefois quelques brins de lueurs.

Quand les canassons éclipsent les étalons !

Suite de la page 8

C'est là certainement, une perte et un manque à gagner énorme, pour un pays comme le notre, qui peine à asseoir cette dynamique de développement durable, si nécessaire à sa cohésion sociale et à son unité nationale. Il n'y a qu'à regarder l'état actuel de nos hôpitaux, le classement de nos universités et instituts de recherche au niveau international, la régression de notre compagnie nationale "Air-Algérie", l'état de "sécheresse" et de désolation de nos productions artistiques, théâtrales et cinématographiques, le vide sidéral de nos librairies à l'agonie, pour comprendre l'ampleur de la catastrophe causée par le peu d'intérêt accordé à la gestion de la ressource humaine d'ici, et l'exil de nos compétences ! Nous faisons du sur place, et nous n'avançons pas comme il se doit ! Oui ! On nous a toujours dit que la faute incombe à cette décennie noire !

C'est juste, jusqu'à une certaine limite ! Mais que faisons-nous aujourd'hui pour nous en sortir, une fois la paix et l'accalmie nous dit-on retrouvées ?

Quels sont ces correctifs apportés pour parer au plus pressé ? A t-on réellement songé à changer l'ordre des choses ? Alors que chaque fois envahi par le doute, il me vient à l'esprit, cette expression du terroir constamment usitée par notre Maître, Si Habib BELBOURI, comme pour l'ancrer dans nos esprits : "El H'mar Ma Ichem El Karfa, Oua El Atrous Ma Yakhdem Souâdjji !", "l'âne ne sent pas la cannelle et le bouc ne fera jamais un horloger !".

Il n'est qu'à flâner dans les rues de nos

principales villes, pour se rendre compte du peu d'intérêt que nous portons à notre patrimoine culturel et de l'absence des créations artistiques qui n'arrivent pas à s'incruster harmonieusement dans le paysage de nos cités, dont la plupart sont atteintes par des signes chroniques de délabrement. Par contre, nos trottoirs sont devenus des espaces où s'étalent des produits hétéroclites et de bas de gamme : de Taïwan et/ou made in china ! Est-ce là, une manière de nous perpétuer d'une génération à une autre, dans ce qu'appelaient en son temps Platon, le "projet d'immortalité", en faisant allusion aux œuvres immortelles des artistes ? Voilà pourquoi, il me semble que dans un pays égaré comme le notre, en sa qualité de laboratoire d'inspiration souvent d'origine archaïque, passéiste, voire moyenâgeuse, la renaissance de notre propre culture est une entreprise d'importance tout au moins égale, à celle de notre sécurité alimentaire. Lui a-t-on alors donné comme il se doit, l'importance et la priorité voulues ?

Si ailleurs, à chaque fois que nous croisons le regard d'un artiste primé, ses yeux scintillent de bonheur, chez-nous, ils sont tout tristes parce-que jamais reconnus pour leur art dans sa juste dimension, sauf lorsqu'on fait dans l'événementiel, pour se donner l'illusion que nous sommes dans la normalité, en les honorant le plus souvent à titre posthume ! Et pourtant ! Par leurs travaux créatifs, ces artistes ne font que nous rappeler à chaque instant, que la culture reste le carrefour commun de notre existence et de notre espérance. Que la culture est, en un mot, l'âme de tout un peuple, puisque c'est un vecteur important de transmission d'une conscience nationale, fondée sur des valeurs communes. Sans

elle, il est difficile d'humaniser les rapports au sein de notre société.

La récompense du mérite un acte de civilité !

La récompense du mérite est donc d'une utilité impérative, tant pour la cohésion sociale, que pour le bien-être psychologique des individus. Le mérite devrait s'affirmer comme l'aune de la justice sociale dans toute société régie par des valeurs. Il alimente la croyance à l'aspiration et à la reconnaissance, cet enjeu moral qui oriente l'ensemble des revendications sociales. Il garantit aux individus qu'il vaut la peine de faire des efforts, tout en promettant une place à la mesure de chacun.

Passer outre cette règle, équivaut à rester dans une insouciance médiocrité, pour l'instant largement couvée et alimentée par la dépense publique, pour l'achat du savoir-faire des autres ! Tout laisse penser, que l'hémorragie de la perte des cerveaux ne cessera pas de sitôt, en même temps que nous continuerons à pleurer sur notre gloire passée ! Mais n'y a-t-il rien à faire ? Faut-il pour autant penser, que tout est perdu ? Rien n'est moins sûr ! Mais il faut tout d'abord finir par comprendre, que ce qui nous arrive en tant qu'individu, ou communauté, n'est que le résultat de ces attitudes laxistes qui ont éclipsé les valeurs, en faisant de la voie du gain facile sans trop d'efforts, la mesure la mieux prise quant à la recherche d'un meilleur positionnement des individus dans notre société d'aujourd'hui !

Il y a là forcément, une question de choix d'un projet de société qui n'est pas encore

tranchée ! Dans tous les cas, il faut se rendre à l'évidence qu'il y a certainement un effort collectif à faire pour surmonter nos contradictions et nos divergences basiquement matérielles !

Il faudrait aussi, que nous apprenions à nous comporter comme dans toute société moderne, selon les règles de la civilité et de la convivialité qui régissent le "vivre-ensemble", comme aboutissement d'une nation évoluée. Ce n'est qu'à partir de là, qu'il sera alors possible de combattre efficacement tous ceux qui par leurs pratiques informelles et illicites, sapent les efforts de notre société, en ne laissant à nos enfants pour seule alternative de réussite et de mérite social, que celle de l'éducation en leur inculquant la valeur de l'effort individuel à l'école.

C'est là, une condition de réussite scolaire et un peu plus tard, de réussite sociale ! C'est par rapport à tout cela, qu'il y a urgence à réformer l'école, pour en faire, un incubateur du mérite et de la citoyenneté ! Tout doit commencer par là ! Il n'est jamais trop tard pour redresser la barre, si des hommes et des femmes d'honneur mus par le seul intérêt général, s'emploient à le faire, en faisant du mérite dans tous les domaines de la vie économique, sociale, culturelle et scientifique, leur crédo pour une société motivée par l'esprit de recherche de performances ! C'est là, le défi des braves qui ne lésinent sur aucun effort, pour porter secours à leur société en danger mortel ! Alors ! chiche ! Saisissons cette commémoration de novembre 1954, pour poser la première pierre de cette "maison Algérie" qui abritera la société algérienne de demain, totalement inscrite dans cette voie du mérite, et de la prospérité partagée !

A. K.

La « théorie du complot »



Par Bouchan
Hadj-Chikh

Vous croyez, sans doute, que la formule du 16^{ème} président des Etats-Unis, M. Abraham Lincoln – « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » au eu un sens au cours de l'histoire de ce pays ? Que le même article, repris dans le 2^{ème} article de la V^{ème} République française, a trouvé son expression dans l'exercice du pouvoir au quotidien en France ? Que « la révolution par le peuple et pour le peuple », fondement de la République Algérienne, est traduit quotidiennement dans les faits ? Voire.

Evaluez vos élus par leurs actes, allez à leur rencontre, discutez avec eux – après tout, vous êtes supposées les avoir élus, n'est-ce pas ? - et vous vous ferez une opinion.

Lisez la presse et vous vous trouverez « prenant les armes contre une mer de troubles », voguant à travers des interrogations qui ne trouveront pas de réponse, comme Hamlet dans la scène III acte I du monologue de Shakespeare. Car « quelque chose est pourri » dans les royaumes en ce début du XXI^{ème} siècle.

On nous cache tant de choses. On en dévoile si peu.

Dès qu'un observateur parvient - à force de déchiffrages de documents, de recoupements - à évaluer des secrets pour expliquer l'orage qui risque de s'abattre sur un peuple, ceux qui les concoctent sont les premiers à habiller les conclusions évidentes d'un méprisant « théorie du complot ». Plus tard, pourtant, toute honte bue, calmement, devant les caméras de la télévision - comme il y a quelques mois lorsqu'elles diffusèrent « les chiens de garde » - les « responsables » d'alors avouèrent, sans le moindre tremblement dans la voix, leurs forfaits. Délibérés.

Le meurtre de Maamar Kadhafi, il y a trois ans - déjà ? - échafaudé par l'Otan, sous traité par le Qatar qui y a bien pris une grande part, a été exécuté lors du bombardement des appareils français de sa colonne militaire qui l'escortait dans sa fuite de la nasse où il s'était laissé enfermer en fait partie.

Lundi 6 Octobre, de la bouche des acteurs, sans la moindre émotion, tout ce qui se murmurait fut confirmé. Le conseiller spécial de M. Sarkozy, et son ministre de la « défiance nationale », ainsi que d'autres personnalités arabes de premier plan sont « passés aux aveux ».

C'est dur, pour celui qui a vu clair - Kadhafi fut de ceux-là quand il mettait en garde ses pairs contre ce qui les attendait - dans le déhanchement des chefs d'états occidentaux, un échauffement en vue d'une danse macabre. C'est dur de l'entrevoir, de le vivre et d'y perdre la vie. Dur, de notre côté, d'être le témoin d'un désastre - cette nouvelle « chronique d'une mort annoncée », pour reprendre le titre du célèbre roman de Gabriel Garcia Marquez -.

Le peuple libyen, qui bénéficiait du plus fort PNB en Afrique, au dessus même que celui de la Hollande, écrit le chercheur Garikai Chengu, de l'Université de Harvard, paie, à ce jour la note. Il vit, au quotidien, les tentatives de démembrement de son pays. Comme la « somalisation » de cette contrée de la corne de l'Afrique qui n'intéresse plus les médias ni le monde politique parce que, sous les pieds des pauvres hères somaliens, il n'y a pas de ressources en pétrole et en gaz. On meurt toujours en Somalie. Mais les somaliens sont en jachère. On activera leur malheur le moment venu quand la crise mondiale conduira à réhabiliter la base abandonnée de Berbera, sur la mer rouge - construite par les américains pour servir de piste d'atterrissage alternative à la navette spatiale - pour servir de pont d'agression.

Qu'ont-ils donc fait de la Somalie ? De l'Afghanistan ? Du Yémen ? De l'Irak ? De la Lybie ? Ils se reconstruisent, répondent-ils ? Avec qui ? Pour qui ? Et pourquoi tant d'acharnement sur la Syrie ? Pour remettre en question les facilités d'attache aux navires de guerre de la flotte russe. D'une part. Pour consolider le flanc est de l'entité sioniste. D'autre part. Pour ouvrir toutes grandes les oreilles électroniques sur l'Iran et calmer toute velléité de contestation arabe dans la région. Enfin contrôler l'ensemble de la mer méditerranée.

« Il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants (...) quand la populace se mêle de raisonner, tout est perdu » *Voltaire 1766 Lettre à Damilaville 1^{er} Avril 1766*

Les hommes politiques « sponsorisés » qui sortiraient vainqueur de ces mêlées se verront rappeler, un jour, d'où leur venaient les soutiens militaires, qu'ils allaient aux entraînements de leurs troupes, pour les inviter à payer la note. Comme l'indiquait cet agent des services spéciaux américains, M. John Perkins, dans le documentaire « repentir d'un agent d'influence » de Stelios Koul.

Tout se paie.

Quand le comptable tarde à honorer les prestataires de service, le fournisseur lui indique la porte de sortie. Ce fut le cas au Qatar. Un prince a évincé un autre prince. Une affaire de la plus haute importance politique pour la région réduite, dans les médias, à une querelle familiale de bas étage. Derrière cette éviction, il s'agit bien de l'« arabisation » du conflit, avec ses supplétifs comme avant hier les « goumis » ou les « harkis », hier la « vietnamisation » d'une partie de la péninsule indochinoise. Israël peut être rassuré. Son travail de sape dans la région a été et sera mené à son terme - ce qu'à Dieu ne plaise - en toute confiance.

Complots ?

Ce ne sont pas là de simples incidents dans le cours de l'histoire contemporaine. S'est-on jamais demandé, ces dernières années et mois pourquoi le vent des « Printemps arabes » n'a soufflé sur aucune monarchie arabe qui sont tout aussi dictatoriales que les régimes balayés par la rue remontée ? Curieux, n'est-ce pas ? Est-ce que les libertés fondamentales y sont garanties ? Est-ce que travailleurs du Bangladesh, des Philippines et du Pakistan sont traités selon les normes du Bureau International du Travail ? Pensez donc !

Complot, Répétez-vous ? Lisez plutôt ces quelques lignes :

« Quelques-uns croient que nous ... faisons partie d'une cabale travaillant contre les meilleurs intérêts des Etats Unis, caractérisant ma famille et moi en tant qu'internationalistes et conspirant avec d'autres autour de la Terre pour construire une politique globale plus intégrée ainsi qu'une structure économique - un seul monde si vous voulez. Si cela est l'accusation, je suis coupable et fier de l'être ». L'auteur ? David Rockefeller, le banquier.

De sa plus belle plume. Dans ses Mémoires, page 405. Le même banquier déclarait, le 23 Septembre 1994 : « La présente fenêtre d'opportunité durant laquelle un ordre mondial pacifique et indépendant peut-être construit, ne sera pas ouverte pour très longtemps. Nous sommes à l'orée d'une transformation globale. Tout ce dont nous avons besoin est une crise majeure appropriée et les nations accepteront le Nouvel Ordre Mondial ».

Cela a pris du temps. Et nous y sommes.

L'effondrement de l'URSS ne leur suffit plus

C'est un « ordre mondial nouveau » qu'il leur faut. Le Dr Henry Kissinger, professeur à Harvard, ancien secrétaire d'état US, déclarait, dans un discours prononcé en Turquie, « ceux qui rejettent l'ordre mondial sont des terroristes ». Pas moins ! A la manière de M. George W. Bush quand il lança ses troupes pour détruire l'Irak. Au nom de la démocratie. « Vous êtes avec nous ou contre nous » proclamait le petit fils de M. Prescott Bush, banquier de son état qui, affirment les historiens, contribua à la mise en place à l'aspect financier du nazisme. Tout comme, en d'autres domaines, l'industriel Ford.

La tension mondiale autour de l'Ukraine procède de la même stratégie du « containment » de la Russie.

Et le reste de la planète dans tout cela ?

Souvenez-vous du Président Houari Boumediène, à la tribune des Nations-Unies, martelant ses mots quand, au nom des pays non alignés, il revendiquait « un Nouvel Ordre Economique Mondial ». Autre chose. Ce que le tiers monde voulait pour soi. Un monde plus juste. Ce tiers monde revendiquait le droit de vivre. Les

puissances mondiales pensaient à un monde unique, à une gouvernance mondiale sous sa direction. A la mondialisation que tout le monde tient pour une fatalité après avoir baissé les bras. En somme, à l'abandon des souverainetés nationales, à la primauté du producteur docile, à une direction confiée à une oligarchie apatride.

Le totalitarisme à visage humain

Cette prétention n'est pas née dans l'esprit de Ian Fleming et de son héros James Bond. Elle est une perspective depuis 1921 avec la création du « Conseil des relations internationales ». Elle prit forme en 1952, avant de se concrétiser lors de la première réunion, entre le 29 et le 31 Mai 1954, dans l'hôtel de Bilderberg, à Oosterbeek, en Hollande, après une préparation confiée au Prince Bernhard de Hollande et à M. Joseph Herzinger (1891 - 1967). Auxquels il faut sans doute ajouter le travail préparatoire de l'ancien Directeur des services spéciaux US d'avant la seconde guerre mondiale, l'OSS, M. William Joseph Donovan, dès 1948, au sein du « Comité américain pour une Europe unie ». Son budget d'alors : un million de dollars attribué par la CIA. Somme colossale pour l'époque.

Pour faire court, rappelons que ces réunions du groupe Bilderberg, quasi secrètes, composées de 120 à 130 membres, tous cooptés, réunit tout ce qui compte vraiment dans ce monde occidental.

Uniquement de ce monde là. Pas un arabe.

Ni un Latino-américain ou un asiatique. Elles furent à l'origine de l'Europe du charbon et de l'acier qui déboucha sur le traité de Rome constitué comme force politico économique liée aux Etats-Unis pour contenir l'Union Soviétique. Un pont transatlantique entre l'Amérique et l'Europe. L'un des rédacteurs de ce traité se trouve être un autre banquier. M. Rothschild.

C'est au sein de ce groupe que la guerre en Irak a été discutée et décidée en 2002. Comme fut décidée l'invasion de l'Afghanistan l'année précédente. Paul Horowitz, alors Secrétaire d'état adjoint à la défense, participa en 2005, es qualité, à certaines sessions de ce groupe.

On y discute de ce qui devra être fait. On y décide du sort du monde et des peuples. Même européens, quand ils mordent sur la ligne blanche. Ainsi, la violence en Italie, un temps, fut leur produit phare dénoncé, dans un ouvrage intitulé « la République des massacres impunis », par le juge Ferdinando Imposimato - juge d'instruction de l'assassinat du président du conseil Aldo Moro -. Le magistrat accuse l'Otan, donc ce groupe là, d'être derrière les événements sanglants vécus par son pays.

Les patrons des grands média mondiaux

Le Washington Post, le New York Times, le Figaro, pour ne citer que ceux-là, sont leurs invités. « The ruling class journalists », comme les qualifie Richard Harwood dans son livre. Des journalistes dont on « n'exige pas des analyses concernant les propos qu'ils auraient entendus, ni d'interpréter la politique extérieure. Leur rôle est d'aider à son élaboration au quotidien ».

Version française de ces conciliabules, les réunions du premier jeudi de chaque mois au cours desquels les journalistes français de premier plan, rédacteurs en chef et directeur d'organe, se réunissent avec des « décideurs », industriels et politiques, pour écouter leur point de vue sur les questions de l'heure qu'ils feront les « premières pages » de leurs organes respectifs et constitueront la base des éditoriaux des journaux et magazines ainsi que les titres d'ouverture des journaux télévisés du soir. Pour broyer les consciences.

Echanges d'idées seulement?

Le noyau central du Groupe Bilderberg, composé de Henry Kissinger, David Rockefeller et d'une trentaine de dirigeants, dont le vicomte belge Etienne Davignon,

qui préside les sessions depuis 1999, ont parrainé les campagnes et les élections de MM. Gerard Schroeder, Jimmy Carter, Bill Clinton et Mme Margaret Thatcher. Leurs derniers invités, le Premier Ministre français M. Manuel Vals et la ministre de la Culture et de la Communication, Mme Fleur Pellerin. Leur avenir politique serait tout tracé.

Le groupe Bilderberg aurait, affirme-t-on, adoubé Obama. C'est le journaliste américain Daniel Estorin qui l'écrit. Vrai ? Il insiste : parmi les personnalités invitées à la conférence de 2008, bon nombre de ses ministres en sont les produits.

C'est certainement vrai.

Ces dernières années, ils ont identifié les leaders de demain, formatés, pour les aider à accéder au pouvoir. Ces leaders des protestes du pseudo printemps arabes, ces jeunes passés par des formations accélérées pour conduire des manifestations de rue.

Reconstruire le monde ? Pour qui ?

Quand le 11 Novembre 2009, le député européen, M. Mario Burghezzi, membre du groupe « Europe of Freedom and Democracy » prit la parole en session plénière pour réclamer plus de transparence dans les décisions du groupe, quand fut imposée à l'assistance la candidature du Président du Conseil, il rencontra un silence impressionnant dans l'hémicycle. Plus tard, il voulut, avec d'autres députés, forcer le cordon de sécurité pour pénétrer dans le hall de l'hôtel Sourvette de Saint Moritz, en Suisse, où se déroulait la conférence de Bilderberg, en Juin 2011. Il fut, arrêté et molesté par les gardes. Sans qu'un tel acte de violence ne soulevât la moindre vague.

L'Europe ? Du cousu mainmade in USA.

Deux commissaires britanniques, purs produits de l'école de Chicago et des Universités britanniques à l'enseignement réorienté, interprétèrent, dans les années 80, à leur manière, l'article 90, para 3 du traité de Rome, transformant une directive autorisant, dès 1982, la commission européenne à légiférer en matière de libéralisation alors que, dans sa rédaction, il ne s'agissait que d'une recommandation. L'Europe se substituant à la souveraineté nationale.

Et l'Algérie ?

Ne vous étonnez pas donc si certains seront amenés à se poser toutes ces questions, pourquoi ils éprouveront des doutes en pensant voir, dans les attitudes des uns et des autres, en dehors des principes fondamentaux de l'Algérie combattante, la main « bienveillante » qui dirigerait le pays. Jamais, ces dernières années, ces derniers mois, la presse algérienne n'a autant cité les analyses de la Banque Mondiale ou du Fonds Monétaire International, auditeurs attentifs du Groupe de Bilderberg. Des analyses dont on se passait, en d'autres temps, quand la gestion du pays était maîtrisée. Quand ce pays était - avec un baril de pétrole ridiculement bas - moins cher qu'un baril de Coca Cola - « un slogan et une adresse ». Avec une capacité de mobilisation considérable dans le concert des pays d'Afrique, du monde dit « arabe » et même en Asie et dans les Caraïbes pour réduire la pression des puissantes nations industrialisées occidentales.

Alors ?

« Décennie noire » ? « Infitah » ? Fatalité ?

Quel est le peuple qui acceptera, un jour, qu'il n'est qu'« une populace », comme le prétendait Voltaire ?

Notes :

* Milton Friedman, le théoricien de la libre entreprise de l'Université de Chicago, donne, froidement, pour expliquer la capacité de nuisance des états, cet exemple : les clandestins, contrairement aux américains, en Californie, trouvent du travail rapidement, dès leur arrivée, parce qu'ils acceptent les règles du jeu, acceptent que leurs patrons ne les déclarent pas. Et donc n'imposent, de par leur travail, aucune charge.

* David Rockefeller, le boulimique banquier, a présidé, ou présidé, aux destinées de 5 « think tanks » : « The Council of the Americas », « The Americas Society », « The forum of the Americas », « The Institute for International Economics », « The Trilateral commission ».

* Henry Kissinger, ancien secrétaire d'état US, auteur de « L'Ordre Mondial », septembre 2014

Maltraitance à l'école et son influence

Par Boukrissa Merouane*

Les écrivains de la Renaissance dénoncèrent violemment ces pratiques, parmi lesquels Montaigne, Rabelais ou Erasme qui plaide pour un véritable réquisitoire contre « les tortures scolaires où on entend que crépitements de fêlures, cris, sanglots et menaces épouvantables ». « Ce n'est qu'avec la plus extrême lenteur qu'elles ont reculé sous la pression de l'opinion publique » E. Durkheim'.

On note déjà en 1840, en France, la promulgation de l'arrêté du ministre de l'instruction publique, Victor Cousin et qui proscribit formellement les peines corporelles à l'école.

« ...la fonction de l'éducation dépasse la simple transmission des savoirs et qu'elle a pour objet non de donner à l'enfant des connaissances plus ou moins nombreuses mais de constituer chez lui un état intérieur et profond, une sorte de polarité de l'âme qui l'oriente dans un sens défini non pas seulement pour l'enfance mais pour la vie. » E. Durkheim

L'enfant apprend à l'école à cohabiter avec d'autres enfants sous l'autorité d'une même règle, il s'exerce ainsi à ses futures fonctions de citoyens, en s'habituant au respect d'une loi.

L'argumentaire de brutaliser les enfants par certains « éducateurs » se voit dans la nécessité de leur mettre des limites et le besoin de ceux-ci de sentir au dessus d'eux, le poids d'une autorité. L'école reproduit les structures et les relations sociales qui existent dans son environnement. Lorsque les enfants ne se conforment pas aux normes, ou font des erreurs, la violence est alors perçue comme un moyen légitime de corriger les comportements non conformes ou de les amener à comprendre leurs erreurs, interpréter les valeurs sociales et morales et apprendre à respecter leurs aînés par exemple. » Cette conviction et l'acceptation d'une telle forme de violence physique par les hommes et les femmes contribue à la banalisation de la violence, à sa répétition dans le milieu scolaire et au fait qu'elle est tolérée jusqu'à un certain niveau par les sociétés.

Les châtimements corporels, la maltraitance et les autres formes de violence à l'école peuvent avoir des conséquences graves sur la santé de l'enfant et sa personnalité en particulier, ils peuvent compromettre le développement physique, psychologique ou affectif de l'enfant. A long terme, ils renforcent chez lui le développement de comportements violents.

Sur le plan sanitaire, on peut noter chez

Le XVIème siècle en Europe a vu le caractère arbitraire et cruel d'une pédagogie sans norme.



un enfant maltraité, des hématomes, des ecchymoses, des plaies, des morsures, des fractures osseuses, des traumatismes crâniens (graves), des plaques de cheveux arrachés, des brûlures, etc. Ces violences peuvent déclencher certains symptômes tels les maux de tête, de ventre, vomissements, hémorragies, énurésies, anorexie, boulimie, troubles du sommeil, et des fièvres et infections répétées entraînant des hospitalisations...

A cela, les châtimements sont à l'origine des problèmes psychologiques et peuvent engendrer des sentiments d'abandon, de terreur, d'égarement, des états de mal-être, des dépressions et des tentatives de suicide. Le comportement des enfants victimes de mauvais traitements se voit modifier en devenant parfois agressifs, instables, hyperkinétiques en extériorisant de façon continue un excès de tension et se montrant agités et... désobéissants. Ces actes violents déclenchés par les châtimements corporels vont sans nul doute perpétuer ainsi le cycle de la violence.

Il a été clairement démontré qu'il y a une forte corrélation entre châtimements corporels et délinquance dans le contexte scolaire. Ainsi aux USA, les meurtres commis dans les écoles sont plus fréquents dans les Etats qui

autorisent les châtimements corporels ; ainsi l'abandon de ces derniers devient stratégique pour la lutte et la réduction de la violence dans la société américaine.

Mais les châtimements corporels peuvent être également à l'origine de l'échec scolaire de l'enfant, ils inspirent un sentiment de crainte des autres, de peur et de haine de l'école. L'enfant est enclin à développer une dyslexie, une dysorthographe, une dyscalculie, des problèmes de concentration ou d'attention et a, à fortiori, plus de probabilités d'abandonner désormais l'école.

L'impact est négatif car les châtimements corporels privent les enfants de leur droit d'accès à une éducation de qualité, le droit au respect qui menace la cohésion sociale et le développement de toute une nation (le faible niveau d'éducation menace les niveaux de développement).

Un enseignement non coercitif et un apprentissage sans peur

Un principe éthique fondamental : « N'inflige à personne ce que tu ne souhaites pas que l'on t'inflige » impose une pédagogie humaniste avec une approche participative qui implique le respect des droits fonamen-

taux des individus (liberté d'information, de pensée, d'opinion, d'expression) qui suppose une rupture avec la pédagogie frontale, transmissive, restitutive. On passe ainsi à une pédagogie dialogique, active, participative et différenciée.

L'analyse socio-historique des châtimements corporels et des changements dans l'utilisation de ces derniers à l'ère moderne, note le passage de l'usage gratuit du sévice et de la peine corporelle à un usage réglementé où l'élève comme le maître doivent se soumettre à des règles supra-individuelles, impersonnelles qui excluent l'affectivité du rapport pédagogique et ceci par une adhésion raisonnée.

Le châtiment corporel change alors de sens, parce qu'il s'intègre dans un système radicalement différent, dont la logique veut que l'espace scolaire exclue tout rapport affectif, toute proximité, et le contact physique avec les élèves doit être réduit au minimum. Le maître doit d'abstenir de les mignarder, de même qu'il ne doit plus les châtier physiquement. « Les pédagogues appellent de leurs vœux une école où tout rapport affectif, positif ou négatif, serait exclu », il s'agit maintenant d'un ordre impersonnel. Le maître raisonnable doit avoir une conduite raisonnable, c'est-à-dire distante du corps de l'élève. Il est question ici pour le maître plus de maîtriser ses sentiments, son affectivité et faire disparaître la violence.

La création d'un règlement à l'intérieur de la classe, qui constitue un code de droits, d'obligations et de sanctions éducatives telles que les mauvais points, la privation de récré, de jeu, copier des lignes, des conjugaisons... permettront de changer le rapport de l'enfant avec la loi, et ce, par la construction collective des repères, des interdits et des conséquences des transgressions.

Les enfants doivent être protégés contre toutes les formes de violence, plusieurs textes internationaux relatifs aux droits de l'homme ont condamné fermement l'atteinte aux droits et à la dignité des enfants. Et pour reprendre enfin, un slogan international : « Eduquons nos enfants sans violence, ni humiliation pour rompre enfin avec l'incivilité et le cercle vicieux de la violence ».

(1) Émile Durkheim (Né à Épinal en 1858, mort à Paris en 1917,) est l'un des fondateurs de la sociologie moderne.

References : « La discipline à l'école primaire : une interprétation sociologique des modalités d'imposition de l'ordre scolaire moderne » par Rachel GASPARIINI - Thèse de Doctorat en Sciences Sociales et anthropologie / 1998 / France.

*Chercheur au GRAS

L'argent fait le bonheur dans le présent

Par H. Dahmani

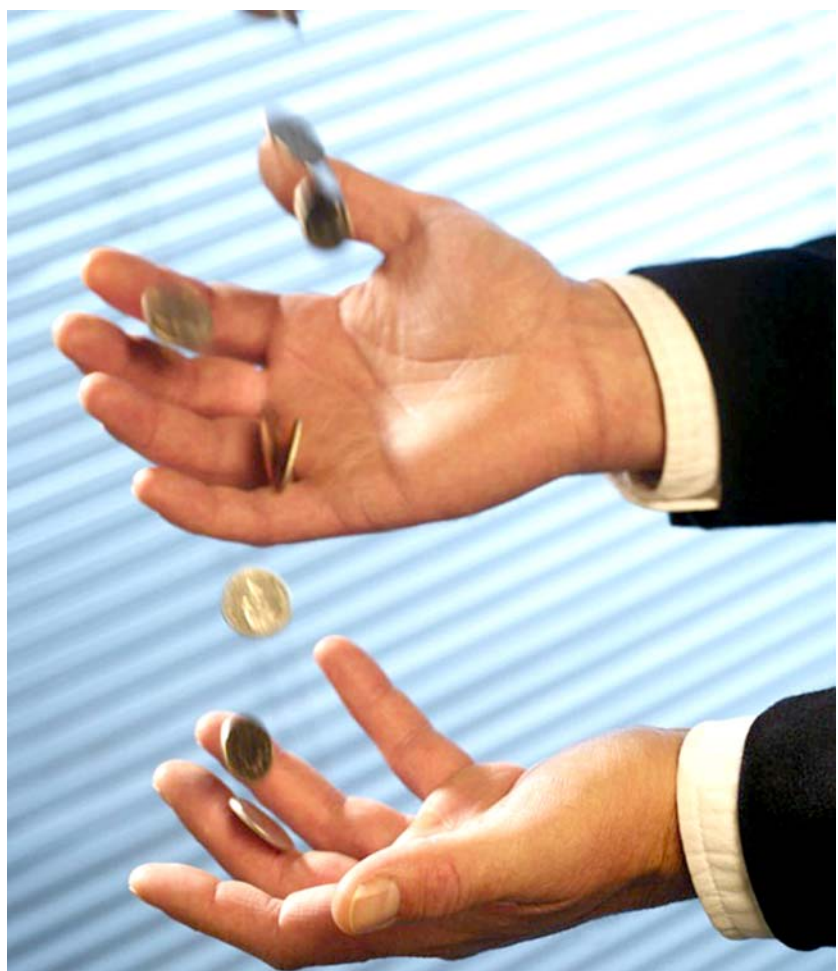
Il fut un temps où l'argent bezef n'était pas une référence et n'avait pas une aussi grande importance, ni un intérêt quelconque aux yeux des gens modestes dans le passé pour vivre se reinement cote à cote au milieu de la société. La petite fortune était discrète, et pas très répandue chez les gens qui ne se soucient guère des petits bourgeois et des gens aisés qui se comptent sur les bouts des doigts et qu'on désigne comme des riches et qui faisaient l'harmonie avec les plus démunis. Et depuis cette lointaine époque, la société a toujours désigné l'argent, cette valeur numéraire comme "wsekh - edenial dans ce bas monde". Aujourd'hui c'est fini tout ça. Si tu n'as pas assez d'argent Gari! Il faut te prémunir chouia, un peu avec beaucoup de sous pour affronter la vie, l'envie, les factures et les préavis...sinon tu portes atteintes à ta survie. Dans les temps qui courent l'argent, l'or et tous les autres accessoires qui font la « référence », sont le benzine de l'homme et sans eux, allonge-toi et fait dodo en attendant les secours et les recours, c'est fini "Saha ou stère" (la bonne santé) et tout ce qui va avec. Pour maintenir la santé et vivre heureux maintenant il faut beaucoup de blé et même des sacs de blé entreposés dans un dock silos.

L'argent « ya akhi, hachek ! » dans ces moments pénibles fait le bonheur. Il fut un temps, ou jadis « Ya Hassrah ! » où la valeur de l'homme ne se mesurait pas dans sa grosse fortune mais se distinguait dans sa morale, se conju-

guait dans sa bonté, s'exprimer dans sa modestie, se voyait dans son travail et s'étaler dans son intelligence. A cette époque, l'argent n'avait pas sa place comme lien d'union ou critère de référence entre les hommes et leurs richesses. Toutes les classes sociales se valaient et se fréquentaient et n'étaient pas liées uniquement sur l'échelle de la fortune de « Flen » et les intérêts de « Foulten ». Dans le présent, une personne sans le Dinar est un concentré de tous les risques de la vie : pauvreté, déchéance, précarité, instabilité, perte de la dignité... etc.

On le dit souvent que la dignité de l'homme c'est son travail, le labeur et synonyme d'argent. Avec beaucoup de Flouze on peut vivre décemment et accéder à tout le confort matériel sur terre, se soigner, bien vivre, voyager, s'habiller... Toutes les portes de ce bas monde s'ouvrent lorsque l'on a de l'argent et les fortes devises. Sauf les portes du paradis. Pour cela il faut être sage et savoir se maîtriser quant en est en face de cet argent qui nous rend sourd et aveugle, et c'est vrai quand on dit qu'avec peu d'argent c'est la personne qui gère et qu'avec beaucoup d'argent c'est la fortune qui gère l'homme. L'argent a déclassé toutes les valeurs, piétiné la dignité et la personnalité de l'homme, bouleversé les traditions et les coutumes, effacé les rapports sociaux... etc. que Dieu nous préserve.

Alors autant on n'en a et autant on en veut plus, l'homme est devenu avide et esclave de son propre argent et il a perdu la raison. La grosse fortune lui donne des envies et plein d'idées sataniques à force de se plier à la volonté de ce vice numéraire et qu'il se croit invulnérable de toute atteinte ; et c'est pour cela qu'il s'enfle si bien qu'il crèvera un jour victime de son propre argent...



Jusqu'où peuvent aller les Marocains ?

Par Bachir Ben Nadji

Les marocains portent leurs voix et essaient d'ameuter beaucoup de monde en mobilisant tout le makhzen, sa classe politique et ses médias inféodés au palais et au roi.

Tout un boucan est fait par le royaume du Maroc alors que l'Algérie ne fait qu'enregistrer ces protestations qui n'atteignent personne en Algérie, la classe politique et le citoyen étant occupés par plus importants, les uns par ce qui se passe sur les scènes nationale, régionale et internationale, et les autres par leur quotidien et leurs préoccupations de vivre décemment, de disposer de plus de commodités, et tout et tout.

Seuls les médias indépendants se font l'écho de ce brouhaha qui arrive de l'ouest, en montrant les différents responsables marocains gesticuler et faire les coqs devant le silence officiel de l'Algérie qui s'est contentée de la seule et unique réponse du porte-parole du ministère des Affaires étrangères qui a parlé d'un incident banal, et d'une provocation qui n'en est qu'une autre dans les faits.

Les médias indépendants ont fait réagir des connaisseurs des réactions marocaines et des fabricants des incidents, des provocateurs et autres politiciens du royaume voisin qui enquinquent et qui ne cessent depuis vingt (20) ans de provoquer l'Algérie par coups bas interposés et bien préparés, parfois au point ou même l'opinion marocaine n'y croit même pas.

Et là j'y viens à ma première question, jusqu'ou iront les marocains dans leurs énièmes escalades contre l'Algérie ?

Une fois c'est des petits incidents frontaliers qui deviennent de gros problèmes qui enveniment des relations qui n'ont jamais au grand jamais été au top avec ces voisins que l'histoire et la géographie ont imposé à l'Algérie. Une fois c'est le dossier du Sahara occidental, donc du front Polisario et de la République arabe sahraoui démocratique (RASD) qui empoisonne ces relations entre les deux pays tant au niveau régional qu'au niveau des instances internationales que sont l'Organisation des Nations unies (ONU), une autre fois c'est une prétendue provocation aux frontières, et combien sont nombreux ces incidents l'année durant, et qui dans la quasi-totalité des cas proviennent des marocains, simples citoyens soient-ils ou officiels mandatés par le palais royal pour pleurnicher devant le voisinage européen ou devant les alliés, notamment les américains dont certains lobbies travaillent pour le compte du Maroc en mobilisant et sensibilisant une certaine opinion qui ne connaît de notre voisin que ses belles plages, ses belles femmes et ses beaux palais et riads ou ils passent leurs vacances.

Et l'Algérie devant tout ce qui se fait par le Maroc officiel ? Réagit-elle de la même façon ? Tout le monde sait que le Maroc nous envoie par le canal presque officiel des tonnes de cannabis, tant pour la consommation locale

Les autorités marocaines protestent vigoureusement contre des tirs des gardes-frontières algériens qui auraient gravement blessé un citoyen marocain, mort des suites de ses blessures.

ou pour le compte de pays tiers, notamment africains et européens. Des chargements de kif, de chira et de je ne sais quoi de drogues arrivent et sont saisis par les services algériens de sécurité et de douanes, et là le Maroc le sait et il s'en fout royalement en laissant les trafiquants agir à leur guise au niveau des frontières, au point où il est dit ou donné comme consigne aux contrebandiers de sauver leur peau, seule, au cas où ils sont surpris par les gardes-frontières algériens et de ne jamais retourner avec leur « sale » marchandise.

Tout le monde sait que des millions de litres de carburant passent les frontières en direction du Maroc et personne ne souffle mot puisque ça nuit à l'économie algérienne et fait l'affaire des trafiquants et des automobilistes marocains qui roulent au mazout et à l'essence provenant de l'Algérie, et à bas prix. Et là tout le monde se tait.

Tout le monde sait que des troupeaux de moutons traversent les frontières pour faire des jours heureux aux bouchers et foyers marocains, et à bas prix, et tout le monde se tait.

Les algériens n'ont pas ouvert la frontière terrestre, et là tout le monde proteste au Maroc, au point où un marocain, un voyou, se permet de franchir les murs du Consulat algérien et de bafouer toutes les règles d'usage diplomatique, et de provoquer tout un peuple en déchirant l'emblème national en une journée historique, un Premier Novembre, sans qu'il ne soit inquiéter et sans que le Maroc ne présente des excuses officielles aux algériens, peuple et gouvernement. Et là, tout le monde le sait.

Et si ce n'était que ça. Les diplomates marocains à travers le monde font des pieds et des mains pour « salir » l'image de l'Algérie en prenant part et en intervenant lors des différentes activités politiques ayant une relation avec la situation dans la région maghrébine ou sahélienne. Les marocains, makhzen et diplomates, mobilisent des journalistes, des experts et autres pour pondre des articles sur la marocanité du Sahara occidental et sur « la justesse » de la thèse marocaine d'autonomie de ce qui est appelé territoires sahariens. Et si n'était que ça. Les marocains, officiels et officieux, se plaignent de leurs voisins de l'Est pour dire que l'Algérie les étouffent en fermant la frontière commune, sans dire qu'ils sont eux-mêmes à l'origine de sa fermeture et d'un incident qui aurait pu dégénérer entre les deux pays, si ce n'était la sagesse de l'Algérie et sa fermeté qui n'est pas allée loin au-delà de la réaction de fermeture de la frontière et de l'instauration du visa comme l'ont fait les marocains. En ce moment-là, l'Algérie était confrontée au phénomène du terrorisme qui rongait le pays et menaçait sa stabilité, et aucun de nos voisins ne nous a soutenu ou venu en aide pour y faire face. Merci à tout le monde, voisins et amis

pour n'avoir pas été à nos côtés à un moment crucial. Seule, l'Algérie a vaincu le terrorisme grâce à ses hommes et femmes et à ses martyrs qui ont sacrifié leurs vies pour la stabilité du pays. Et là ce n'est pas le thème de ma chronique et j'y viens au sujet principal. Je me demande maintenant jusqu'ou iront les marocains dans cette escalade et ces provocations répétées des années durant ? Front-ils un jour jusqu'au pire ? Déclareront-ils un de ces quatre la guerre à l'Algérie ?

Tout est possible avec nos voisins de l'Ouest, lesquels sont experts dans la provocation. Il y a des signes qui ne trompent pas ces derniers temps à travers la campagne qu'ils orchestrent contre l'Algérie en voulant s'ingérer dans les affaires maliennes alors que les maliens eux-mêmes s'y opposent, et optent devant le témoignage du monde entier et de l'ONU pour une médiation algérienne. Et là, les marocains font tout pour saborder les pourparlers inter-maliens et ce sont les maliens eux-mêmes qui le disent et le soutiennent, et ils veulent en finir avec la dislocation qui ronge la société malienne et déstabilise le pays depuis de longues années.

Les marocains sont également mal à l'aise devant le rôle de l'Algérie dans la crise que vit un pays voisin, la Libye, et qui menace la stabilité de toute la région maghrébine, sahélienne et des deux rives de la mer méditerranée. Et là, le palais royal et le makhzen ne gobent pas cela.

Pourquoi l'Algérie à droite, pourquoi l'Algérie à gauche, et eux ne sont pas sollicités pour contribuer au règlement de tel ou tel conflit dans la région ou ailleurs. Les marocains, le makhzen, en particulier n'admet pas cela et s'oppose à cette aura qu'a l'Algérie sur la scène mondiale et qu'ont ses diplomates par rapport à ses propres diplomates.

Donc il n'est pas impossible que les marocains réagissent négativement et surprennent le voisinage et le monde entier en créant un grave incident pour justifier leur désistement de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de janvier 2015, et dire au monde et à l'Afrique qu'un conflit probable avec l'Algérie les empêcheraient d'accueillir cette compétition sportive. Et là ce ne sera pas le virus d'Ebola, mais le virus du makhzen pour tout justifier car le voisin algérien les gêne énormément et il faut l'impliquer peut-être dans une guerre qui fera l'affaire des marchands de canons et des mercenaires de tous genres, peut-être un Daesh du Maghreb comme ce fut El Qaida du Maghreb ou les groupes terroristes œuvrant pour le compte des services marocains. Les jours qui viennent nous éclaireront davantage sur les visées du palais royal, et nous saurons ce qu'ils voudront et jusqu'ou ils iront. Mais il faudrait que nos voisins sachent qu'au cas où, que qui s'y frottent s'y piquent. A bon entendeur salut !

LA CHRONIQUE
DU BLENDARD

Paris : Akram Belkaid



Un niqab à l'opéra



Au départ, il y a cette nouvelle entendue de bon matin sur France Inter. Récemment, une femme habillée d'un niqab a été priée de se dévoiler ou de quitter les lieux alors qu'elle assistait à une représentation de La Traviata à l'Opéra Bastille. J'ai tendu l'oreille pour écouter la suite mais l'info s'est arrêtée là. Un petit fait divers, certes atypique, avait réussi à se glisser entre les ravages du virus Ebola en Afrique de l'ouest et les tractations autour de la composition de la nouvelle Commission européenne. Grandeur du journalisme contemporain. Elles n'étaient pas dix, elles n'étaient pas cent ou mille à porter le niqab et à vouloir pleurer le triste sort de Violetta (la courtisane, pas l'héroïne de la série pour ados, ma chère Jahane) mais une seule. Une seule personne, un seul voile intégral et cela a suffi pour provoquer un baroud d'enfer dans tous les médias y compris ceux qui se comptent parmi les plus respectables.

Je fais souvent le constat que la question du voile relève d'une véritable obsession française. Mais je m'interroge désormais sur la responsabilité des médias dans ce genre d'excitation générale qui contribue à alimenter les passions les plus détestables. Un niqab à l'Opéra... Bon, d'accord, ça peut intriguer mais et alors ? Le même jour, cent faits divers ont eu lieu à Paris. Pourquoi le voile et pas la bagarre entre un automobiliste et un piéton rue des Pyrénées ? Pourquoi le niqab et passer sous silence diverses réunions œcuméniques et de dialogue interreligieux qui ont eu lieu récemment ? On dira que c'est « l'actu coco », qu'une femme en voile intégral qui se fait virer en pleine représentation (comment diable a-t-elle pu entrer et s'installer ? Pourquoi ne pas l'avoir tout simplement empêchée d'accéder à la salle ?) ça fait tendre l'oreille, ça empêche de zapper et puis, surtout, si le concurrent d'à-côté en a parlé, il faut donc l'imiter. Et puis le voile, hou... Ayons tous peur...

En même temps, et comme toujours, cet engouement nous apprend des choses. Mais rappelons d'abord un point important. La loi est la loi et cette dernière interdit d'être en public le visage caché ; Qu'il s'agisse d'un niqab ou d'un casque, la règle est la même. On peut être contre cette loi qui interdit le voile intégral dans les espaces publics, on peut la critiquer mais cela ne dispense pas de la respecter. En clair, toute cette affaire ne relève de rien d'autre que du simple rappel à la loi voire de l'amende qui va avec (150 euros ou obligation de suivre un stage de citoyenneté). Une fois que l'on a dit ça, il faut relever un autre point. Le plus souvent, la femme entièrement voilée est présen-

tée dans un contexte inquiétant ou dérangeant : il s'agit d'une banlieue ou de milieux où l'islamisme militant serait des plus actifs, des milieux où les femmes n'auraient aucun droit, aucune liberté si ce n'est d'obéir à leurs maris, pères ou frères. A l'inverse, on parle rarement des femmes du Golfe qui continuent de déambuler tranquillement avenue des Champs Elysées sans que personne ne s'offusque de leur niqab.

Dans le cas qui nous intéresse, la « niqabée » était à l'Opéra pour suivre La Traviata. Est-ce ce paradoxe apparent qui a intéressé les médias ? Si l'on se conforme à la perception générale, une femme qui porte le niqab ne peut aimer l'opéra et encore moins s'y rendre. Tout cela pour dire que sur le plan journalistique, cette information diffusée à tout-va aurait mérité de l'être si elle avait été plus complète. Qui est cette femme ? D'où vient-elle ? Aime-t-elle vraiment l'Opéra ? Depuis quand ? Que pense-t-elle de cette histoire de courtisane elle qui, apparemment, s'en tient à une lecture des plus rigoristes du Coran ? Etait-elle accompagnée ? Comment a-t-elle ressenti le fait qu'on lui demande de quitter la salle ? Un fait divers n'a d'intérêt journalistique – un confrère me parlait d'intérêt « socio-journalistique » – que par ce qu'il permet de découvrir à propos de la société ou du milieu dans lequel il a eu lieu. Quitte à nous saturer avec cette histoire, j'aurais aussi aimé entendre le témoignage des choristes qui se seraient eux-mêmes plaints de la présence de celle que les internautes ont – facilement – surnommée « le fantôme de l'Opéra ». Qu'est-ce qui les dérangeait ? Le fait de ne pas voir les traits de la personne sous le voile ? De ne pas surprendre ses émotions ? Sous le niqab, il y a un être humain. Cela, on a trop souvent tendance à l'oublier tant il est vrai que ce vêtement heurte et pas simplement les Occidentaux. Le présent chroniqueur se souvient encore de sa stupéfaction lorsqu'il en a vu pour la première fois dans les rues d'Alger au début des années 1980. Mais, quelle que soit la prévention que l'on peut éprouver, voire l'hostilité ou le dégoût, il nécessaire de ne jamais déshumaniser les concernées et cela même si ces dernières tendent à le faire elles-mêmes en revêtant cet accoutrement.

Post-scriptum qui n'a rien à voir, ou presque : Nombre de personnes en France ont salué l'octroi du Prix Nobel de la Paix à la jeune Malala Yousafzai pour son combat dédié au droit à l'éducation mais rares ont été celles qui ont relevé qu'avec son hijab elle n'aurait pas le droit d'aller à l'école en France...

■ Regarder ensemble dans la même direction

Certains amis m'ont harcelé d'interrogations sur mes derniers écrits en français, eux qui sont habitués, depuis presque un demi-siècle, à mes livres et articles en arabe.

Par Mohieddine Amimour *

Sans fausse modestie, je prétends avoir en arabe un style bien particulier, connu et reconnu. Notre camarade Mouloud Qacem disait souvent : « l'auteur de ces écrits est reconnaissable, même sans signature ». Les langues étrangères étaient, pour moi, de simples outils de travail, que j'utilisais à des fins contextuelles et bien ciblées.

Au cours de mes années d'exercice médicale, soit à la Marine nationale ou dans mon cabinet privé à l'avenue du 1^{er} novembre, j'utilisais le français pour écrire mes comptes-rendus médicaux et mes correspondances avec les confrères. Parfois, pour faciliter la tâche à certains patients, je rédigeais le mode d'emploi des prescriptions thérapeutiques en arabe.

Etant ambassadeur au Pakistan, et pour transmettre mes messages politiques aux officiels locaux, aux intellectuels pakistanais et aux diplomates étrangers, j'avais utilisé l'anglais pour écrire dans la presse anglophone du pays d'accréditation. J'avais même utilisé, dans certaines de mes interventions télévisées, quelques paragraphes en Ouardou, appris évidemment par cœur, mais bien appréciés par les téléspectateurs.

Ma lecture n'a pas été personnelle d'une langue précise, bien qu'elle soit dominée par l'arabe.

Mais, un coup d'œil sur la scène culturelle algérienne commence à me faire peur.

Je deviens irrité par le fossé de malentendu entre arabophones et francophones (je n'aime pas la terminologie de « francisants » et « arabisants », que je considère au sens péjora-

tif, qui était une des raisons du malentendu existant et que personne ne peut prétendre ignorer). Je suis arrivé à la conclusion, évoquée dans un précédent papier, que nous vivons un conflit stupide, non pas entre arabophone et francophone, mais plus tôt entre arabophobes et francophobes.

La pensée et les réflexions des araboscriptes n'arrivaient pas à ceux qui ne suivent pas les écrits en arabe, par manque de temps, d'envie ou de volonté. C'est pris par les arabophones comme un comportement orgueilleux, arrogant ou même méprisant. L'inverse n'est pas à exclure. Des lectures selectives donnent par fois des conclusions erronées qui aggravent la confusion.

Des araboscriptes polyglottes (terme que je préfère à la terminologie de bilingue) qui écrivent également en français n'ont fait l'effort de promouvoir la compréhension. Ils n'ont pas essayé de traduire aux francophones l'état d'esprit, la façon de voir et la logique de raisonnement de leurs collègues. Ils croyaient préférable de chanter les biens faits du bilinguisme. Certains ont choisi d'étaler leur compétence littéraire, soit pour se mesurer avec les francoscriptes ou simplement pour mériter le titre de « bon bilingue ». L'autre partie n'a pas essayé de faire un effort pour prendre acte, saisir et concevoir l'attitude intellectuelle des arabophones. Le comportement hautain de certains, jeta de l'huile sur le feu. Un francoscripte connu a qualifié un jour son collègue araboscripte d'« inculte ». Chose étonnante, ce dernier était un parfait polyglotte, contrairement au premier, qui prétendait qu'il n'a rien contre les « arabisants ! ». Il n'a pas capté le message pertinent de l'écrivain, fils de comte, poète, aviateur et reporter français, Antoine Marie Jean-Baptiste Roger de Saint-Exupéry (1900-1944). « Aimer,

ce n'est pas se regarder l'un l'autre. C'est regarder ensemble dans la même direction ».

Ce qui m'inquiète, ça serait l'établissement d'un bilinguisme sauvage et agressif qui transforme la lézarde linguistique en crevasse, voire une coupure intellectuelle, et l'instauration d'un clivage psychologique qui, à long terme, réduirait le peuple à une population, et rendre la Nation une simple agglomération démographique.

Ça serait une catastrophe culturelle et un dés-honneur intellectuel.

Les malentendus se répètent tous les jours. Notre quotidien araboscripte « El khabar » a présenté un livre édité par un imminent journaliste égyptien, qui a visité l'Algérie en 1986 comme représentant d'une firme kuwaitienne. Impressionnée par l'accueil réservé à la musique du « Raï » en France, elle voulait en profiter pour se faire une présence au sein du public moyen-oriental. A l'époque, mon avis a été amicalement sollicité, en tant qu'intellectuel. J'ai répondu à mon ami Hamid, qui m'avait interrogé sur ce sujet, en disant que le Raï n'a pas émerveillé les Européens par ses paroles, mais plutôt grâce par son rythme dynamique, bien nourri par les cuivres et les percussions. Le raï, à l'instar des autres musiques populaires algériennes, devrait subir une adaptation orchestrale (les Chinois ont fait de « qom tara » un chef-d'œuvre international). J'ai ajouté que certaines chansons devraient subir des modifications de paroles, dont plusieurs mots sont difficilement « déchiffrables » au monde arabe. J'ai rappelé que notre musique populaire a inspiré des grands compositeurs, tels que Rossini (L'italienne à Alger) et Ravel (Le Boléro), sans oublier le succès de « Ya rayeh » de Dahmane El Harrachi. Mes propos à El Khabar, ont été, hâtivement, mal interprétés. Un quotidien francoscripte, que

je respecte pour son professionnalisme et sérénité, a publié un court commentaire, basé sur une lecture sélective, qui a conclu que « je suis contre le raï, et que j'ai saboté sa mise en valeur au Moyen Orient ». Cette lecture m'a rappelé l'expression de « mensonge par omission » décrit par les juristes. Décidément, et oubliant que sa lecture était fragmentaire et sa conclusion était erronée, notre jeune journaliste semble oublier que les goûts et les couleurs ne se discutent pas. Je ne mets pas en doute les intentions, mais j'estime que des lectures partielles ou sélectives des papiers ou déclarations transcrites en arabe, peuvent être prise comme des préjugés qui reflètent des arrières pensées, ce qui mène inévitablement aux malentendus. Ça peut passer quand il s'agit d'un fait marginal, mais que peut-il arriver s'il s'agissait d'une affaire d'état. Ces affaires ne manquent pas en nos jours.

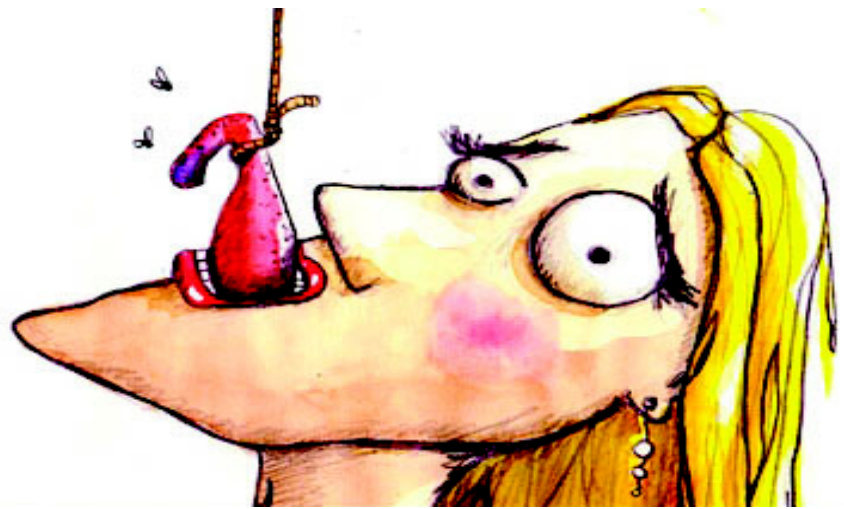
C'est ainsi que j'ai pris la décision de confier aux lectures, strictement francophones, un aperçu, aussi fidèle que possible, de la façon avec laquelle un araboscripte lit, interprète et analyse les données qui forgent notre destin commun, qu'elles soient des données nationales ou internationales, politiques, économiques ou culturelles.

Que ce soit bon ou mauvais, qu'on l'accepte ou non, l'Algérie vole avec deux ailes linguistiques. La coordination de mouvement entre les deux n'est pas un luxe. C'est plus tôt une nécessité vitale. C'est un fait que nous devons, tous, assumer. Chacun doit prendre ses responsabilités pour combler le fossé de malentendu réciproque, et faire de l'écriture un acte d'amour, selon la formule de Jean Cocteau.

« Mieux vaut allumer une chandelle que de maudire l'obscurité » disent les chinois.

C'est cela exactement ce que je suis en train d'entreprendre.

* Docteur en médecine.



■ Obstination et désamour !

« Si l'homme savait pousser l'obstination à son point extrême, lui aussi serait déjà dieu. »



Par Ahmed Farrah

Sommes-nous condamnés à tourner en rond depuis 52 ans ? Sommes-nous incapables, de nous arrimer sur la trajectoire des grandes nations de ce monde ? Pourquoi tant d'efforts de meurent vains, et beaucoup de nos actions restent stériles ?

Pourtant, tout porte à croire que les atouts dont dispose le pays sont inestimables. Position géographique, immensité du territoire, richesses naturelles et ressources humaines, que peu de pays possèdent. Cependant, à chaque fenêtre favorable de tir, le décollage se fait reporter. Le lancement n'a pu se faire, ni pour cause de ti-

ming ni pour le manque d'opportunités qui se sont offertes à de nombreuses occasions, mais gâchées ou ratées.

Un petit pays de 16 millions d'habitants, comme la Hollande, avec une Superficie de 5 488 km² (un peu moins que la superficie de la wilaya de Mascara) qui s'étend continuellement sur l'atlantique, par des travaux d'extension et de digues de protection, est aujourd'hui la 16ème puissance économique mondiale. Pays aisé avec une économie ouverte, s'appuyant fortement sur le commerce extérieur et les services (banques, assurances, transport aérien, ports...). Bien que seulement 4 % de la population active du pays soit employée dans le secteur de l'agriculture et les cultures maraîchères, les quantités de production destinées à l'in-

dustrie agro-alimentaire et à l'exportation sont énormes. Les Pays-Bas sont le troisième pays exportateur dans le domaine des produits agricoles et maraîchers derrière les États-Unis et la France. Son PIB par habitant est de 47172 (dix fois celui de l'Algérie 4365) exporte pour 397.6 milliards \$ (Algérie : 65.91 milliards \$), le taux de chômage est l'un des plus bas en Europe. Ces chiffres sont très éloquentes pour décrire l'état de déliquescence de l'Algérie, qui importe tout et qui n'exporte que du fossile.

Faute de savoir faire, l'Algérie reste à la traîne du monde développé, à cause des politiques de "développement" importées clé en main et expérimentées dès l'indépendance par des théoriciens en manque de laboratoire (du socialisme scientifique, du socialisme spécifique, des trois révolutions, de l'état providence, de l'oligarchie, etc.).

Le temps n'est-il pas venu pour réaliser les rêves brisés ? Permettre à chaque génération de prendre en main son devenir. Aux compétences d'aujourd'hui, marginalisées ou expatriées, de gérer leur propre présent en accord avec leur époque, selon leurs besoins et en toute liberté. Chose pas du tout aisée, vu la toile tissée des milieux clientélistes qui tiennent encore sous leur contrôle, tous les leviers de décisions. La génération qui a libéré le pays, était très jeune en son temps, mais maintenant en fin de cycle, a pris les affaires au nom de la légitimité historique et les a gardées sans aucun partage. Elle n'a pas voulu, n'a pas su ou n'avait pas confiance en les générations postindépendance, pour leur remettre les clés de la maison, au temps opportun. Elle s'est appuyée pour gérer le pays sur une frange de la population souvent opportuniste, égoïste et égocentrique. Cette catégorie de lettrés a fait partie de toutes les "réformes" et a lesté le pays par l'immobilisme et le conservatisme. Ce n'est pas à cause de la fatalité si nous sommes, parmi les derniers dans tous les classements de gouvernance économique, scientifique, culturelle etc.... Bien que le président de la République l'ait rappelé à maintes fois, la légitimité dé-

mocratique se fait encore désirer. Lui qui est venu aux commandes dans une situation très difficile pour les Algériens, a gagné le défi sur plusieurs fronts, vitaux pour le pays. Comme par sa présence et le soutien d'une large proportion de la population (Quoi qu'on dise), il a pu empêcher les déstabilisations et l'effritement préparés dans les cabinets d'ici et d'ailleurs. Cependant ce qui est pressant et attendu de lui aujourd'hui, c'est de doter le pays d'institutions qui survivront aux crises et aux conjonctures, comme l'avait fait De Gaulle pour la France. Le lourd fardeau de la responsabilité ne devrait pas reposer sur une seule personne, quelle qu'elle soit ! Mais partagé par tous. Un État est fort, par la cohésion de sa société, la participation de toutes ses composantes à son édification et la fierté qu'elles le lui rendent. Le développement, la prospérité, le rayonnement d'un pays et son influence dans le monde ne se décrètent pas, ils sont le fruit du travail et des efforts de tous.

Si la Hollande est aujourd'hui prospère, c'est dû particulièrement à son école, à l'indépendance de sa justice, à la liberté de sa presse, à l'alternance aux affaires de ses élites et au savoir faire de ses agriculteurs, de ses industriels, de ses traders, de ses économistes et ses financiers etc.... La Hollande ne repose pas sur Guillaume-Alexandre, devenu Roi suite à l'abdication de sa mère, la reine Béatrix, pour rejoindre le trône et le mettre en phase avec son temps.

Le temps use et le siège envire, comme l'a si bien dit le Président Bouteflika. L'obstination du père à s'accrocher à son temps et ne pas affranchir ses enfants devenus adultes et majeurs, engendre le désamour, crée le malaise, l'incompréhension et l'indifférence. La nature n'aime pas la redondance pour se pérenniser. A chaque génération son temps et ses hommes. La vie est un cycle perpétuel de mouvement créatif et innovant, ce qui était valable hier ne l'est forcément pas aujourd'hui, sinon on serait restés encore hominidés dans les grottes de Palikao.

D'après un expert, climatologue et astronome de son état, les Algériens ne doivent pas se leurrer par le beau temps qui ne va pas durer.

Les collectivités locales, responsables mais pas coupables ?



Par Cherif Ali

Selon lui, l'hiver 2014-2015 va être non seulement précoce mais aussi rigoureux, conséquemment à El-Niño et ses courants pernecieux qui vont, inévitablement, traverser l'Algérie. Dans notre pays au climat semi-aride voire aride dans la majeure partie du territoire, la survenance d'inondations ne peut-être qu'un paradoxe, mais quand cela se produit, l'impact est dramatique autant sur les personnes que sur les biens.

Si certaines régions comme la Capitale ou l'Est du pays sont concernées par ce risque, tout le territoire est, en définitive, sensible à ce genre de catastrophe naturelle : Bordj Bou Arreridj (1994), Bab El Oued (novembre 2001), Adrar (octobre 2004 et janvier 2009), Béchar (2008), Ghardaïa (2008) et Biskra (2009) ont en fait les frais et leurs habitants ont gardé quelques séquelles.

En conséquence, la problématique des inondations doit être, à l'orée de cette basse saison, une priorité pour le gouvernement et par extension, une urgence pour les Collectivités Locales qui seront au premier plan en termes de prévention, d'intervention et de secours aux populations menacées par ce type de catastrophe naturelle. Les Collectivités Locales, se sont elles, pour autant, préparées à ces échéances ? La réponse nous est donnée en partie par Tahar Melizi, Délégué National aux Risques Majeurs, auprès du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales, qui a fait la déclaration suivante : " quelque 600 communes sur les 1541 que compte le pays nécessitent des opérations de mise à niveau en matière de moyens d'intervention et de lutte contre les risques majeurs ".

Les inondations survenues à Béchar auraient pu être évitées, si l'on avait pris, a-t-il ajouté, la précaution de curer et de nettoyer l'oued qui traverse la ville ! Citant des recomman-

dations onusiennes, il a ajouté " l'investissement dans la prévention des risques représente le 1/10 des pertes, selon des analyses chiffrées et s'agissant des inondations survenues dans le pays depuis les années 2000, le coût des dégâts est estimé à 2700 milliards, dont 200 milliards ont été consacrés, en 2012 à Ghardaïa, Bab El Oued et Béchar.

Autrement dit, les multiples plans d'action visant à protéger les villes contre, notamment, les inondations sont restées lettre morte.

Et pourtant, nos maires, du temps de Yazid Zerhouni, avaient bénéficié d'une formation de 5 semaines à l'ENA, en matière de management opérationnel et de gestion des risques. De plus, à l'époque de ce responsable, les communes qui devaient fonctionner comme des " entreprises " disait-il, ont été dotées de tous les équipements et autres engins à même de leur permettre de suivre et de réaliser leurs projets, mais aussi, en cas de besoin, pouvoir intervenir pour dégager les voies de circulation et réaliser les opérations de secours.

La vision du Ministre de l'Intérieur d'alors, ne s'est pas arrêtée là, car en plus de ces dotations, les 1541 communes du pays ont bénéficié de l'apport de cadres techniques de haut niveau : 1000 architectes et ingénieurs ont été ainsi, recrutés et déployés dans les Collectivités Locales.

Mais force est de constater qu'en l'absence d'une stratégie d'intervention à moyen et à long termes, les mêmes erreurs et les mêmes défaillances se reproduisent de manière cyclique, avec leur lot de drames humains et de dégâts matériels.

Le laisser-aller, l'absence parfois de plans LORSEC et les interventions conjoncturelles d'un personnel non formé pour la circonstance, aggravent la situation, quand la catastrophe se produit.

Les opérations d'entretien préventif ne doivent pas s'inscrire dans un calendrier saisonnier d'autant plus que les calamités sont imprévisibles, n'ont cessé de répéter tous les spé-

cialistes de la question qui, par ailleurs, font remarquer qu'en matière d'intervention, la coordination interministérielle doit revêtir, obligatoirement, un caractère intersectoriel, ce qui n'est pas souvent le cas et les résultats s'en ressentent.

Dans ce registre, un responsable du Ministère des Ressources en Eau, a annoncé, il y a quelque temps " qu'un Plan National de Protection des Villes contre les inondations aurait été établi dans le cadre d'une stratégie allant jusqu'à 2030 ". La wilaya de Tindouf n'a pas, apparemment, bénéficié dudit plan à voir les conséquences des inondations qui l'ont touché récemment !

Plus encore, on a entendu parler " d'une étude sur le phénomène des inondations en Algérie et les moyens de réduire leur impact " ; financée par l'Union Européenne, d'un coût de 1,2 millions d'euros, elle sera, dit-on, bientôt lancée et ses conclusions devraient être rendues courant 2015, à en croire la presse.

Simple effets d'annonces ou projets concrets, toujours est-il qu'au jour d'aujourd'hui, les inquiétudes demeurent et l'esprit des citoyens est encore hanté par :

" les inondations de Bab El Oued (10 novembre 2001) et les torrents de boue qui se sont déversés dans l'oued principal du Frais-Valon ont fait 1000 victimes et aucun responsable n'a été inquiété !

" celles de Ghardaïa, en 2008, quand des pluies diluviennes se sont abattues sur la région, pendant 48 heures. En amont, elles ont trouvé comme réceptacle des oueds et de là, les eaux ont déferlé, débordé et emporté tout sur leur passage, à travers huit communes, dont celle située dans la vallée du M'zab, Ghardaïa ! Le bilan s'est soldé par 49 morts, des dizaines de blessés et autant de personnes traumatisées.

Les autorités locales ont été très vite débordées par la catastrophe. Une cellule nationale de crise, avec comme maître d'œuvre le très expérimenté Ouali Abdelkader, Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur d'alors, a

été mise en place et a travaillé, d'arrache pied, pour évaluer les pertes humaines et matérielles, assister les sinistrés et surtout coordonner les secours. L'Etat, faut-il le dire, a mobilisé tous les moyens ainsi que ceux des autres wilayas, solidaires, dont les premiers convois de médicaments, couvertures et autres produits de consommation ont été acheminés, en urgence, à destination du M'zab et des communes sinistrées.

Tout était à reconstruire à Ghardaïa où 3000 maisons ont été endommagées tout comme des vestiges historiques ; les inondations ont détruit les cultures, mais également, les commerces dont seulement 5 propriétaires sur les 500 recensés étaient assurés, pour dire que les citoyens se passent, non seulement, d'assurance, pourtant obligatoire comme la CATNAT, mais n'hésitent pas aussi à se débarrasser de leurs gravats, n'importe où, ce qui a pour effet de boucher toutes les conduites d'évacuation, d'aggraver la situation et partant, alourdir le bilan de la catastrophe !

En un temps record, Ghardaïa pour cette fois-ci, a été bien prise en charge ! Un budget de 4000 milliards de dinars lui a été alloué ; 20725 chalets préfabriqués y ont été installés et 2000 logements sociaux ainsi que 3000 logements ruraux ont été construits et affectés aux sinistrés, sans exclusive !

Pouvait-on dire pour autant, que cela a été suffisant pour effacer cette catastrophe des esprits ? Non, ont dit certains, élus de leur état, qui précisent " qu'il y a eu une responsabilité humaine dans les inondations qui ont touché Ghardaïa ! ".

Selon eux, " l'effondrement d'une retenue collinaire construite en 2005 au niveau de l'oued Laadhira, dans la région de Djaref, à 20 kms du chef-lieu de wilaya, serait à l'origine de cette catastrophe-les normes requises n'auraient pas été respectées dans la construction de ladite retenue, faite en gabionnage- ".

Cette accusation, faut-il le rappeler, n'a pas été prise en compte par les pouvoirs publics !

Faut-il alors considérer le dossier clos et ne retenir que le " déchainement des éléments " comme responsable de ce qui s'est passé à Ghardaïa, mais aussi à Bab El Oued, à Chlef ou encore à Boumerdes où des cités " flamboyant neuf " se sont affaissées suite aux séismes, telles des " châteaux de cartes ", sans que la responsabilité des promoteurs, du CTC ou encore d'autres décideurs locaux ne soit engagée ? Peut-être bien, même si en France, par exemple, il en est autrement de la responsabilité des élus poursuivis par la justice de leur pays dans l'affaire dite du " Procès Xynthia ", la tempête qui a fait 29 morts dans cette station balnéaire de Vendée en février 2010.

Le maire et sont adjointe sont, notamment, poursuivis " pour avoir signé des permis de construire pour des maisons de plain-pied, qui auraient dû comporter un seul étage, en raison du risque fort de submersion de la digue censée protéger les habitations ". Les victimes se sont même portées partie civile !

Les deux anciens élus " ont prétendu n'avoir pas pris connaissance du risque d'inondation, car celui-ci n'a jamais été, clairement, expliqué par les services de l'Etat, qui avaient, en outre, validé des permis de construire avant qu'ils ne soient autorisés par la commune ".

Le jugement, après un réquisitoire des plus sévères, est attendu pour le 12 décembre 2014.

En Algérie, pas de procès encore moins de jugement, car tout le monde est responsable et personne n'est coupable dans ce type d'affaires, mais si à Dieu ne plaise, il venait à se produire une quelconque catastrophe dans une région où " on aurait fermé les yeux sur des habitations édifiées sur des conduites de gaz ", ou " des bâtisses construites dans des lits d'oueds ", chaque responsable direct ou indirect de cette situation, aura à répondre de sa gestion pour ne pas dire négligence ! De ce qui précède, nos élus seraient bien inspirés en cet hiver tant redouté par les climatologues, de relire le code communal et de s'arrêter, quelque peu, sur deux dispositions en particulier : " l'article 145 qui stipule : " toute décision prise par le président de l'Assemblée Populaire Communale, ne tenant pas compte des avis, dûment exprimés par les services techniques habilités, entraînant des préjudices au citoyen, à la commune et/ou à l'Etat, font encourir à son auteur les sanctions prévues par la législation en vigueur ". et l'article 147 qui stipule : " en cas de catastrophe naturelle, la responsabilité de la commune n'est pas engagée à l'égard de l'Etat et des citoyens s'il s'avère que la commune a pris les précautions prévues à sa charge par la législation et la réglementation en vigueur ".

A bon entendre !

la **Chronique**
de Paris

Par Pierre Morville



**Madame Aubry, à l'intérieur,
le juge trop libéral en matière
économique, madame Merkel,
à l'extérieur, le trouve
trop laxiste...**

Petit tremblement de terre au sein du Parti socialiste français. "La politique menée depuis deux ans, en France, comme presque partout ailleurs en Europe, s'est faite au détriment de la croissance", a lancé Martine Aubry ce week-end, "Je demande qu'on réoriente la politique économique". Elle propose "une nouvelle social-démocratie" et réclame d'en "finir avec les vieilles recettes libérales".

Martine Aubry n'est pas un "second couteau" du courant socialiste. La fille de Jacques Delors a été plusieurs fois ministre. Elle a été secrétaire générale du PS. Elle fut la rivale de François Hollande lors des primaires qui désignèrent le candidat du PS à l'élection présidentielle. Elle échoua de peu à cette désignation.

Hollande, bien élu face à un Sarkozy usé, bénéficia également d'une majorité de gauche dans les deux chambres parlementaires, l'Assemblée nationale et le Sénat.

Un bon ticket, donc. En a-t-il fait bon usage ? On peut en douter. Socialiste, il a appliqué avec beaucoup de détermination des postulats économiques libéraux. Il a beaucoup augmenté les impôts des Français et largement subventionner les entreprises. Au nom de la recherche d'une meilleure compétitivité, l'homme de gauche qu'il est, s'est attaqué aux corporatismes, aux "contraintes réglementaires" et autres obstacles au "dynamisme actionnarial". Mais ces assouplissements, présentés comme nécessaires à une reprise économique, ont souvent amoindri des mécanismes protecteurs des salariés.

Hollande, mal en point au milieu du gué

François Hollande croyait sincèrement qu'après deux années de rigueur, la fin de son mandat verrait un retour de la croissance avec la possibilité de mesures plus positives pour les Français. On est à mi-mandat et on est loin d'une reprise quelconque. Dans le cadre d'une conjoncture économique européenne très morose, la cure de rigueur imposée a même cassé tout espoir de relance de la demande. Les ménages surchargés d'impôts et voyant reculer leur pouvoir d'achat ont reporté à plus tard nombre de leurs dépenses. C'est l'un des signes de la déflation, forme de crise redoutée par tous les économistes.

Faire baisser le coût du travail peut être une contrainte acceptable par les Français, si les entreprises utilisent ce gain pour investir et embaucher.

Ce n'est aucunement le cas en France. La politique de l'offre leur apparaît donc alors comme infructueuse et injuste, surtout quand elle est menée avec zèle par un gouvernement de gauche ! François Hollande a bien mené quelques réformes, comme la redécoupe des régions et départements (ce qui a inquiété de nombreux élus). Mais d'autres plus sociétales, comme le droit d'adoption par les couples homosexuels, ont braqué les franges les plus conservatrices de la société, sans intéresser la masse des français, uniquement préoccupés par deux dossiers majeurs : leur boulot et le pognon. François Hollande veut donc plus de liberté, moins de contraintes pour les entreprises. Il n'a peut-être pas tort. Dans une économie mondialisée et plus en plus "internetisée", la vitesse de réponse aux attentes du marché est décisive. Mais les salariés qui sont prêts à beaucoup de sacrifices, s'ils sont nécessaires, sont également sensibles à une autre vieille antienne, le partage de la valeur. Les grandes sociétés françaises affichent déjà le meilleur pourcentage de rétribution aux actionnaires en Europe. L'annonce en plein mois d'août, que les dividendes versées par ces dernières, avait augmenté de 30% en 2013, a du saisir de stupeur beaucoup de Français, notamment ceux qui ont du se priver cette année, de partir en vacances...

Cet été, le malaise était même perceptible au sein du gouvernement socialiste, aboutissant à un remaniement et à une équipe plus resserrée. Le 1er ministre Jean-Jacques Ayrault a donc laissé sa place au jeune Manuel Valls, très social-libéral et situé à droite de l'échiquier du PS. La nomination au poste de ministre de l'Economie du très jeune Emmanuel Macron, à peine sorti de la banque Rothschild, en a surpris plus d'un. Le message de François Hollande était très clair : de la réforme, encore de la réforme, toujours de la réforme, et avec

François Hollande coincé entre deux dames



un peu de chances, les Français reverraient la croissance mais au mieux, pas avant 2017. Du coup, les "socio-libéraux" du gouvernement ont mis les bouchées doubles : extension du travail le dimanche, réforme du droit du Travail, contrôle de plus en plus rigoureux de chômeurs de plus en plus nombreux, réduction de la couverture sociale, nouvelles économies budgétaires... Au résultat, avec 15% d'opinions positives, jamais un président de la République française ne fut aussi impopulaire et 80% de Français souhaitent qu'Hollande ne se représente pas à un second mandat en 2017.

"Il faut changer de ligne" martèle Martine Aubry, après ne s'être guère exprimé lors de deux premières années du mandat de François Hollande. Martine Aubry dit tout haut ce que beaucoup d'élus socialistes, entre autre inquiets pour leur mandat, pensent tout bas. L'actuelle politique avait déjà amené le départ plus ou moins volontaire de quelques ministres et l'apparition d'un groupe d'une quarantaine de députés socialistes dénommés les "frondeurs" qui s'abstiennent sur les votes budgétaires.

Leurs rangs pourraient grossir significativement après le coup de colère de Martine Aubry : "la maire de Lille a des troupes, de nombreux relais à gauche et une côte de popularité très élevée dans l'électorat socialiste" note Les Echos. Bref, François Hollande a trouvé sa véritable opposante alors que la droite classique se déchire dans une longue "guerre des chefs" et que Marine Le Pen, qui a révélé un réel talent politicien, est encore très loin des marches du pouvoir.

Renaissance d'un certain anti-germanisme

François Hollande a une seconde conviction, l'importance stratégique de la construction européenne. Il devrait sur ce thème, pourrait-on penser, recueillir un vaste consensus. Que nenni ! Tout d'abord parce que les Français sont plutôt méfiants vis-à-vis d'une construction supranationale qui leur paraît bien lointaine et surtout sans contrôle. Rappelons qu'en 2005, convoqués en référendum, une très nette majorité d'entre eux avaient voté "non" à toute extension de pouvoir donnée à l'Union européenne. Nicolas Sarkozy s'était assis sur ce vote populaire en imposant le Traité de Lisbonne. Mais la défiance reste vive. D'autant que l'UE a dorénavant une nouvelle patronne musclée : Angela Merkel. Depuis quelques années, Berlin donne le "la" dans le domaine des politiques économiques menées dans les 28 états-membres. Avec une philosophie toute de raideur germanique. Dans les années 1990, l'Allemagne avait traversé

une mauvaise passe économique, due notamment aux coûts de la réunification avec l'Allemagne de l'Est. Mais elle était sortie de la récession de façon remarquable en menant une politique extrêmement vertueuse, tout au moins aux yeux des partisans de l'orthodoxie budgétaire : lutte contre tous les déficits, grande flexibilité du marché du travail, contrôle rigoureux de la masse monétaire, articulation intelligente de l'industrie et de la banque, développement des secteurs phares germaniques (machines-outils, automobile...).

Ayant brillamment réussi son rétablissement, l'Allemagne devenue de loin la 1ère puissance économique européenne, n'a eu de cesse que de convaincre ses partenaires européens des vertus de ses solutions, douloureuses peut-être dans un premier temps mais ô combien efficaces...

La pression allemande s'est faite impérieuse quand l'Europe fut secouée par la crise financière de 2008/2009 qui vit une quasi faillite de plusieurs pays du sud du continent (Grèce, Portugal, Italie, Espagne...). Au 1er rang des mauvais élèves visés par Berlin, figurait notamment la France, décriée outre-Rhin pour ses éternels déficits budgétaires. Comme un grand nombre de pays européens ont dorénavant une monnaie commune, l'Euro, l'Allemagne ne voulait surtout pas devenir le banquier d'une famille très dispendieuse. On la comprend. Mais l'application dogmatique et généralisée de l'austérité budgétaire qui interdit aux états d'investir dans les secteurs prometteurs, et de l'austérité salariale qui tue la consommation, réduit certes quelques problèmes systémiques comme l'inflation ou l'accroissement de la dette des états, mais elle contribue aussi à interdire toute croissance, sauf pour un pays champion dans certains secteurs et capables de vendre beaucoup à l'exportation... comme l'Allemagne ! D'autant qu'une politique de l'Euro fort continue d'attirer les investisseurs étrangers vers ce pays.

"Les brillants experts européens auraient pu s'aviser que si tout le monde mettait sur le pied sur le frein, la voiture s'arrêterait" commente Laurent Joffrin, dans Libération. Et de fait, la récession a gagné durablement le Vieux Continent, menaçant même l'Allemagne, grande exportatrice vers les marchés européens !

Ce pays a remporté d'indubitables succès comme en attestent un chômage très faible, une dette réduite et une balance commerciale en excédent. Mais ces performances ne doivent pas faire oublier la précarité d'un très grand nombre d'emplois, la stagnation des salaires (le pouvoir d'achat n'a pas augmenté depuis 14 ans) et le fameux consensus social allemand s'étiole comme en attestent les très nombreuses grèves récentes.

L'Allemagne souffre également deux difficultés

structurelles inquiétantes : sa démographie négative avec un pays qui vieillit rapidement et qui voit sa population décroître (la France sera plus nombreuse d'ici 2025) ; les économies réalisées ont nui aux investissements nécessaires et fragilisé certaines infrastructures, notamment dans le transport. Angel Merkel aurait en début de semaine concédé un petit geste aux ministres français Sapin et Macron, venus à Berlin, plaider pour un programme de relance européen de 50 milliards d'euros. L'Allemagne a concédé un "programme d'investissements" mais sans surtout le chiffrer.

Tout cela n'empêche pas l'inflexible ministre de l'économie allemande, Wolfgang Schäube, de réclamer à tout-va de nouvelles réformes budgétaires, en menaçant toute l'Europe de sa badine réglementaire.

La Commission européenne, où l'influence allemande devient de plus en plus sensible, risquerait même de rejeter le budget français, jugé trop "laxiste". Un tel camouflet serait très mal vécu en France et pas seulement dans les hauts cercles de pouvoir. On sent ici et là, en France et ailleurs dans l'Europe, remonter un sentiment antigermanique qui avait depuis longtemps disparu. Dans les périodes de crise, il ne faut pas gratter le sol trop longtemps pour que les vieux démons ressurgissent.

Volte-face d'Ankara

La Turquie a opéré aujourd'hui un changement spectaculaire de sa stratégie en Syrie en annonçant qu'elle autorisait désormais les renforts des "peshmergas" irakiens à rejoindre, via son territoire, la ville kurde syrienne de Kobané assiégée par les djihadistes. Les pressions américaines furent vives pour contraindre Ankara à faire volte-face et modifier le discours officiel turc, naturellement méfiant vis-à-vis des Kurdes et surtout très anti Bachar el-Assad.

La Turquie "est prise dans le piège de la gestion du dossier syrien dans lequel elle s'est enfermée depuis maintenant plus de trois ans, remarque Didier Bignon de l'IFRI, depuis l'été 2011, Ankara n'a eu de cesse que d'œuvrer à la chute de Bachar Al-Assad". Pour ce faire, la Turquie, pariant sur une chute rapide du régime syrien, a développé une politique de soutien inconditionnel aux multiples groupes d'insurgés syriens et a fait pour le moins preuve d'une réelle complaisance à l'égard des groupes islamistes les plus radicaux. "Mais ces erreurs d'appréciation, et les choix politiques erronés qui en découlent, sont exactement les mêmes que celles commises par les puissances occidentales et la plupart des États arabes" remarque le chercheur.



Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



Des villes d'«histoires» !

ALGER BLESSÉE LUMINEUSE. Portraits. De Daikha Dridi (photographies de Louiza Sid-Ammi et préface de Ghania Mouffok). Editions Barzakh Editions, 216 pages, 500 dinars, Alger 2008 (Editions Autrement, France 2005).



ALGER
blessée et lumineuse

En fait ce sont moins des portraits d'individus ou de groupes (19) que des «aventures de vie» d'Algérois (des gens résidant à Alger et pas nécessairement issus ou nés à Alger, ce qui donne des regards bien plus vrais, pour ne pas dire objectifs). A travers eux, on découvre la Capitale, mais aussi l'Algérie que la décennie... rouge a profondément blessée et qui tente, péniblement, mais de manière décidée, «engagée», de se sortir des borborygmes de toutes sortes engendrés (chaos urbain, justice ignorée ou bafouée, droits élémentaires piétinés, commerce anarchique, culture nivelée par le bas, jeunesse déboussolée, arrogance des nouveaux riches...) de s'en sortir. Heureusement, grâce à des hommes et à des femmes, connus ou non, jeunes ou moins jeunes, mais tous héroïques quelque part (des «arpenteurs», des «panseurs», des

«combattants», des «artistes», des «passeurs»...) aux itinéraires complexes et singuliers, de la lumière est encore là ou commence à poindre. Encore un effort et elle est atteinte. C'est ce qu'a réussi à transmettre comme message l'auteure... une journaliste qui connaît son terrain.

Belles photos (paysages et portraits) en noir et blanc de Louiza Sid-Ammi. On y voit toutes les blessures mais aussi bien des lumières d'espérance. Très belle mise en page. De la qualité «Barzakh» !

Extraits : «Alger (...) cultive ses deuils dans l'indifférence de ses gens sans mémoire, parce que Alger est une ville de peu de mémoire mais qui croit en son avenir» (Ghania Mouffok, préface, p 13), «Alger est une ville de ci-

gales, pas de fourmis, une ville qui s'invente au jour le jour, d'où cette impression de désordre, d'inachevé se pavanant de chantiers en chantiers, enfermée dans son orgueil démesuré de capitale provinciale» (Ghania Mouffok, préface, p 13), «Alger est une ville éternelle la journée, majestueusement sereine au coucher, comateuse la nuit» (Daikha Dridi, p 18), «Alger aujourd'hui donne l'image d'un cancer qui est en train de métastaser» (Larbi Marhoum, architecte, p 39), «Une plaie qui n'est pas curée va tout le temps produire du pus et de la gangrène. Une fois que le bilan est fait, le traitement peut être entamé, par la transparence et la justice, les Algériens ont besoin de conscientiser ce qui leur est arrivé, de regarder les choses en face, et ils doivent assumer cela sur le plan historique et non pas refouler» (Hocine Zahouane, p 107).



NORA SARI

Un concert à Cherchell

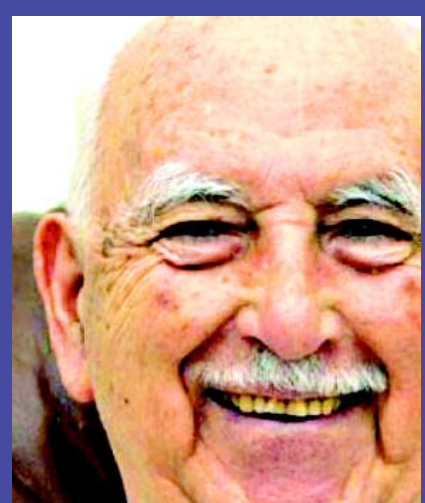
Un concert à Cherchell. Ouvrage mémoriel (et autobiographique) de Nora Sari. Casbah Editions, 363 pages, 750 dinars, Alger 2013 (L'Harmattan, Paris 2012)

Enfin, un gentil livre. Il faut de tout pour faire de la (bonne) littérature, n'est-ce pas ? Le livre raconte la vie (sinon heureuse, du moins tranquille) cherchelloise des années 40-50. Mais, seulement la vie de la population citadine, seulement la vie d'une catégorie bien précise... les vieilles, grandes et bonnes et familles, entre autres les Baba-Ali, les Ghobrini, les Sari, les Youcef Khodja. Une saga familiale, et tout son environnement entre Cherchell et El Biar. Tout y est décrit avec minutie et force détails (un peu trop ?). La vie de tous les jours, presque «dorée», les traditions, us et coutumes, la réussite des recettes de cuisine, l'amour de la belle musique arabo-andalouse, le respect des anciens, les bouqalates, les plaintes, les berceuses (Oh, les belles pages ! à qui il ne manque que le texte original...en arabe), et...Un cercle bien fermé, bien que ne refusant pas les bienfaits du modernisme qui pointait son nez. Le tout dans une ambiance de cohabitation paisible (sauf avec cer-

tains voisins de certaines autres villes voisines, «piquées» au passage)...chacun, bien sûr, vivant comme il l'entend et sans se mêler des affaires des autres, y compris les habitants d'origine européenne... et l'on ne se sent pas en «colonie». D'ailleurs, la politique est quasi-absente. Peut-être, avec le rappel de la résistance de Malek Berkani (pp 249-252). Un livre excellentement écrit, parcouru de mots souvent bien bizarres... de nos jours (cachectique, tintannabulantes, glyphes, exèdre, bornoyer...), c'est-à-dire pour ceux qui ne maîtrisent pas le français académique... le français des profs'...du «bon vieux temps».

De la nostalgie utilitaire. En tout cas, peut servir aux sociologues des villes et aux «grandes familles». On attend avec impatience d'autres confessions d'autres auteurs (e)s pour d'autres villes (Constantine, Annaba, Médéa, Jijel, Bejaia...)

Extraits : «Les murs des maisons de la médina étaient aveugles. Les fenêtres, les balcons, les terrasses existaient bel et bien, mais, tout comme les femmes, ces lieux étaient voilés puisqu'ils étaient résolument tournés vers le patio» (p 93), «Les canons de la beauté chez les Algériens et les Arabes en général s'arrêtaient au teint, le plus clair possible et au poids : le plus généreux... Quoique... dès les années quarante, l'irruption du cinéma français et égyptien dans les mœurs, ainsi que les catalogues et les magazines de mode, avaient annihilé ces canons obsoletés...» (p 94), «Mais les pauvres (de Lella) ne vivaient pas en ville !... Inconnus, anonymes, ils n'appartenaient pas à notre communauté, et c'est pour cela que leur sort n'inquiétait pas les citadins outre mesure» (p 148), «A Cherchell, souvent, le prétendant est connu : cousin, voisin... Dans les grandes familles, on se marie entre soi. (p 285)



SI BELCOURT M'ÉTAIT CONTÉ. Séquences de vie de Messaoud Djennas. Casbah Editions, 205 pages, 750 dinars, Alger 2014.

Une autobiographie ? Des mémoires ? La description d'un grand quartier ? Une analyse sociopolitique ? Un peu de tout, de tout un peu.

Belcourt (aujourd'hui Belouizdad, du nom d'une des plus grands icônes du Mouvement national, décédé trop tôt, usé par la lutte clandestine bien avant 54) est un quartier au monde (encore) foisonnant et hétéroclite. Un carrefour et un rond-point... que les manifestations du 8 mai 45 et surtout du 11 décembre 60 (ces dernières précédées, il faut le répéter et le répéter encore et encore, par celles du 10 décembre à Aïn Témouchent, «bien que d'une ampleur moindre»... et dans d'autres villes du pays)... puis -après l'Indépendance - son club de football (surtout du temps de Hacène Lalmas) ont rendu célèbre. Comme la Casbah, avec sa blancheur et sa «Bataille».

Durant la période coloniale décrite par l'auteur, on y retrouvait de tout : Arabes, Européens de toutes confessions... mais tous appartenant à la sous-classe moyenne (la mère de Camus faisait les ménages), avec une pincée de familles dites aisées (Hamoud Boua-

lem, Tiar, Brihmat, Ben Lakhal, Hadj Ham-mou, Bensiam, Sid Ali M'Barek...). Une sous-classe moyenne flirtant quotidiennement sinon avec la pauvreté, du moins en recherche continue de sa pitance quotidienne. On cohabitait. Presque aucun apartheid (visible), mais sans trop de mélanges, chacun dans son monde. «Ainsi était vécue une réalité coloniale : cohabitation forcée avec les Chrétiens et les Juifs, dans un modus vivendi excluant tout affrontement des communautés, que tout séparait par ailleurs».

D'ailleurs, cette cohabitation ne concernait pas uniquement les Algériens et les Européens, mais aussi, dans une moindre mesure (la religion étant un ciment rassembleur, puis par la suite, la résistance et lutte contre l'occupant) les composantes d'un système communautariste qui s'était installé. «Progressivement, s'étaient implantées (à Belcourt) les communautés kabyle, djidjellienne, biskrie, mozabite, à côté de la population belcourtoise de souche et d'autres communautés nettement moins importantes, avec leurs particularismes, qui avaient fini par engendrer un

régionalisme des plus négatifs...». Des particularismes qui durent encore ? Heureusement qu'il y a le CRB !

Un contenu qui ne correspond pas très exactement au titre. En fait, c'est surtout Belcourt à travers la Révolution algérienne. Il faut s'en contenter !

Extrait : «L'Histoire ayant largement consacré la suprématie, puis le triomphe de l'idéologie nationaliste révolutionnaire, l'Intelligentsia algérienne se trouvera ainsi constamment marginalisée, tant avant le 1^{er} Novembre 1954 que durant la guerre d'indépendance et dans l'Algérie actuelle, pour le grand malheur du peuple algérien» (p 16), «En somme, pour ne pas succomber à une mort programmée par l'inducteur, la société indigène vivait dans une coquille sociale, un moule forgé par les antiques traditions berbères et les valeurs hautement moralisatrices de l'Islam, en attente du jour «J» de sa résurrection, alors que la société française baignait dans un paradis social qu'elle voulait et croyait éternel...» (p 62)

La haine des frontaliers, fonds de commerce de l'extrême droite genevoise

Rue89

Les Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG) comptent depuis de nombreuses années, une forte présence d'employés frontaliers. Comprendre : des travailleurs qui habitent de l'autre côté de la frontière, en France.

Impossible d'avoir des chiffres sur la proportion de travailleurs français. Le sujet est sensible. En février 2012, celui qui était alors directeur général des établissements, Bernard Gruson, défraya la chronique en déclarant qu'il faudrait dorénavant éviter de nommer des frontaliers aux postes de responsables d'unités de soins. Il avait alors reçu le soutien de Pierre-François Unger, le président du Conseil d'Etat genevois [l'exécutif cantonal] de l'époque. En mars de la même année, Bernard Gruson a récidivé et prévenu qu'«il [fallait] arrêter le recrutement systématique des frontaliers dans les HUG», déclarant :

«La préférence doit être donnée au candidat local, même s'il est moins bon.»

«BRÛLONS LEURS MAISONS, LEURS VOITURES. FRONTALIERS, DÉGAGEZ DE GRÉ OU DE FORCE»

Ce fut la première fois qu'un tel discours anti-frontaliers était affiché par un haut responsable d'une structure ou régie (comme on dit de ce côté-ci de la frontière) cantonale. Le mois suivant ces déclarations, un tract anonyme s'en prenant à «cette racaille frontalière» était retrouvé aux HUG.

Ce tract dénonçait l'«arrogance», la «pollution», le «mépris», l'«insolence» et les «privilèges» des quelque 90 000 frontaliers, domiciliés en Haute-Savoie et dans l'Ain, qui viennent travailler chaque matin dans le canton de Genève. Après s'être demandé si Genève était devenu le 96e département français, ce texte annonçait que «désormais la guerre totale [était] déclarée» :

«Brûlons leurs maisons, leurs voitures. Frontalier(e)s, dégagez de gré ou de force.»

Depuis, Bernard Gruson, le président des HUG, a pris sa retraite et a été remplacé.

Devant le principal site des hôpitaux de Genève, nous rencontrons des blouses blanches en pause cigarette. Selon un infirmier frontalière qui a plus d'une douzaine d'années dans le service, l'ambiance se serait améliorée :

«Quand le nouveau directeur est arrivé, il a serré la main de tout le monde, le premier jour.»

A quelques mètres de lui, deux laborantines suisses nous font part d'un autre point de vue :

«On est deux Suisses sur 25 dans notre service ! On nous a promis un rééquilibrage au profit des Suisses mais ça n'arrive pas. Tant que les chefs seront frontaliers, ça ne s'améliorera pas. C'est une question de copinage.»

«LES FRONTALIERS VIENNENT NOUS PIQUER NOTRE POGNON»

Il n'y a pas qu'entre les murs des hôpitaux genevois que les Suisses se lâchent. Au hasard d'une rue de Genève, nous avons croisé cette dame, «Suisseuse de souche», comme elle se qualifie, qui nous affirme que les frontaliers viennent «piquer [leur] pognon».

Une frontalière, Laure - le prénom a été modifié -, 52 ans, travaille dans l'administration genevoise depuis bientôt 30 ans. Elle tente de nous décrire l'ambiance :

«Tu entends les conversations dans les bus, les gens qui font des remarques... C'est très diffus, il n'y a pas de rixes dans la rue, c'est sûr. C'est des petites piques, dans les manchettes des journaux. Ou même dans les affiches pour les campagnes de votation,

En Suisse, dans le canton de Genève, deux partis populistes (l'Union démocratique du centre et le Mouvement citoyen genevois) recueillent plus de 20% des suffrages en faisant du discours anti-frontaliers leurs fonds de commerce. Là-bas, les immigrés qui attisent les haines, ce sont les Français. Reportage sur zone.



qui sont très agressives. Dès qu'il y a le mot frontalière, tu peux être sûr que ce n'est pas gentil.»

Elle explique avoir changé de numéro de plaque d'immatriculation [de 74, la Haute-Savoie voisine, à 17, la Charente-Maritime lointaine] pour devenir une «frontalière invisible». Et ainsi éviter toute sorte d'«agressivité» à son égard :

«Quand je me trompe de route ou que je déboîte, on ne va plus me klaxonner violemment ou me faire une queue de poisson.»

LE RER GENEVOIS, NOUVEAU MOYEN DE TRANSPORT POUR «LA RACAILLE D'ANNEMASSE»

De diffus, ce sentiment anti-frontaliers est passé à très réel au moment des débats sur le CEVA [le RER genevois], censé sceller dans le rail la construction du Grand Genève.

L'Union démocratique du centre (UDC), parti d'extrême droite et premier parti de Suisse, s'était alors fendu d'une publicité éloquent dans la presse genevoise, affirmant que le CEVA était le «nouveau moyen de transport pour la racaille d'Annemasse», la ville française voisine de Genève, classée en Zone de sécurité prioritaire (ZSP).

POURQUOI TANT DE HAÏNE ?

Cette défiance vis-à-vis des étrangers, et plus précisément des frontaliers aurait débuté «il y a 5 ou 6 ans», estime la responsable d'Economie Suisse (le syndicat patronal helvète). La faute à la crise et au chômage ? Le secrétaire général du Groupement transfrontalier européen (GTE, qui défend les intérêts des frontaliers), Jean-François Besson, répond :

«Il n'y a pas de crise économique à Genève. Ou alors on rêverait tous d'avoir une crise économique comme celle-là.»

Le taux de chômage dans le canton de Genève tourne autour de 5,3% en 2013, soit l'un des plus élevés de Suisse. Mais l'un des plus faibles d'Europe. Quant à la croissance, c'est l'une des plus fortes d'Europe (+2,5% à l'horizon 2015).

Le développement de ce sentiment anti-frontaliers date de l'application des accords bilatéraux de libre circulation des personnes signés entre la Suisse et l'Union européenne.

Le nombre de travailleurs frontaliers a doublé entre 2002 et 2012 : ils sont passés, dans le seul canton de Genève, de 32 900 à plus de 65 000. La part des emplois occupés par des frontaliers à Genève était estimée à 23% en 2012.

Plus nombreux, les frontaliers n'occupent plus seulement des postes d'ouvriers ou d'employés. Les cadres sup' sont arrivés en masse. Ce qui générerait un «malaise» à

l'égard des frontaliers, selon Cristina Caggini, la directrice romande d'Economie suisse :

«Avec les bilatérales, on a pu embaucher plus facilement des cadres européens. Par conséquent, certains cadres suisses qui jusque là n'étaient pas en concurrence avec des Français ou des Allemands se sentent menacés.»

Bernard Debarbieux, professeur au département de Géographie à l'Université de Genève va dans le même sens :

«Il y a 20 ans, l'immense majorité des emplois occupés par les frontaliers était des emplois peu qualifiés. Et puis quelques années plus tard, les activités numériques ont explosé à Genève, et on a vu de plus en plus d'emplois de cadres, de directeurs occupés par des frontaliers, qui eux étaient formés. Il y a eu une montée en qualification, et ça a contribué à attiser le sentiment anti-frontaliers.»

ENVIRON 100 000 PERSONNES QUI PASSENT LA FRONTIÈRE TOUS LES JOURS

Autre aspect, beaucoup plus concret, de la montée du sentiment anti-frontaliers : le trafic pendulaire. Selon Jean-François Besson, du GTE, il y a environ 70 000 frontaliers titulaires d'un permis de travail, et entre 30 000 et 40 000 personnes qui n'ont pas de permis (car ils ont la double nationalité ou bien ils sont Suisses), mais qui vivent en France et travaillent à Genève.

Cela signifie que quelque 100 000 personnes passent la frontière, tous les jours, pour aller travailler à Genève. «Ça engendre des nuisances importantes. Quand vous habitez dans un petit village à proximité de la frontière, vous avez 10 000 voitures qui passent tous les jours devant chez vous.

Concernant le logement, ça a créé une rareté. Pour un genevois, aujourd'hui, il est quasiment impossible de trouver un logement dans sa ville. Et puis, évidemment, ça a créé un sentiment, diffus mais réel, d'envahissement.»

Le 9 février dernier, il a soutenu l'initiative populaire de l'Union démocratique du centre (UDC), le principal parti d'extrême droite suisse avec qui il a noué des alliances au niveau local et national. Ce référendum visant à mettre fin à «l'immigration de masse», a été un succès pour l'UDC et le MCG et aura un impact direct sur la réduction du nombre de frontaliers à Genève. L'initiative prévoit le rétablissement de contingents pour les frontaliers, c'est-à-dire des quotas de travailleurs étrangers, établis préalablement pour chaque canton, en fonction de ses besoins.

Ce printemps, c'est toujours le MCG qui a réussi à lancer une initiative pour empêcher le versement de 3,1 millions de francs suisses (environ 2,5 millions d'euros) par le Canton de Genève pour la construction de ces P+R de l'autre côté de la frontière. Le vote du 18 mai a été remporté par les populistes au terme d'une campagne où les frontaliers ont été la cible de toutes les attaques du MCG. Résultat, les populistes ont bloqué la construction de l'agglomération transfrontalière. Pour leur plus grand bonheur.

POUR LA COM' POPULISTE : «LE CHOC DES MOTS, LE POIDS DES PHOTOS»

Une affiche de l'UDC lors de sa campagne pour l'expulsion des criminels étrangers.

Outre le mutisme des partis non populistes dominants, le MCG doit probablement son succès à une communication proche de celle de l'UDC, non avare d'images et de slogans «choc». C'est ce parti qui avait, rappelez-vous, fait campagne pour le renvoi des criminels étrangers.

Du côté du MCG, c'est un autre style. L'un de leurs slogans de campagne pour les élections au Conseil d'Etat de Genève fut :

Nous avons rencontré Pascal Spuhler, l'un des chefs de file du parti. Vice-président et député MCG au Conseil d'Etat de Genève, il se justifie :

«On se doit d'être efficace, de faire passer des messages. On reprend la devise de Paris Match : 'Le choc des mots, le poids des photos'. Le but recherché n'est pas de cliver. Il ne faut pas se sentir visé, on ne reproche rien à l'individu.»

«PRÉFÉRENCE CANTONALE»

Nous avons interrogé le chef de l'exécutif genevois, François Longchamp. Le président (Libéral-Radical) du Conseil d'Etat de Genève, juge que le MCG est «un parti populiste qu'il faut craindre» :

«Il distille des discours d'animosité à l'endroit de nos voisins. Sur le plan social et le plan des relations des populations, ce n'est jamais bon d'expliquer que tous nos maux viennent de ceux qui habitent à 10 kilomètres d'ici. Du point de vue économique, ce n'est pas bon du tout, puisque les français occupent une partie des emplois que notre insuffisance de main d'oeuvre ne permettrait pas d'occuper.»

Si l'on en croit les déclarations de cet homme politique de droite, le MCG serait au ban de la politique genevoise. Il n'en est rien. Les thèses du MCG progressent.

Ainsi, l'idée de «préférence cantonale» (privilégier les Genevois aux frontaliers) a été reprise. Les élus refusent d'en parler en ces termes. Pourtant, en 2011, des circulaires

ont été envoyées aux services de l'Etat et aux services publics (comme les hôpitaux et les Transports genevois - TG) pour privilégier l'embauche de «chômeurs résidents».

François Longchamp a même évoqué le développement de cette «préférence» lors du «Discours de Saint-Pierre», le 10 décembre 2013, qui est la prestation de serment du Conseil d'Etat par son président :

«Enfin, mieux encore qu'il ne le fait aujourd'hui, l'Etat veillera à ce que les emplois qu'il pourvoit ou qu'il subventionne soient proposés aux demandeurs d'emplois locaux, lorsqu'ils disposent des compétences adéquates.»

Dans le secteur privé, l'idée d'une «préférence cantonale» progresse également. Selon une étude de l'Observatoire universitaire de l'emploi, les employeurs préfèrent les Genevois aux frontaliers.

«LE TRAVAILLEUR FRONTALIER NE DÉPENSE PAS D'ARGENT EN SUISSE»

Si l'on en croit le MCG, les Français ne sont nullement visés. Pascal Spuhler affirme «défendre les régions», ne reniant pas des affinités avec certains partis régionalistes comme «Savoie Libre», voire carrément xénophobes comme la «Ligue du Sud». Non, le MCG défendrait simplement son canton genevois et son économie genevoise.

Il reproche aux frontaliers d'avoir «le beurre et l'argent du beurre». Un frontalière profiterait du bon salaire suisse, sans faire vivre l'économie locale :

«Le travailleur frontalière passe la frontière, prend peut-être un petit café à midi et repart, c'est tout. Il ne dépense pas d'argent en Suisse.»

Cette rhétorique du «frontalière profiteur» est connue. S'ils ne payent pas d'impôts sur le revenu en France, les frontaliers n'en sont pas moins imposés à la source en Suisse et contribuent de facto à la richesse du canton, comme l'analyse le quotidien Le Temps :

«En 2012, le canton de Genève a récolté 786 millions de francs par le biais de l'imposition des travailleurs frontaliers, suisses ou français. Sur ce montant, 688 millions sont restés à Genève (518 millions pour le canton, 170 pour les communes) et 98 millions ont été reversés à la Confédération. En parallèle, 253 millions ont été rétrocédés aux deux seuls départements de la Haute-Savoie et de l'Ain, au titre d'un accord international de compensation financière datant de 1973.

Le bilan est donc largement positif pour le canton de Genève.

«LA FRONTIÈRE, COMME RÉSISTANCE À L'UNION EUROPÉENNE ET À LA FRANCE»

Le sentiment anti-frontaliers et cette tendance au repli est un paradoxe genevois :

- Les voisins français vont travailler tous les jours à Genève et font tourner une économie genevoise en bonne santé.
- De nombreux suisses habitent «sur France», où le prix du mètre carré est moins prohibitif, même s'il commence à sévèrement augmenter.
- Les Suisses passent tous les jours la frontière pour faire leurs courses dans les supermarchés français.

Pour le géographe Bernard Debarbieux, il faut aller chercher l'explication de ce paradoxe dans un repli d'ordre identitaire :

«On n'a jamais autant attaché d'importance à la frontière que depuis l'entrée de la Suisse dans Schengen. Les Genevois cultivent une nostalgie de la frontière comme si elle était le dernier bastion de résistance face à l'Union européenne et à la France qui menacerait Genève. L'autre voie pour Genève, ville internationale, serait de s'inventer une identité cosmopolite en dépassant les identités sectorielles.»

Le label Etat islamique s'exporte bien en Asie du Sud-Est

Le groupe jihadiste philippin, Abu Sayyaf, qui a prêté allégeance en juillet à l'EI, menace de décapiter l'un de ses deux otages allemands vendredi.



L 'ultimatum a été fixé vendredi 17 octobre à 15 heures (8 heures, heure française). A cette date, le groupe islamiste Abu Sayyaf menace de décapiter l'un des deux otages allemands qu'il détient depuis avril si l'Allemagne ne répond pas à ses exigences. Basé dans le sud des Philippines, Abu Sayyaf demande le versement d'une rançon de 250 millions de pesos (4,4 millions d'euros) et l'arrêt du soutien de Berlin aux opérations des Kurdes et aux frappes américaines contre l'Etat islamique en Syrie et en Irak. Le groupe a prêté allégeance à EI en juillet. Dans une vidéo postée sur YouTube, même si selon plusieurs experts, cette démonstration de foi à EI est surtout le moyen pour Abu Sayyaf de faire parler de lui alors qu'il est en perte de vitesse, elle a été prise au sérieux par le gouvernement philippin. Fin septembre, Manille a dépêché un millier d'hommes dans l'île de Sulu où l'organisation retiendrait les otages. Et surveille de près les agissements de certains militants radicaux qui recrutent pour l'EI dans le Bangsamoro, le sud musulman du pays.

«L'AVANT-GARDE D'UNE FORCE DE COMBAT»

Cette affaire est le dernier signe en date que l'Etat islamique gagne en audience dans les rangs des militants jihadistes d'Asie du Sud-Est. L'organisation jihadiste constitue même une menace directe pour les Etats de la région qui abrite de grands pays musulmans. Ses appels à organiser des attentats et à «frapper, égorger des infidèles d'Amérique, de France ou leurs alliés», comme elle l'a déclaré le 22 septembre, risque de relancer les attaques terroristes qui ont endeuillé la région au début des années 2000. Des experts et plusieurs gouvernements d'Asie du Sud-Est redoutent que des volontaires partis combattre dans les rangs d'EI reviennent nourrir un militantisme extrême dans leurs pays d'origine. «Ils pourraient devenir l'avant-garde d'une force de combat qui atteindrait l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines», écrivait, fin septembre, l'Institut pour l'analyse politique des conflits (Ipac) dans un rapport informé sur l'évolution d'EI en Indonésie.

Selon l'amiral Samuel Locklear qui commande les forces américaines dans le Pacifique, un millier de combattants d'Asie auraient rejoint la Syrie et l'Irak pour se battre aux côtés de l'EI. «Ce chiffre pourrait être plus important», a-t-il avancé lors d'une conférence de presse au Pentagone le 25 septembre.

«LA MAJORITÉ NE CHERCHERA JAMAIS À ALLER EN SYRIE»

En Asie du Sud-Est, des rassemblements en soutien à l'Etat islamique ont ameuté

des foules. En Indonésie, des milliers de militants ont prêté allégeance à EI après que celui-ci eut proclamé un califat islamique entre l'Irak et la Syrie le 29 juin. «Fin août, ils étaient environ 2 000 à avoir prêté serment, indique l'Ipac. La grande majorité de ces personnes ne cherchera jamais à aller en Syrie et n'a pas d'attrance pour la violence. Mais les chiffres sont une indication de l'intérêt que peut générer l'idée d'un califat au sein d'un public dévot.»

L'Ipac préfère avancer le chiffre d'une centaine d'Indonésiens engagés en Irak et en Syrie. L'institut précise que la police indonésienne connaît l'identité de 56 d'entre eux dont quatre se seraient fait exploser avec leurs bombes. De son côté, l'agence antiterroriste a répertorié 34 personnes qui ont rejoint l'EI ces derniers mois. Dans la Malaisie voisine, ce sont 30 à 40 hommes au minimum qui sont partis faire le jihad en Irak et en Syrie. Malaisiens et Indonésiens ont même créé une unité militaire pour partager la même langue, des intérêts et des objectifs communs. Conscientes du danger, les autorités de deux pays ont renforcé leur vigilance. Jakarta a édicté une circulaire en sept points pour endiguer la diffusion des idées d'EI et a procédé à plusieurs arrestations. Kuala Lumpur dit avoir déjoué des projets d'attentats et mis la main sur 19 islamistes radicaux qui envisageaient des attaques dans des bars, des brasseries et des discothèques. Au Bangladesh, au Japon – d'où 9 combattants seraient partis pour rejoindre l'EI –, ainsi qu'en Australie, de nombreuses perquisitions et des arrestations ont eu lieu ces dernières semaines.

L'INDONÉSIE, ÉPICENTRE DE L'ISLAMISME RADICAL

Les gouvernements ont tiré les leçons des années 90. L'Indonésie, qui reste l'épicentre de l'islamisme radical dans la région, est restée en alerte en contrôlant et en affaiblissant les fondamentalistes. Une mission qui figure sur la feuille de route du nouveau président, Joko Widodo, qui prend ses fonctions le 20 octobre à Jakarta. Les capitales de la région redoutent la répétition du scénario des années 80-90. Partis combattre les Soviétiques en Afghanistan, des centaines d'Indonésiens, de Malaisiens, de Philippines étaient revenus entraînés et endoctrinés par Al-Qaeda, avant de commettre des attentats et des prises d'otages.

Trente ans après, le contexte a changé. «Alors que la lutte des moudjahidin afghans a été largement acceptée et soutenue, rappelait dernièrement l'expert de l'islam politique pour la Brookings Institution, Joseph Chinyong Liow, l'Etat islamique a créé des divisions parmi les groupes radicaux en Asie du Sud-Est. Certains ont même rejeté et condamné avec virulence l'organisation. Le recrutement terroriste a perdu l'avantage tactique de la surprise.»

L'Allemagne croule sous les demandes d'asile

Notre voisin est le pays qui accueille le plus de personnes en quête de refuge, loin devant les États-Unis et la France. Explications.

Le Point

La hausse rapide du nombre de demandeurs d'asile en Allemagne commence à créer de sérieuses tensions dans tout le pays. Durant la nuit de samedi à dimanche dernier, deux cocktails Molotov ont été lancés sur un centre d'accueil situé à Groß Lüsewitz, près de Rostock (nord du pays), dans lequel vivent huit familles originaires de différents pays. La police, qui n'a toujours pas trouvé les responsables de cette attaque, a depuis posté des agents devant le petit immeuble en cours de rénovation.

Cet attentat n'est pas le premier du genre. Le propriétaire d'un ancien hôtel qui abrite 150 réfugiés dans la ville de Bautzen, à l'est du pays, a été menacé de mort à deux reprises. Le Spreehotel est aujourd'hui entouré d'un haut grillage surmonté de fil de fer barbelé, rappelant ainsi les heures sombres du mur de Berlin. Dans un autre foyer allemand situé en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, dans le nord-ouest de l'Allemagne, une photo montrant un demandeur d'asile menotté, allongé ventre à terre sur le sol avec le pied d'un gardien écrasant son cou, a choqué toute la nation. Sur une vidéo récupérée par la police, deux hommes non identifiés forcent un réfugié à s'allonger sur un matelas couvert de vomis. La ministre-présidente social-démocrate de ce Land, Hannelore Kraft, a reconnu qu'il n'y avait «pas assez de contrôles» dans les centres «d'accueil» qui sont souvent surveillés par des gardiens travaillant pour des agences privées de sécurité. Mais les pouvoirs publics n'arrivent plus à gérer l'afflux massif de réfugiés. À Munich, des lits superposés ont été installés à la hâte dans des tentes qui abritaient quelques jours plus tôt la Fête de la bière.

"NOUS NE POUVONS PAS RÉSOUDRE TOUS LES PROBLÈMES DE PAUVRETÉ DU MONDE"

Depuis le début de l'année, le nombre de Syriens qui ont demandé l'asile à Berlin a quasiment triplé et celui des Irakiens a



doublé. D'après l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), notre voisin est le pays qui accueille les plus de personnes en quête de refuge (110 000 depuis le début de l'année), devant les États-Unis (85 000) et la France (60 000). Le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière, pense recevoir en 2014 et 2015 près de 200 000 demandeurs d'asile par an contre 130 000 l'an dernier et... 50 000 en 2011. L'année dernière, les 16 États-régions ont englouti 1,52 milliard d'euros pour aider ces immigrants. Mais ce budget est aujourd'hui trop limité pour répondre aux besoins actuels. La ville de Düsseldorf doit ainsi dépenser 1 150 euros par mois pour financer l'hébergement de chacun des 500 demandeurs d'asile qu'elle a placés dans des hôtels. Pour tenter d'enrayer cette vague d'arrivée, l'État fédéral a déjà durci le mois dernier sa politique d'accueil envers les immigrants originaires des Balkans. «Nous ne pouvons pas résoudre tous les problèmes de pauvreté du monde dans notre pays», résume Thomas de Maizière. Mais l'avancée des djihadistes du groupe État islamique en Syrie et en Irak, tout comme l'interminable crise afghane, devraient encourager de plus en plus de civils à chercher l'asile en Allemagne. Jusqu'alors épargnée par la montée du nationalisme, la république fédérale fait face aujourd'hui à un réel danger de radicalisation d'une partie de sa population.

France : même les réfugiés ne veulent pas rester



La crise des migrants qui couve à Calais ces dernières semaines inspire à cet editorialiste américain un réquisitoire grinçant contre la France, ce pays amorphe qui ne séduit même plus des Africains fuyant la misère et la guerre.

Courrier international

Natacha Bouchart a déclaré la semaine dernière que sa ville était en état d'urgence. Selon la maire gaulliste de Calais, la ville est «prise en otage» par quelque 1 200 migrants africains, venus pour la plupart d'Erythrée, qui attendent dans des camps de fortune de pouvoir traverser la Manche à bord de camions. C'est une manière d'envisager le problème...

Avec son sens de la mise en scène (elle a récemment menacé de mettre en place un «bouclier humain» pour bloquer le port de Calais), Natacha Bouchart est devenue la passionaria des anti-immigration au Royaume-Uni. Pourtant, des deux côtés de la Manche, personne ne se demande pour-

quoi ces réfugiés ne veulent pas rester en France. Rappelons que ces hommes ont réussi à fuir l'un des pays les plus répressifs au monde, échappé aux nombreux dangers des déserts du nord de l'Afrique et traversé la Méditerranée sur des embarcations de fortune pour venir en Europe. Et la France ne serait pas assez bien pour eux ?

GÉNÉROSITÉ

Apparemment non. C'est d'autant plus étonnant que les largesses de l'Etat providence, qu'il soit britannique ou français, dépendent du statut de réfugié accordé au demandeur d'asile et des aides sociales réclamées et que, dans l'ensemble, le Royaume-Uni est bien moins généreux que la France et d'autres pays européens.

Et donc la vérité, n'en déplaise à Mme Bouchart et à l'ensemble de la classe politique française, c'est que les Erythréens préfèrent passer au Royaume-Uni, parce que le pays est beaucoup plus attrayant en terme de dynamisme économique et d'opportunités d'emploi. Mme Bouchart réclame au gouvernement britannique une aide financière afin d'empêcher les migrants de débarquer de l'autre côté du Channel. Il vaudrait mieux que la France suive l'exemple de ses voisins, comme le Royaume-Uni et l'Allemagne, qui ont mis en place des réformes pour relancer la croissance, et qu'elle assouplisse enfin ce droit du travail qui protège les intérêts des syndicats au détriment des chômeurs.

A QUAND UN PAYS MODERNE ?

En France, pour de nombreuses entreprises, licencier un employé est devenu un véritable parcours du combattant, où il faut manœuvrer dans une jungle de réglementations et parfois ramper devant les syndicats.

L'immigration est trop souvent perçue comme un problème culturel ou économique, notamment dans des pays à la croissance pousive. Or les immigrants ont beaucoup à apporter à l'économie française, ainsi qu'à sa culture, à condition que les hommes et les femmes politiques, à Paris comme à Calais, conçoivent des lois qui encouragent le travail et les investissements et soutiennent l'esprit d'entreprise. La France sera devenu un pays moderne quand même les Africains les plus désespérés ne refuseront plus d'y vivre.

Pourquoi les Marocains fuient l'école publique

MarocHebdo
INTERNATIONAL

Nabil J. est père d'un enfant de 7 ans. Comme la plupart des parents soucieux de prodiguer à leurs progénitures un enseignement de qualité, il a fait le choix de mettre son fils, Imad, dans un établissement privé qui a pignon sur rue à Casablanca.



ce qui touche aussi bien les élèves que les enseignants (800 cas d'agressions verbales ou physiques ayant entraîné des blessures, voire la mort, ont été enregistrés entre septembre 2012 et juin 2013), surcharge des classes, détérioration des conditions de travail pour les enseignants...

LE CORPS MALADE DE L'ÉDUCATION

Mais comment l'enseignement public est-il arrivé à cette situation? Qu'est-ce qui a causé et précipité sa dégradation? Selon M. Benhima, cette situation est imputable à plusieurs facteurs. Il y a, d'abord, l'inadéquation entre le volume croissant des besoins et la médiocrité de la capacité de réponse aux demandes, qu'il s'agisse des écoles, des enseignants ou de l'équipement. Le chercheur évoque aussi la démotivation des élèves et celle des professeurs, conséquentes à l'échec patent de cet enseignement, qui ne sait plus répondre à aucune attente pédagogique ou professionnelle. Plus grave encore, on peut noter l'absence d'une langue de communication et d'apprentissage. Or, une pédagogie dans laquelle on ne communique pas est fatalement vouée à l'échec. A pointer du doigt surtout l'instabilité et l'hésitation dans le choix des méthodes didactiques et dans les contenus des programmes. Une instabilité perceptible dans les programmes des ministres de l'Éducation nationale qui se succèdent sans assurer une certaine continuité dans la stratégie dédiée à leurs départements. Ce qui a pour conséquence le ralentissement, voire le recul, du système éducationnel. Et pourtant, l'enseignement est l'un des secteurs qui n'est pas concerné par les restrictions budgétaires. Ce qui lui fait véritablement défaut, c'est une réforme avec des objectifs clairs.

Un choix qu'il paye au prix fort et qui se fait aux dépens de beaucoup de sacrifices. «Je ne peux pas confier mon fils à une école publique. Il est vrai que sa scolarisation me coûte très cher mais je suis conscient que l'excellence a un prix, un peu excessif, il est vrai, mais je n'ai pas vraiment le choix». Par choix, ou par obligation, Nabil débourse la «modique» somme de 7.500 DH par trimestre, assortie de 4.500 DH pour les fournitures scolaires chaque début de saison. A ces frais, s'ajoutent ceux des activités parascolaires, qui vont de 200 DH à 300 DH par mois. Ce père de famille préfère accompagner son fils lui-même à l'école, sinon il aurait à payer 700 DH de frais de transport supplémentaires en plus de 700 DH pour la restauration de la cantine. Une facture salée qui épuise le portefeuille du couple et le contraint à des calculs interminables.

MOYENS MATÉRIELS

Néanmoins, les frais de scolarisation de Imad ne se limitent pas à ceux versées à l'institution scolaire mais englobent également ceux de l'accompagnement et du renforcement. «Pour que mon fils ait un bon niveau scolaire, je l'ai inscrit dans d'autres activités parallèles. Et, bien entendu, l'excellence a un prix. Les cours d'anglais me coûtent 4.100 DH par trimestre, sans parler du sport et d'autres activités. Finalement, on se retrouve à tourner dans un cercle vicieux», souligne Nabil.

Selon les moyens matériels dont ils disposent, les parents, comme Nabil, se saignent aux quatre veines pour assurer à leurs enfants

la meilleure scolarisation. Quant à ceux qui n'ont pas les moyens de se payer ce luxe, ils sont condamnés à se contenter de ce que leur offre l'enseignement public. «Concrètement, l'enseignement public au Maroc est destiné exclusivement aux plus démunis, culturellement et matériellement. Au mieux, il assure le gardiennage des enfants. Les parents ont parfaitement compris cela. Ils sont convaincus que l'école publique n'apportera rien de bon à leur progéniture, qu'ils doivent se débrouiller par eux-mêmes et prendre en

charge les frais de la scolarité», confirme sans détour Ahmed Benhima, Professeur agrégé, Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques de la République Française.

Devant l'échec de l'école publique, on assiste depuis quelques années à la floraison d'établissements privés qui ont trouvé dans cette brèche une opportunité à saisir. Un marché juteux où la surenchère des prix l'emporte sur la quête de l'excellence. Le malheur des uns fait le bonheur des autres, comme on dit. Avec tous les problèmes qui minent l'enseignement

public, ce dernier n'est plus prisé que par ceux qui n'ont pas le choix de faire autrement. Le taux d'abandon enregistré dans les établissements publics en dit long sur cette dégradation. En effet, selon la dernière étude présentée lors du Colloque international sur l'éducation, 350.000 cas d'abandon scolaire (primaire et secondaire) sont enregistrés chaque année. L'enseignement public est également en butte à un ensemble de problèmes qui font qu'il soit boudé par une tranche de la population; baisse du niveau de l'enseignement, violen-

La rentrée et les cours particuliers, élèves et parents victimes d'un chantage

Il l'avait pourtant promis, notre ministre de l'Éducation. C'était en mars dernier. Fethi Jarray avait déclaré qu'il sanctionnerait tout abus. Le ministre a reconnu que ces cours ont souvent des buts purement commerciaux.

RÉALITÉS
TUNISIE

Six mois plus tard, le fléau continue. Comme l'a si bien dit Henri Queuille, président du conseil des ministres sous la IIIe République française, «Les promesses n'engagent que ceux qui y croient». Une citation qui a été souvent reprise par les hommes politiques français et scrupuleusement appliquée par les nôtres.

DES COURS PARTICULIERS À L'ÂGE DE SIX ANS

Oui, ce n'est pas une faute de frappe ! À l'âge de six ans, nos chérubins se voient obligés de suivre des cours particuliers à l'heure où ils devraient être en train de courir, de jouer au ballon ou à la pâte à modeler, dessiner et découvrir le monde en plein air.

C'est à une école, à Sfax, que le harcèlement commence pour une enfant de six ans. Une manière précoce de dégoûter cette enfant de l'école alors qu'elle vient d'y mettre les pieds. Jihène raconte les déboires de sa nièce.

«L'institutrice ne cesse de blâmer et de dévaloriser ma nièce et elle l'insulte devant tous ses camarades pour qu'elle suive des cours particuliers.

L'institutrice a appelé ma belle-sœur lui disant que sa fille a des capacités intellectuelles limitées et qu'elle a besoin d'un rattrapage sans quoi elle sera parmi les derniers de la classe ! Ma belle-sœur, étonnée, lui a dit qu'elle ne comprenait pas pourquoi puisque sa fille avait une moyenne de 19.80 en préparatoire et qu'elle sait aussi jouer du piano. Du haut de ses six ans, elle a obtenu le prix de la meilleure jeune pianiste de la région ! Ma belle-sœur a donc dit que par principe elle est contre le fait que sa fille suive des cours particuliers à cet âge en pro-

mettant de suivre de très près le parcours scolaire de la petite puisqu'elle est elle-même professeure universitaire. Face au refus de ma belle-sœur, l'institutrice ne cesse de harceler ma nièce et la traite d'idiote devant ses amies. Elle la traumatise durant toutes les heures de cours ! Maintenant, ma nièce ne veut plus aller à l'école et dort très mal la nuit !»

LA FAUTE AUX PROFESSEURS ?

Peut-on ne faire porter la responsabilité qu'aux professeurs ? Mehdi, professeur de mathématiques dans un lycée public nous dit que «le niveau des élèves est devenu tellement médiocre que ce sont souvent les parents qui insistent pour qu'on donne des cours à leurs enfants et parfois à n'importe quel prix... C'est certain que beaucoup de professeurs sont tentés par cette offre qui parfois leur permet de doubler leur salaire. C'est surtout à l'approche du bac que les parents sont prêts à payer le prix fort face à des enfants qui souvent ont des lacunes dans toutes les matières.» C'est peut-être le niveau global de l'enseignement qu'il faut revoir dès le primaire. Les réformes en cours auront-elles un impact sur ces dépassements ?

Ce qui est certain, c'est qu'en mars 2014 le ministre Fethi Jarray a déclaré que tout abus sera sanctionné par des mutations obligatoires à plus de 60 km du lieu où le professeur exerce. Il a reconnu que ces abus sont une violation de la loi et qu'ils sont une forme de corruption.

ESCROQUERIE ET CHANTAGE

C'est dans une université privée du côté de Nabeul que, pour 90 dinars, il était possible d'obtenir «un examen blanc» en tout point semblable à l'examen final... pour ne pas dire identique.

L'un des étudiants nous confie «quand on pose une question, le professeur nous répond que si on ne comprend pas vite et qu'on n'est pas doué, il faut assister aux cours particu-



liers. Certaines questions et certains exercices lors des examens n'ont pas été étudiés en classe, seuls les élèves qui ont suivi des cours particuliers peuvent résoudre le problème». Des cours particuliers facturés à 25 dinars de l'heure. Le professeur insiste et met la pression pour que les élèves suivent régulièrement ces cours. Ça fait cher l'année quand on sait qu'elle vous est facturée à plus de 4.200 dinars.

L'ÉCOLE GRATUITE, UNE ILLUSION

«Je me demande si le système public n'est pas plus cher que le privé. Depuis que mon fils est entré à l'école, sa mère et moi n'avons fait qu'acheter, payer, assister... et le niveau reste en deçà de son cousin qui a le même âge et qui est à l'école française. Même au niveau de la culture générale, la différence est flagrante. Mon fils a quinze ans et depuis qu'il est à l'école, je paye au moins trois profs particuliers... non pas parce que mon fils a des difficultés, mais parce qu'on lui fait croire qu'il ne vaut rien sans ces cours et on est tous victimes d'un système éducatif de banditisme et de chantage», témoigne Raouf, un parent révolté. Il n'est pas le seul à payer au moins 120 dinars par mois de cours particuliers pour un seul enfant. Imaginez donc les

parents pauvres ayant des revenus modestes et avec trois enfants ou plus.

UNE VIEILLE PRATIQUE

Non, cela, je vous l'accorde, ne fait pas partie des fléaux et dépassements qui ont commencé après la Révolution, c'est bien un phénomène qui existe depuis longtemps. Est-ce une raison suffisante pour qu'il se perpétue ? Peut-on encore se taire face à ce harcèlement ?

«C'était en 2002. Ma fille passait son bac lettres et son professeur de philo, a dit qu'il allait donner des cours particuliers. Étant contre ces pratiques, j'ai d'abord refusé. Quelques jours plus tard, ma fille est revenue à la charge pour me dire qu'elles n'étaient plus que deux à ne pas suivre ces cours. Face à la pression du professeur, j'ai cédé pour que ma fille ne soit pas lésée. Je suis contre ces professeurs sans âmes et inconscients, mais j'ai joué le jeu pour ma fille comme des milliers d'autres parents», confie Leila. Une pratique et des tendances qui ne datent pas d'aujourd'hui. «Une amie de ma fille a demandé à ce même professeur de lui «faire un prix» parce que ses sœurs étudiaient chez lui et que ça devenait trop cher pour le père. Le professeur lui a répondu qu'il ne faisait pas la charité, mais donnait des cours de philo.»

ARTISANS, COMMERÇANTS, ENTREPRISES.
QUEL QUE SOIT **VOTRE MÉTIER**, NOS UTILITAIRES
RÉPONDENT À **VOS BESOINS**

AVANTAGE CLIENT
ALLANT JUSQU'À
250 000 DA*

RenaultAlgerie

LES JOURS RENAULT ENTREPRISES

(*) PRIX EN TTC TAXE VÉHICULES NEUFS INCLUSE. DANS LA LIMITE DU STOCK DISPONIBLE.
PEINTURE MÉTALLISÉE NON INCLUSE.

**CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE**



AVIS D'OPPOSITION

Cet avis d'opposition s'adresse aux notaires, administration (APC - d'EL KERMA, DUC et SUC d'ORAN) ainsi que les tiers acquéreurs.

Moi, AMROUCHE RACHID, demeurant au village Semaoune Daïra d'Amizour, Wilaya de Béjaïa, seul et unique propriétaire d'un lot de terrain de 4.086 m² situé à la Zone Industrielle n° 02 ES-SENIA, Lot n° 28 Commune d'El Kerma Wilaya d'Oran, informe les parties citées ci-dessus que je m'oppose formellement à toutes transactions immobilières directes (vente, échange, donation) ou par procuration effectuées par quiconque sur ce terrain.

Je m'oppose également à toute délivrance de permis de construire sur ce terrain.

Toute transaction faite sur le dit terrain sera considérée comme nulle et de nul effet, puisque réalisée sur la base d'un faux et usage de faux.

Dont acte

SOCIÉTÉ PRIVÉE MET EN VENTE :

- Bulldozer CATERPILAR D8R Année 1999.
- Bulldozer CATERPILAR D6R Année 1999.
- Bulldozer CATERPILAR D6R Année 2003.
- Niveleuse CATERPILAR 140G Année 1991.
- Niveleuse CATERPILAR 140G Année 1980.
- Niveleuse CATERPILAR 120G Année 1990.
- Niveleuse CATERPILAR 120G Année 1980.
- 06 Niveleuses CHAMPION Année 1990.
- Compacteur HAM HD110 Cylindre Année 2000.
- Pelle CAT 345 BLAM Cylindre Année 2000.
- Pelle CASE 9030 AM CYLINDRE Année 2000.
- 20 Tracteurs Routiers HYUNDAI HD 450.
- 05 Remorques Céréaliers avec Groupe
- Véhicule GREAT WILL Année 2011.
- Véhicule 307 Année 2004.
- Véhicule CLIO Année 2011 Accidenté.
- 02 Camions HYUNDAI HD 72 Plateau Année 2005.

Merci de vous contacter au :
07 70 920 607 / 07 70 978 907

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية وهران
مديرية التنظيم والشؤون العامة - مصلحة الشؤون العامة
مكتب الجمعيات

**وصل تسجيل التصريح
التأسيسي لجمعية ولائية**

بمقتضى القانون رقم 12/06 المؤرخ في 12 جانفي 2012 المتعلق بالجمعيات، تم هذا يوم 19 أكتوبر 2014 تسليم وصل التصريح التأسيسي للجمعية الولائية ذات طابع "مصحى".
الجمعية : "جمعية النادي للتكوين الطبي الدائم".
المقر الاجتماعي : السانبا، رقم 01 ENSEP الحي الجميل.
رئيس الجمعية : السيد بحري رشيد.
تاريخ و مكان الميلاد : 1946/10/10 بوجدة (المغرب).
العنوان : السانبا، حي ENSEP.

Avis de Liquidation

Il est porté à la connaissance des fournisseurs de la Société « EL ANDALOUS – SPA », sise à Djenane El Malik - Hydra, que cette dernière est en liquidation depuis Novembre 2012, conformément à la Résolution de l'AGEX.
Toute personne physique ou morale concernée doit contacter le liquidateur **Mr KOUCHEIDA KAMEL - Tél. 0666 67 33 19** - dans un délai de 30 jours à partir de la date de parution du présent avis.

MAÎTRE KADA KELLOUCHA B.
COMMISSAIRE-PRISEUR PRES LE TRIBUNAL D'AÏN TEMOUCHENT
46, RUE RABHI SAÏD - AÏN TEMOUCHENT -
TEL/FAX : 043.78.29.17 – MOB : 07.71.32.51.17
AVIS DE VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES
Avec Admission de Soumissions Cachetées
LE LUNDI 03/11/2014

A 09 H 30 AU PARC DE L'UNITÉ U.R.M.C. / O.P.G.I. EN LIQUIDATION SITUÉ À CHAABAT EL HAM

N° LOT	DESIGNATION
1	01 Tracteur routier BEI BEN Imm. 00014.509.46
2	01 Pompe à béton S 3500 + 01 Tuyau flexible Diam. 110
3	01 Bétonnière ATLAS 441 + 01 Godet
4	02 Bétonnières ATLAS 441 + 02 Godets
5	01 Lot de Tubes d'Echafaudage métallique (103 unités de 6 ml & 223 U de 3 ml) + 293 Colliers de fixation
6	01 lot de Ferrailage (Cadres Treillis soudé et Poutrelles) + 01 Fardeau d'acier Diamètre 08
7	01 Citerne tractable N CAP. 3000 L.
8	01 Lot de Moules métalliques pour Piliers (18 unités)
9	01 Lot de Panneaux en zinc pour Clôture à démonter
10	01 Lot d'Appareils et Accessoires de Plomberie Sanitaire (Suivant Listing)
11	01 Lot de Câble Torsadé
12	01 Lot d'Accessoires hydrauliques (Suivant Listing)
13	01 Lot d'Articles de Maçonnerie (Tuiles, Caustarte, Polystyrène, Porte-savon, Tablette de lavabo, Serre-joints, Cisaillie...) (Suivant Listing)
14	01 Motopompe + 9 Epruvettes + 01 Vibreur + Flexible + 02 Moteurs à eau + Débarbeuse + 1 Chignole
15	01 Lot de Bois de coffrage
16	01 Lot d'Outils et Accessoires électriques (Suivant Listing)

A 10 H POUR LE COMPTE DE L'OPGI

1	01 Véhicule RENAULT Clio Classic Essence Imm. 222.102.46
2	01 Véhicule RENAULT Clio Classic DCI Imm. 366.103.46
3	01 Lot de Matériel Informatique et Equipement de Bureau (Suivant Listing)
4	01 Equipement Ménager (Suivant Listing)
5	01 Lot de Portes et Grillage métallique (05 Portes - 02 Cadres - 03 Brouettes)
6	01 Lot de Boiserie (474 Persiennes - 136 Portes en bois - 100 Cadres)
7	01 Lot de Pièces de rechanges pour véhicule léger
8	01 Lot de Cuivre de récupération à céder au poids

Conditions de vente /
Vente sans garanties – Paiement d'un acompte de 21% non remboursable en cas de désistement – Règlement intégral dans les huit jours sous peine d'annulation.

Le Commissaire-priseur

« IMPORTANTE ENTREPRISE DE PROMOTION
IMMOBILIERE ET DE CONSTRUCTION »
« E.R.T.P.B.H. / C.R.B. »

RECRUTE

Pour ses chantiers implantés à Tlemcen
- Conducteur de travaux.

- Coffreurs.
- Ferrailleurs.
- Maçons.
- Carreleurs.
- Faïenciers.
- Plâtriers.
- Peintres / Décorateurs.

Envoyer CV et lettre de motivation par FAX
au N° 043 214 897

**Société privée recrute pour les
besoins de sa structure :**

Secrétaire comptable

Profil requis :

- Avoir un diplôme universitaire ou équivalent.
- Avoir 3 années d'expérience dans le domaine de la comptabilité, gestion de stock.
- Résider à Oran, Es-Sénia ou El Kerma.
- Posséder un véhicule serait un plus.

Envoyez votre C.V. à l'e-mail suivant :
contact@hotelseden.com

Avis aux Chirugiens Dentistes

MEDICAL UPDATE ALGERIE et BIOTECH FRANCE, organisent une formation en **Implantologie orale à Oran**

- du 22 Janvier au 22 Septembre 2015 -
3 jours (Jeudi, Vendredi et Samedi) par mois pendant 7 mois.

La formation sera assurée par le Pr Jean Pierre BERNARD de Genève, le Pr BARTHET, le Dr FATTOUH, le Dr LECONTE, le Dr BONNAUD, le Dr BOUCHET, avec la collaboration de professeurs algériens de médecine et de médecine dentaire.

Informations et inscriptions :

Site : **www.mualgerie.com** et
www.facebook.com/mualgerie

Ecrire à : **medical.update@yahoo.fr** -
Tél : **07 71 57 53 28** Dr BENSALHI

Une AG extraordinaire du syndicat des communaux le 03 novembre

Les syndicalistes menacent d'une démission collective

Djamel B.

Le conseil syndical des travailleurs de la commune organisera le 03 novembre prochain une assemblée générale extraordinaire à l'appel de 24 sections syndicales, apprend-on de sources syndicales. Nos interlocuteurs indiquent que ce conclave a été décidé pour inciter l'administration à tenir ses promesses et à satisfaire les revendications des travailleurs contenues dans la plateforme qui a été remise aux responsables il y a plus de neuf mois. Les mêmes sources affirment qu'aucune suite n'a été donnée

aux doléances des travailleurs malgré les instructions du wali. Il y a lieu de signaler qu'en début d'année, les travailleurs communaux avaient menacé de paralyser l'ensemble des services de la commune par une grève ouverte avant d'annuler leur action, suite à l'intervention du wali d'Oran qui a réussi à contenir la crise.

Aussitôt informé de la situation que vivent les travailleurs communaux et pour éviter toute action de protestation pour la bonne gestion de la commune d'Oran, le wali d'Oran s'était réuni avec les représentants des travailleurs et les a assurés de la

prise en charge, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, de toutes les doléances des travailleurs.

Le wali a, en effet, chargé ses services pour l'étude et le suivi de la plateforme des revendications. «En parallèle, une correspondance a été adressée aux responsables de l'APC d'Oran pour la prise en charge des revendications des travailleurs, avant le 31 janvier 2014. «Depuis, aucune réponse ne nous a été donnée». Face à cette situation, nos sources n'excluent pas l'éventualité d'une démission collective du syndicat si aucune initiative n'est prise dans les tout prochains jours.

Rencontre algéro-tunisienne

Les Tunisiens intéressés par l'investissement en Oranie

K. Assia

Les Tunisiens comptent renforcer davantage la coopération avec leurs homologues algériens. Les rencontres algéro-tunisiennes organisées, hier, à l'hôtel Royal d'Oran par la mission commerciale tunisienne auprès de l'ambassade de Tunisie en Algérie s'inscrivent désormais dans le sillage de cette politique laquelle vise à promouvoir les échanges entre les deux pays. C'est en substance ce qui ressort, de ces journées professionnelles dédiées au secteur du bâtiment, des travaux publics, l'engineering, l'architecture, l'urbanisme, les produits et les services. Trente hommes d'affaires tunisiens spécialisés dans les secteurs sus-cités se sont donc entretenus avec leurs homologues oranais à travers des ateliers où toutes les opportunités d'affaires ont été mises en exergue. En tentant de pro-

mouvoir le partenariat algéro-tunisien, M. Bezzarga, directeur de la représentation commerciale tunisienne à Alger, a précisé que des journées similaires ont été organisées à Béjaïa et ont été consacrées au secteur de l'agroalimentaire; d'autres rencontres dédiées aux pièces automobiles ont été organisées à Alger alors que des journées pour le développement de la coopération dans le domaine pharmaceutique sont prévues le 3 décembre à Constantine. Les exportations tunisiennes vers l'Algérie ont connu une évolution de l'ordre de 15,5 millions d'euros en 2013 pour se stabiliser autour des 368 millions d'euros. Parmi les produits exportés vers l'Algérie, les produits pharmaceutiques, les produits alimentaires, les matériaux de construction et l'industrie mécanique en plus des produits électriques. Par ailleurs, pour ce qui est des exportations algériennes vers la Tunisie, celles-ci ont

connu une évolution de 182 millions d'euros pour se stabiliser autour des 896 millions d'euros. Elles représentent les produits énergétiques, les matières premières à 97%. Tout en encourageant la coopération bilatérale afin de l'élargir, le responsable a rappelé que l'objectif de ces rencontres est de promouvoir ces échanges dans un cadre de partenariat gagnant-gagnant, exporter de manière durable pour ce qui est des services et de l'engineering et surtout faire connaître les atouts et les potentialités que recèle la région ouest aux investisseurs tunisiens. Notons, par ailleurs, que ces rencontres viennent en marge du Salon international du bâtiment, Batiwest 2014, où une quarantaine d'entreprises tunisiennes participent à l'événement. Pas moins de 200 entreprises tunisiennes PME sont installées en Algérie dont une vingtaine à l'Ouest.

Commandement régional de la gendarmerie d'Oran

Baisse sensible des accidents de la route à l'Ouest

K. A.

Le dispositif mis en place par les services de la sécurité routière du 2^e Commandement régional de la gendarmerie d'Oran pour lutter contre la criminalité de la route a permis de revoir à la baisse le nombre d'accidents de la route. Une diminution de l'ordre de 30,3% a été constatée durant les neuf premiers mois de l'année, comparativement à la même période de l'année 2013 et ce, au niveau des 12 wilayas de l'ouest du pays.

Cette baisse est due principalement aux actions de prévention et de sensibilisation initiées pour minimiser les pertes et surtout aux contrôles opérés pour lutter contre cette nouvelle forme de criminalité de la route. Pas moins de 3.518 accidents de la route ont été donc enregistrés faisant 734 morts et 6.506 blessés en 2014, contre 5.046 accidents, 8.827 blessés et 650 morts. Les causes de ces accidents de la route sont, selon la capitaine Mme Benbelkacem, respon-

sable du bureau de la sécurité routière au 2^e Commandement régional dues au facteur humain avec un taux de 84,9%, le facteur piéton avec un taux de 07,4% en plus de paramètres liés à l'environnement et à l'état du véhicule. Pas moins de 147.735 permis de conduire ont été retirés sur les neuf mois de cette année, comparativement à la même période de l'année 2013 où 195.554 permis ont été retirés pour différentes infractions liées au code de la route. A l'origine de ces retraits également, les nombreux barrages dressés au niveau des carrefours et l'installation des radars pour détecter l'excès de vitesse.

Ces mécanismes ont mis en exergue le non-respect du code de la route dont l'utilisation du portable lors de la conduite, les dépassements dangereux, l'excès de vitesse et surtout la conduite en état d'ivresse. Autant d'infractions qui ont contraint les services compétents à appliquer la loi dans toute sa rigueur avec 178.578 amendes forfaitaires dressées à l'encontre des contrevenants.

L'immeuble menace de s'effondrer à tout moment

14 familles en danger de mort à M'dina J'dida

J. Boukraâ

14 familles occupant l'immeuble N°1 à la rue Mezouar Mohamed au quartier de M'dina J'dida lancent un cri de détresse. Cet immeuble composé de 3 étages, occupé par ces familles depuis plus de 40 ans, représente un danger imminent pour la vie des locataires. Des murs lézardés, des plafonds qui risquent de tomber à n'importe quel moment, alors que les escaliers sont complètement dégradés, sans parler des infiltrations des eaux de pluie durant cette saison hivernale. «Toute la structure de cette construction menace de s'effondrer. L'immeuble en question a été sujet à des effondrements partiels à plusieurs reprises.

On a peur pour nos enfants, toute la structure menace ruine, même les piliers sont fissurés. Certains occupants ont pris l'initiative et ont restauré leurs appartements mais les fissures sont réapparues», dira un locataire avant d'ajouter: «Nous

occupons cet immeuble bien de l'Etat depuis 40 ans et on a formulé plusieurs demandes de relogement qui sont restées, à ce jour, vaines». En attendant leur relogement, ces familles retiennent chaque jour leur souffle et lancent un appel aux services concernés pour intervenir afin d'éviter le pire et avant qu'il n'y ait mort d'homme. Réhabilitation des immeubles, relogement de familles sinistrées, évacuation et démolition des immeubles menaçant ruine, éradication des constructions illicites sont toutes des actions visant à résoudre le problème de logement à Oran. Mais dans cette wilaya qui compte plus de 1 million 500 mille habitants, 1.990 immeubles menaçant ruine, plus de 200 effondrements et 150 risques d'effondrement sont recensés annuellement. Les opérations menées par les autorités locales sont nombreuses, cependant, la problématique du vieux bâti a encore de «beaux» jours devant elle.

Bousfer

Opération coup-de-poing des gendarmes à Bomo-Plage

Rachid Boulélis

Une opération coup-de-poing a été menée, avant-hier soir à Bomo-Plage, par les éléments de la Gendarmerie nationale relevant de la brigade de Bousfer, en collaboration avec les forces spéciales de ce corps de sécurité. Selon nos sources, l'intervention de la gendarmerie a ciblé le grand boulevard longeant cette plage où a été perpétrée, une quinzaine de jours auparavant, une agression mortelle dont a été victime un militaire âgé de 21 ans. Le malheureux a reçu des coups de couteau sur différentes parties du corps dont l'un, porté au bas-ventre, lui a été fatal. Nos sources indiquent que deux individus, parmi les trois auteurs de cette agression, ont été arrêtés et déferés devant le parquet d'Ain El-Turck. Le troisième, qui a été identifié, fait l'objet d'actives recherches et son arrestation est imminente. Selon les mêmes sources, neuf interpellations pour port d'armes blanches et détention de stupéfiants ainsi que l'ivresse manifeste sur la voie publique et le ta-

page nocturne ont été opérés lors de cette opération de la Gendarmerie nationale. Parmi ces neuf individus interpellés, trois d'entre eux ont été surpris en flagrant délit de vol à la roulotte. Cette intervention a permis également la récupération d'un véritable arsenal d'armes blanches, composé de couteaux de boucher et d'épées ainsi que d'une certaine quantité de stupéfiants, notamment des comprimés hallucinogènes, indiquent nos sources. Il importe de noter que cette opération a suscité l'approbation des habitants demeurant dans les alentours immédiats, qui ont à plusieurs reprises dénoncé la dégradation de leur cadre de vie dans leur lieu de résidence en revendiquant une opération d'assainissement sur ce boulevard. Sa transformation avec le temps en un lieu de beuverie nocturne, de consommation de drogue et d'attentat à la pudeur, ainsi que les multiples violentes altercations, qui éclatent régulièrement entre les individus des deux sexes fréquentant ces lieux, figurent parmi l'essentiel des revendications de ces habitants.

Arzew

Des jeunes chômeurs bloquent l'accès à l'usine Orascom

S. C.

Hier et pour le troisième jour de suite, des jeunes des localités avoisinantes de la zone industrielle d'Arzew-Béthioua ont bloqué l'accès de l'usine d'ammoniac Orascom, une unité de production née d'un partenariat entre Orascom et Sonatrach et qui est entrée en production il y a une année et demie. Selon certains travailleurs, les jeunes protestataires ont opté pour cette action de

force pour demander des postes d'emploi et pour cela, ils sont toujours présents pour interdire l'entrée du personnel sachant que l'usine fonctionne selon le service de quart. Pourtant et suite à des mesures visant à puiser dans les ressources locales en matière de recrutement avant de faire appel à une main-d'œuvre venant d'autres régions, les responsables de l'unité ont recruté une trentaine de chimistes qui suivent actuellement des tests au sein de l'unité.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Bouazzaoui Mohamed, 71 ans, Saint Pierre

Habibi Mohamed, 69 ans, El-Barki

Yabadri Aek, 75 ans, Cité Petit

Benssaada Saïd, 61 ans, Les Amandiers

Horaires des prières pour Oran et ses environs

29 dhou el hidja 1435

El Fedjr 05h51	Dohr 12h46	Assar 15h52	Maghreb 18h20	Icha 19h37
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Tranche de Vie

Par El-Guellil

Transe-port



dredi matin assez tôt, les transports publics ne font pas le plein. C'est une autre population qui les fréquente. Le silence y règne et les chauffeurs contrairement à leurs habitudes ne mettent pas de musique. Vendredi, c'est une journée qui dicte un comportement autre.

Comportement que l'on aurait aimé rencontrer toute la semaine. C'est dans ce silence qu'une sonnerie de téléphone déchire l'air. Une mélodie à la mode chez les jeunes. Mélodie refoulée par les regards-oreilles et le voyeurisme auditif. «Ouah, je t'entends très bien (traduire toute la tirade en arabe, je vous en conjure), je ne suis pas sourd» et... il coupe. C'est qu'il maîtrisait très bien le clavier de son portable. Mais pour quel mobile avait-il coupé?

La remélodiejeune. Trin-trin. Il répond. «Rani fi Sig mon Dieu. Le champ est mauvais. J'arrive à peine à vous entendre». Il recoupe. Le bus s'arrête. Terminus. El hadj descend car il s'agit bien d'un septuagénaire avec un portable dernière génération. Et le bus traverse Oran mal réveillée, aux paupières encore lourdes, commence alors la symphonie des muezzins qui appellent à la... prière; que celui qui buve le fasse entre lui et sa tête et celui qui prie aille à sa mosquée sans le «m'as-tu-vu», le reste ne regarde que le Tout-Puissant.

Le bus traversait le centre d'Oran, ville somnolente, mal réveillée, aux paupières encore lourdes, résultat d'une nuit de sommeil agité à cause des machines à saouls qui n'ont pas arrêté, toute la soirée, jusqu'au petit matin, d'éruer leur clientèle «noctambuve». Les tarezan qui appellent à tue-tête leurs gosses pour leur balancer la clé de l'immeuble qu'ils oublient souvent. «Brahiiiiim», ya brahiiiiim. Tout le monde sait qu'il n'a que des filles à la maison, mais c'est comme ça la «horma», tozzzz! Les voitures discothèques qui mettent à fond le dernier tube de chebba «khey-ray», (attention ! maîtrisez bien la diction); on pourrait s'attarder encore plus sur ces non-nuits de repos dans les bras de l'incivilité, mais là n'est pas l'objet de cette tranche de vie. Le bus traversait donc le centre-ville d'Oran. En plus de tous les «arrêtes», qu'on nous faisait avaler, les arrêts nids-de-poule l'obligeaient à une vitesse raisonnable. Pour une fois, l'atmosphère dans le bus était au four rire général. Généralement, le ven-

KENADSA

Extension illicite et silence de l'APC

Hadj Fendaoui

Face au silence radio des élus de l'APC, un citoyen n'a pas trouvé mieux que de s'accaparer carrément une ruelle et d'en faire une extension à sa maison, obligeant tous les habitants du voisinage à faire demi tour et contourner un pâté de maison pour pouvoir sortir. Les murs de l'extension en question ont été construits avec grande rapidité en parpaing et ciment au vu et au su de tout le monde, a-t-on constaté sur place. Aucun des services

concernés, notamment la subdivision de l'urbanisme et la construction ou ceux de l'APC n'a bougé le petit doigt pour rappeler à l'ordre ce récalcitrant. « Pourtant tout le monde sait, et les services techniques de municipalités savent aussi que depuis la nuit du temps, cette ruelle dans ce quartier a toujours existé. Elle figure même sur le plan cadastral de ce quartier », nous confie un cadre à la direction des domaines de la wilaya. Selon un groupe d'habitants du quartier, « ce cas relève de la violation des ins-

truments de l'urbanisme. Les élus sont absents sur le terrain, et ce sont toujours les citoyens qui se manifestent à leur place quand ils voient des irrégularités, du moins en matière d'urbanisme, sinon dans tout ce qui touche au quotidien ». Il est plus qu'urgent que les élus de la municipalité se tournent vers leurs concitoyens et ouvrent avec eux un dialogue serein et constructif concernant le développement de la commune et écoutent leur préoccupations. L'adage n'a-t-il pas dit : de la discussion jaillit la lumière.

TLEMSEN

La famille de l'écrivain, le regretté Benabdellah, honorée

Saïd B.

La célébration de la journée nationale de la presse coïncidant avec le 22 octobre 2014 a été mise à profit par la wilaya pour honorer la mémoire du regretté écrivain Belkacem Benabdellah et collaborateur de Radio Tlemcen décédé au courant de cette année.

C'est au cours d'une cérémonie conviviale à laquelle ont pris part les autorités locales et les représentants de la presse locale que le wali de Tlemcen a remis

un cadeau honorifique à la famille du défunt qui a été très émue par ce geste. « Je suis très touchée par ce geste qui honore la wilaya et qui me procure un réconfort moral au moment où je ressens une peine à la suite de la disparition de mon conjoint », fera remarquer Mme Benabdellah qui a tenu à remercier tous ceux qui ont contribué à cette entreprise.

Belkacem Benabdellah, décédé au mois de juin dernier, était un journaliste connu pour sa gentillesse et ses grandes qualités humaines. Il faisait partie de la pre-

mière gerbe de poètes qui ont contribué au lancement du journal « El Djoumhouria ».

A son actif, plusieurs ouvrages sur la littérature. Sa disparition en cette année 2014 a laissé un grand vide parmi la corporation qui a déjà perdu feu Mourad Bloud, Sid Ahmed Cheloufi, Kamel Benhabib, des journalistes qui ont été parmi les pionniers de la presse locale. Après un discours du directeur de la radio suivi d'un autre du wali, les participants ont été conviés à une collation pour marquer l'évènement.

MAGHNIA

Journée technique sur le sorgho fourrager hybride

Khaled Boumediène

A l'occasion d'une journée « portes ouvertes » consacrée à la culture du sorgho fourrager hybride pour la première fois dans le cadre de la vulgarisation des cultures fourragères organisée par ACI (Agro Consulting International) en collaboration avec la chambre de l'agriculture, la mini-laiterie Hydra-Ali de Maghnia proposait aux éleveurs, producteurs laitiers et professionnels, la visite de sa plateforme d'essai, d'un demi-hectare, de sorgho pour l'alimentation des bovins laitiers. Cette journée technique est appuyée de démonstrations portant sur la présentation du comportement végétal de plusieurs variétés de sorgho. Des techniciens de la station d'essai d'ACI et des chercheurs agronomes ont animé des conférences relatives aux aspects de la culture du sorgho fourrager hybride en Algérie et dans le monde. « Notre stratégie est d'accompagner la relance de l'élevage en Algérie et d'adapter un fourrage en fonction de sa capacité, surtout qu'actuellement la production locale de lait et autres produits laitiers ne répond guère à la demande nationale. Il faut donc combler ce déficit et agir sur les aliments des vaches, notamment les fourrages. Nous avons lancé près de neuf variétés de sorgho fourrager hybride, qui sont en période d'expérimentation à notre ferme de Zeralda. Chaque variété possède ses propres caractéristiques en fonction de son rendement en grains et en fourrage ou pendant son ensilage. Certaines sont précoces, d'autres tardives. Durant l'année 2013, nous avons importé un lot de 20 tonnes

de semences de sorgho hybride des Etats-Unis à titre de première expérience. En 2014, près de 160 tonnes de semences ont été commercialisées par l'ACI et livrées gratuitement », a indiqué le président directeur général d'ACI, Rabah Allam, lors de cette journée de vulgarisation agricole. Pour sa part, docteur Mor Bekkey a souligné dans son intervention que « cet événement agricole vise surtout à sensibiliser les producteurs de lait et professionnels sur ce genre de fourrage qui se caractérise par une croissance végétale plus ou moins longue et dont on peut pratiquer plusieurs coupes. Ce qui constitue un grand intérêt, notamment pour les exploitations agricoles d'élevage spécialisées dans la production laitière. Cette culture fourragère du sorgho hybride était très connue dans notre pays, mais malheureusement elle a disparu. A titre d'exemple, en 1968, près de 3.700 hectares produisaient du sorgho, dont 820 ha à Oran, 1180 ha à l'Ouest et 160 ha au Sud. En 1980, il était prévu d'ensemencer 15.000 hectares. Le concentré a ses limites. Il faut encourager les cultu-

res en vert telles que la luzerne, le sorgho, le maïs, le trèfle, l'orge, l'avoine en vert... L'aliment en vert participe à la production du lait et favorise le rabaissement du prix du lait et des produits fromagers. Il faut donc développer l'aliment en vert qui permet non seulement d'assurer une alimentation équilibrée pour les vaches laitières mais aussi une longévité aux animaux, contrairement à l'aliment du concentré qui réduit sensiblement l'âge des vaches ».

Lors de cette journée riche en enseignements, plusieurs problématiques ont été abordées par les participants qui, tous, ont mis l'accent sur les avantages des cultures fourragères qui permettent d'améliorer substantiellement la production laitière et produits fromagers. « En utilisant des espèces de fourrage appropriées et en adoptant des pratiques de cultures et d'exploitation convenables, l'agriculteur peut améliorer la ration alimentaire de son bétail », affirme M. Belhadri Hocine, un spécialiste des produits phytosanitaires et semences agricoles de Hennaya.

MASCARA

Un enfant de près de deux ans écrasé par un camion

Abid Djebbar

Durant la journée de lundi, deux accidents tragiques sont survenus faisant deux morts et trois blessés, a-t-on appris de sources sécuritaires. Le premier s'est produit à Mocta Douze dans la daïra de Mohammadia où une voiture légère a dérapé avant de heurter violemment un mur de soutènement. Le con-

ducteur est décédé sur le coup et les trois passages ont été blessés. Le corps de la victime et les trois blessés ont été évacués à l'hôpital Dahoua Dahou de Mohammadia. Le second accident a eu lieu à l'agglomération de Kéchachi dans la commune de Ménaouer à El Bordj lorsqu'un agriculteur a écrasé un enfant d'un an et demi au moment où il sortait son camion du garage.

CHLEF

Simulation d'un crash d'avion à l'aéroport

Bencherki Otsmane

Un exercice simulant le crash d'un avion a eu lieu mardi à l'aéroport international Aboubakr-Belkaïd de Chlef pour tester le plan d'urgence de l'aéroport, évaluer ses moyens locaux et analyser leur fiabilité. L'exercice, organisé tous les deux ans par le ministère des Transports conformément à l'instruction N° 1224, a pour but de tester le mode opératoire des différents intervenants concernés par ce genre de situations et le système de modules de l'appareil, ont précisé les organisateurs. Voici la chronologie de l'opération supervisée par le général Cheklal Salah, commandant de la base aérienne de Gouassmia et le directeur de l'ENNA.

Il était exactement 10h50 lorsque les contrôleurs de la tour de contrôle de l'aéroport reçoivent un message de détresse émanant d'un Boeing 737 de ligne de la compagnie nationale juste après son décollage et ayant à son bord 138 passagers dont 8 membres d'équipage. Le pilote fait état aux aiguilleurs du ciel d'un feu qui s'est déclaré au niveau du moteur gauche de l'appareil. Quelques minutes après l'appel, l'avion disparaît des écrans-radars. L'avion venait de faire un crash à environ 5 km de la piste d'atterrissage dans la commune de Labiodh Médjadja. Aussitôt, le centre des opérations d'urgence (le CDOU) donne l'alerte et organise les premiers secours. Une dizaine de camions contre-incendie de la Protection civile secondés par ceux de l'aéroport, près de deux cent secouristes de la Gendarmerie nationale, de la police, de la douane et de la santé convergent vers le lieu de l'accident. Tout d'abord, les militaires et les gendarmes procéderont à sécuriser le lieu

du crash en interdisant l'accès aux nombreux curieux. Ensuite, les secouristes entamèrent leur travail en dégageant les corps des victimes de la carlingue. On dénombre 48 morts et 90 blessés. Sur place des tentes de fortune sont dressées pour accueillir les premiers blessés qui seront pris en charge par les médecins des EPSP et EPH. Quelques minutes plus tard, alors qu'un hélicoptère militaire survolait la zone, un autre atterrit à proximité du lieu du crash pour évacuer par les airs les premiers blessés graves vers la base aérienne de Gouassmia. Cependant, devant l'ampleur de la catastrophe, plusieurs rotations seront nécessaires pour évacuer les blessés vers la base où un dispositif sanitaire est mis en place. Il faut dire que les opérations de secours se sont déroulées dans de bonnes conditions compte tenu du beau temps, du terrain non accidenté, et de la proximité de l'aéroport et de la base militaire, à peine 5 km. Les douaniers présents sur les lieux récupéreront seulement 6 valises appartenant aux passagers du vol Chlef-Marseille, les autres étant détruites par le feu. La boîte noire a été retrouvée et remise aux services de la Gendarmerie nationale tandis que la police scientifique et les gendarmes épaulés par une équipe de cynophiles cherchent des indices qui peuvent leur donner des informations sur le crash. A 12 h 30, l'exercice prend fin et c'est le moment pour les organisateurs d'en tirer les conclusions. A ce sujet le général, commandant de la base militaire de Gouassmia, dira que « cet exercice, le troisième du genre, a été couronné de succès d'autant plus que tous les intervenants ont été à la hauteur de l'évènement, chacun dans son domaine ».

BÉNI-SAF

L'incinérateur de l'hôpital dérange

Mohamed Bensafi

Des riverains de l'hôpital de Béni-Saf se plaignent de la fumée noire qui émane de l'incinérateur. Ils sont, en effet, une cinquantaine de personnes à le dénoncer ouvertement dans une lettre datée du 06 janvier dernier et adressée à plusieurs responsables directement concernés. « Nous vivons dans une atmosphère empoisonnante », notent-ils dans cette lettre adressée aussi à la direction de l'hôpital. Ajoutant même que « cette fumée nocive qui nous empoisonne risque de devenir une source de toutes sortes de maladies ». Des promesses ont été données pour trouver une solution mais rien n'a été fait. Pire encore, la densité des fumées a doublé, les bordiers continuent toujours de souffrir le martyre. Nous sommes obligés de fermer nos fenêtres et nos issues pour nous épargner des fumées qui empestent les lieux; témoigne Mourad, cet habitant sur la rue Emir Aek. C'est là un vrai danger pour notre santé et celle de nos enfants. A relever que la mise en service de l'incinérateur, tout neuf, remonte à quelques

mois seulement. Celui-ci assure la gestion des déchets hospitaliers de l'EHS. L'incinérateur mis en cause laisse échapper régulièrement des fumées noirâtres qui, en plus de leur odeur dégoûtante, risquent, expriment-ils, de provoquer des effets nuisibles et graves à la santé de cette population immédiate notamment aux nourrissons et enfants en bas âge. Dans la même lettre, on signale aussi plusieurs cas de maladies chroniques parmi ces familles. Il est urgent de penser à trouver une solution, car c'est là un problème de santé publique. Contacté par nos soins ce mardi, le directeur de l'hôpital de Béni-Saf a assuré que l'incinérateur doit céder la place à un banaliseuse qui pourra solutionner définitivement le problème. L'opération est inscrite pour courant 2015, ajoute notre interlocuteur. Le banaliseuse, un outil révolutionnaire, est une nouvelle technique supplantant l'incinérateur, apte à réduire à néant les germes. Il permet de réduire les déchets dans leur tonnage et dans leur forme en les rendant assimilables aux ordures ménagères, à condition que le tri soit efficace, nous dit-on.

BOUMERDÈS

APC : Seulement 26% du budget consommé

O. M.

Attendue, depuis plusieurs semaines, la réunion ayant regroupé les élus de l'APC de Boumerdès et les « membres de la société civile », tenue, avant-hier, à la salle de l'Environnement de Boumerdès, a montré, encore, le profond mal qui ronge, depuis des années, la 1^{re} commune de Boumerdès.

Les journalistes, invités tardivement, aux environs de 15h, à ce regroupement, n'ont pu y assister, en raison de l'horaire choisi. Certains membres d'association, qui ne brillent que le jour des cérémonies, ont obstrué l'accès à certains collèges. La réunion a commencé à 16 h. Le débat est animé par le chef de daïra et non par le maire élu et représentatif. D'emblée, on a occulté les sujets qui fâchent, se limitant seulement aux questions classiques : l'eau, l'assainissement, les logements sociaux... », pas de vision sur le développement, pas de question

sur l'urbanisme ni sur l'environnement, ni sur la gestion des parkings, tant décriée par les estivants auxquels on a fait payer 200 DA, pas de question sur ces constructions illicites et encore moins sur le faible taux de consommation des crédits qui ne dépasse pas 26,9% pour une autorisation de programme totale de 99,1 milliards de centimes. Aucune allusion sur un premier bilan de la saison estivale, ratée par la commune, et où encore une fois, l'administration est venue à la rescousse, de l'aveu même du premier magistrat de la wilaya. La société civile avait droit à des informations sur les différents projets lancés ou en cours de réalisation ou ceux qui n'ont pas été lancés. Rien de tout cela, une réunion plate... Un vice-président qui allait aborder un sujet intéressant sur les perspectives du développement communal a été « stoppé » par l'attitude provocante d'un autre élu. Le maire était, visiblement, gêné par la tournure des débats. Cette altercation est, à elle seule,

un indicateur dans la ville qui regroupe l'une des meilleures universités du pays. Un élu nous apprendra, plus tard, que pareil comportement a, toujours, sanctionné les réunions locales. Les quelques personnes, triées sur le volet, représentant des associations dont certaines ne seraient pas agréées, ont saisi l'occasion pour faire de la prestation, d'autres se sont érigées en donneurs de leçons, pour une APC, renfermée, toujours, sur elle-même.

Rares sont ceux qui ont touché du doigt les véritables problèmes qui empêchent cette commune de fonctionner, normalement et de se libérer du giron de l'Administration. « Celle-ci ne fait que combler le déficit, laissé par l'APC, comme vous venez de l'apercevoir, de vous-mêmes, ce soir », nous dira un élu de l'APW, à la fin de cette réunion, aux environs de 20 h. Il faut rappeler que le wali a, à plusieurs reprises, appelé les membres de cette commune à innover d'initiatives mais en vain.

ALGER

Coupure d'eau à El Mouradia et Bir Mourad Raïs

Une suspension de l'alimentation en eau potable a touché hier, mercredi, et touchera, aujourd'hui, jeudi, les communes d'El Mouradia et Bir Mourad Raïs (en partie), en raison des travaux de raccordement sur le réseau de distribution, a annoncé, mercredi, la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), dans un communiqué. « Dans le cadre de la mise en servi-

ce d'un nouveau complexe hydraulique, et en vue d'améliorer la desserte, en eau, de ses clients, SEAAL procédera, mercredi, 22 octobre, à partir de 18h jusqu'au lendemain, jeudi, 23 octobre, à 6h, à des travaux de raccordement sur le réseau de distribution », a indiqué le communiqué, précisant que les travaux engendreront « une suspension de l'alimentation en eau potable, dans

les communes d'El Mouradia et Bir Mourad Raïs (en partie) ». La même source a relevé que les travaux sont localisés sur l'avenue Mohammedi, dans la commune de Bir Mourad Raïs. Un dispositif de 'citer-nage' sera mis en place, afin d'alimenter, en priorité, les établissements publics et hospitaliers pour réduire les désagréments pour la population », a rassuré SEAAL.

ANNABA

La nouvelle ville en exposition

T. Zgaoula

Les « portes ouvertes » organisées, sur la nouvelle ville de Draâ Rich, à la maison de la Culture Mohamed Boudiaf, ont été clôturées, mardi, par une visite des autorités locales et acteurs concernés sur le terrain de ce chantier. Lors de l'inauguration de cette manifestation à laquelle ont participé tous les secteurs concernés, le wali de Annaba a affirmé que les tra-

vaux lancés sont en bonne voie « toutes les entreprises engagées dans ce méga-projet, pour la construction des logements, infrastructures, aménagements des espaces verts, avec toutes les caractéristiques et les normes d'une cité urbaine moderne et les équipements d'accompagnement, avancent dans leurs travaux, conformément au programme », a-t-il indiqué. Pour ce qui est des entraves, rencontrées par les ser-

vices de Sonelgaz et d'autres réseaux d'accompagnement, le responsable de l'organisation des chantiers et du suivi M. Bouguedah Rachid, a indiqué que toutes « les préoccupations sont prises en charge ».

Enfin, en ce qui concerne les différents segments de logements, le directeur de l'OPGI, M. Khalfaoui Amar dira « 1.000 logements seront achevés, en juin prochain sur un programme des 6.000 unités ».

ANNABA

Elle étrangle son bébé de 7 mois

Une dame, âgée de 37 ans, a étranglé à mort son bébé de 7 mois et tenté d'en faire de même avec ses deux autres enfants de 4 et 7 ans, lundi à Sidi Amar (Annaba), a-t-on appris auprès d'une source hospitalière. Selon des informations recueillies, au CHU de

Annaba, où le corps de la petite victime a été transporté par la Protection civile, les deux autres enfants, souffrent d'une détresse respiratoire « probablement due à la tentative de strangulation ». Evacués vers les services pédiatriques du CHU, les deux enfants sont pris en

charge et leur état « évolue positivement », a-t-on indiqué.

La femme infanticide, « souffrant probablement de troubles psychiques », a été arrêtée et se trouve au centre de l'enquête ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances de ce drame.

EL-TARF

Grève des chauffeurs de taxis



Ph.: Arch.

Les chauffeurs de taxis, assurant la ligne El Tarf-Annaba, ont entamé, lundi, une « grève illimitée » pour revendiquer « l'aménagement de l'espace qui (leur) est réservé à El Tarf », a-t-on constaté. Selon le représentant du syndicat concerné, les 35 chauffeurs de taxis « n'avaient d'autre choix que de se mettre en

grève pour dénoncer les lenteurs enregistrées dans le démarrage d'une opération d'aménagement de l'espace de stationnement qui se trouve dans un état de dégradation regrettable ». En cas de non satisfaction de cette revendication, les chauffeurs de taxis tarfinois menacent, selon leur syndicat, de « durcir » leur mouve-

ment en faisant appel à l'ensemble des transporteurs, exerçant dans les 7 daïras de la wilaya. Selon le directeur de wilaya de l'Urbanisme, de la Construction et de la Ville, le problème a été « pris en charge » et les travaux d'aménagement de la station de taxis seront entamés « au cours de la semaine prochaine, au plus tardé ».

MÉDÉA

Des renforts pour l'eau

Rabah Benaouda

Entrant dans le cadre du programme relatif au renforcement continu de l'alimentation en eau potable (AEP) à travers la wilaya de Médéa, et plus précisément dans les zones rurales et éparses, la direction locale des Ressources en eau (DRE) vient de lancer 8 projets pour une enveloppe financière totale de 120 millions de DA. C'est ce que nous avons appris auprès de M. Abdelkrim Abbouni, DRE de la wilaya de Médéa, lors de l'entretien qu'il nous a accordé lundi, nous disant : « Effectivement, ces huit projets ont été, déjà, confiés à des entreprises de réalisation performantes, pour être dans les délais impartis. Huit projets, au bénéfice de plusieurs fractions, éparses et situées, toutes, en zones rurales, bien entendu, relevant des communes de Ouamri (Ouled Moussaa, Ouled zine et Aïn Smaïl), Si Mahdjoub (Guemana), Draâ Smar (Ouled Snène), Ouled Maâref (M'rabhia), Ouled Daïed (H'chalfa), Tablat (Nouaoura) et, enfin, Tafraout (Ouled Saïdane).

Ces 8 projets profiteront à une population totale de plus de 15.000 habitants. » Des projets qui viennent, pour rappel, à la suite de la mise en service officielle, au mois d'août dernier, du projet structurant d'alimentation en eau potable, à travers le transfert d'eau, à partir du barrage de Koudiet Asserdoun, dans la wilaya de Bouira, qui dessert, aujourd'hui, et, quotidiennement, un total de 12 grandes agglomérations de la wilaya de Médéa : Tablat, Mezghenna, El-Azizia, Guelb El-Kebir, Sedraya, Sidi Naamane, El Omaria, Béni Slimane, Berrouaghia, Ksar El-Boukhari et Boughezoul auxquelles s'ajoute l'agglomération secondaire de Ouled Larbi.

Une amélioration considérable,

en AEP, qui touche, aujourd'hui, une population totale de plus de 300.000 habitants. Ceci en attendant la fin des travaux de renforcement de l'AEP, au profit de 2 autres communes (Souagui et Bouskène) dont le taux d'avancement dépasse, aujourd'hui, les 50%. Un renforcement entrant, toujours, dans le cadre de ce projet structurant de Koudiet Asserdoun. L'occasion pour M. Abdelkrim Abbouni de nous annoncer, par ailleurs, que les quotas destinés, auparavant, aux villes de Berrouaghia et Ksar El-Boukhari, à partir du barrage de Ghrib, dans la wilaya voisine de Aïn Defla, seront acheminés, dans un très proche avenir, vers les villes de Médéa, Aïn Boucif et Chellalet El-Adhaouira. Comme il est, également, prévu, selon toujours ce responsable, une interconnexion de tous les ouvrages pour sécuriser l'alimentation en eau potable, à travers tout le territoire de la wilaya de Médéa.

Abordant le « court terme », toujours en matière d'AEP, M. Abdelkrim Abbouni nous dira : « neuf autres opérations sont retenues, au titre du programme sectoriel décentralisé, programme 2015, pour une autorisation de 93 milliards de centimes. Un programme qui touchera, là aussi, plusieurs communes, à travers des travaux de raccordement, de rénovation des réseaux, de réalisation d'une station monobloc, pour les eaux usées à Ch'rachria, dans la commune de Médéa, d'extension des réseaux d'assainissement à travers les communes de Moudjebour, Boucherahil, Sidi Naâmane, Hannacha... Un programme dont les travaux seront lancés, effectivement, dès le début de l'exercice 2015, selon une instruction expresse, donnée par la direction centrale de la Planification et des Affaires économiques au ministère des Ressources en eau.

Un jeune découvert pendu

Un jeune homme d'à peine vingt (20) ans, répondant aux initiales Z.Y., a été découvert, mort, pendu à l'intérieur du domicile familial sis au douar « S'khairia », dans la commune et chef-lieu de daïra de Béni Slimane, 70 km, au sud-est de Médéa. La découverte macabre a été faite, en fin de soirée de lundi dernier, par les membres de la famille du défunt qui ont, immédiatement, avisé les services de sécurité.

C'est ce qu'indique un communiqué de presse de la cellule concernée de la direction de la Protection civile, de la wilaya de Médéa. Le cadavre a été découvert suspendu, par une corde, à la charpente d'une chambre. Il a été acheminé à la morgue de l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Béni Slimane, par les éléments de la Protection civile de cette daïra.

Six personnes d'une même famille asphyxiées au monoxyde de carbone

A l'approche de la saison hivernale, les risques d'asphyxie au monoxyde de carbone deviennent réels, à l'image de ce qui est arrivé, toujours dans la soirée de lundi dernier, à 6 personnes d'une même famille, habitant le quartier 'Chreiet', à Berrouaghia, chef-lieu de daïra, situé à 27 km au sud-est de Médéa. Une asphyxie, au monoxyde de carbone que dégageait un chauffe-bain défectueux installé dans une salle de bain... non aérée et non ventilée. Les 6 membres de cette même famille, âgés entre 08 et 50 ans, en état d'inconscience avérée, ont reçu les premiers soins sur place, prodigués par les éléments de la Protection civile de la daïra de Berrouaghia, avant d'être évacués vers l'EPH 'Benyoucef Benkhedda, de la même ville.

Une femme tuée dans un accident de la route

Un autre grave accident de la route a eu lieu, en fin de soirée, de cette même journée, de lundi dernier, à exactement 23h05, au lieu-dit « Souk Larebaâ » sur la RN 18, dans la commune de Béni Slimane, à la suite du renversement d'un véhicule léger. Un accident dont le bilan a été d'un mort, une jeune femme âgée de 28 ans et répondant aux initiales S.Z., qui est décédée sur les lieux mêmes du drame, et 2 blessés graves, deux jeunes hommes âgés respectivement de 23 et 28 ans, répondant aux initiales Ch. A. et B.A. La dépouille mortelle ainsi que les 2 personnes blessées ont été évacuées au l'EPH de la ville de Béni Slimane, par les éléments de la Protection civile.

Rabah Benaouda

Horaires des prières pour Alger et ses environs

29 dhou el hija 1435

El Fedjr
05h36Dohr
12h32Assar
15h36Maghreb
18h04Icha
19h23

APARTEMENTS

■A vendre F2 + hall Cité des Amandiers, 3^{ème} étage, cuisine modifiée, ligne téléphonique + ADSL. Climatiseur - Prix 630 U négociable – Tél : 0773.76.12.60

■Vends F4, Acté, Sup. 117 m² à la Rue Mouloud Feraoun (Centre-ville) - Contacter : 0551.92.93.33 - Curieux s'abstenir

■Vends F2 à 10 m de la Place d'Armes centre-ville ORAN. Prix après visite – 0553.54.72.93

■Vds des jolis F3 et F4 Nvle Const. Cuisines préparées. Chaudière. Placard. Ascens. CV d'ORAN – Possibilité de crédit bancaire – 0556.00.27.35

■AG. LE LITTORAL - 0550.56.65.17 / 0550.31.09.46 – Loue : Bel F2. 80 m². Parking gardé. Sécurité H24 - sis Sahraoui Atyl + F3. 4^{ème} étg. Hai Chouhada + F3. 11^{ème} étg. Millenium + F4. 4^{ème} Hai Khemisti

■AG. MON RÊVE - 0557.10.29.94 – Vends – Ech. : F4. 5^{ème} étg. Akid + F5. 2^{ème} étg. USTO. HLM – Terrain 360 m² (Bâti 85 m²) Douar St-Pierre Misserghine + F3. 6^{ème} étg. Akid

■A vendre F3 aménagé en F4 - 1^{er} étage - Acté – Yaghmoracen. ORAN – 0772.94.81.89 – 0779.53.66.31

■Vente Appartement F3 + loggia au 3^e étage, face école, crèche, marché - parking gardé - Acté avec Livret foncier à Cité Grande Terre – Tél : 0550.72.15.93

■Vds joli F4 - 149 m². Refait à neuf. 3^{ème} étg. au 19, Rue Larbi Ben M'hidi - seulement 2 voisins et immeuble fermé à clé - Prix après visite - 0771.11.06.54

■A louer Appart F4 au RDC à St-Hubert Hai Salam - ORAN - Contacter : 0555.31.91.95

■A vendre : F4 - 1^{er} étg. T. bien aménagé. Mischler D. vitrage. Chaudière - PO 14.2 - PD 14.5 - F3 - 1^{er} étg. Cité Chouhada Es-Sabah. Aménagé - Prix après visite – Tél : 0698.04.09.98 - 0771.27.34.72

■A vendre un bel F3 - 91 m². 2^{ème} étage au centre-ville d'Oran - Contactez : 0559.02.06.63

■Vends F4 à Maraval. Double façade. 2^{ème} étage. Nouveau bâti - Tél : 0558.63.71.45 - Voir photo : ouedkniss.oran

■Location F3 à Ain-El-Turck Résidence Marina 3^{ème} étage lies Dunes. Vue sur mer – Tél : 0662.97.68.77

■Vds Appart F4 Cité les Palmiers SH Ain El Bia – Bethioua, Acté. Sup. 128 m² - 3 Pces, 1 salon, hall, cuisine refaite, 3 Balc. Bien aéré et ensoleillé. Ttes commod. - Tél : 0560.97.12.40

■Vends Appartement F4 avec 3 façades en plein centre-ville en bon état et immeuble rénové - Pour plus d'infos : 0796.03.49.83 ou 0557.40.95.61

■Vds Appart Grande Terre 3^{ème} étg. T. ensoleillé, 3 P. Aménagé 4 P. Libre de suite. Prolongement mairie Castors + Loue villa Ain Turk côté Nvle Daira. 220 m². 3 Sal. 4 Ch. 3 SDB. Cuis. américaine – 041.29.62.68 - 040.22.49.87

■Vends : à Yaghmoracen F3 Désist. 1^{er} étage - F5 CNEP 2^{ème} étage / Villa à Fora - 0561.28.04.25

■Vds Appart F4 Akid Lotfi Bd Dubai vue sur mer 4^{ème} étage. Sup. 80 m². Cité fermée. Parking. Clim. Chauffage - Prix 1.250 MD – Tél : 0558.05.87.20 – 0560.25.24.83

■Vends F4 Miramar. Acté. Surface 89 m² : 4 Pces. Gde cuisine. Gde SDB. Place de garage. 4^{ème} étage à côté Pizzeria Firdaous – Tél : 0549.26.85.16

■Loue 2 Apparts F5. Sup. 192 m². 4^{ème} étage à Bel Air avec Ascenseur + box, immeuble neuf, quartier calme : 4 Ch. + Gd salon + 2 SDB + cuisine + balcon + Chauff. + Mischler – 0554.26.96.33

■Ag. Immo. EL EMIR - Dar El Beida - Tél : 041.45.11.63 - 0771.61.18.38 - ORAN - Vend F3 - 5^{ème} étage Akid Lotfi ou Echange contre Terrain ou Villa commerciale

■Loue Appartement F3 au 2^{ème} étage. Très bien situé aux HLM - USTO - Tél : 0554.91.46.22

■A vendre F3 - Acté - 71 m² - 8^{ème} étage avec Ascenseur. Boulevard 4^{ème} Périphérique Hai El Yasmine - ORAN - Toutes commodités. Luxe – Tél : 0550.57.85.64

■TLEMCEEN : Location 4 Appartements F5 + un garage pour 7 voitures dans un immeuble plein centre-ville - Mob : 0771.18.88.83

■Loue F2 - 3^{ème} étage centre-ville – Loue F3 Hai Chouhada 2^{ème} étage – Tél : 0558.44.23.56

■Vends F3. Acté. Sup. 73 m². 02 façades - Akid Lotfi (en face nouvelle Poste) - Tél : 0554.21.62.31

■Vends / Echange F3. Acté. 5^{ème} étg. Gd balcon. Sans vis-à-vis, en face wilyaya à côté Académie contre plus spacieux F4 pas plus de 3 étages ou Pte Maison Individ. + Compl. - Etude toute Propos. - Tél : 0554.12.61.60

■Vends Appart F3. Acté. RDC. Refait à neuf. Toutes commodités. Situé à la Cité Loubet. Bon voisinage, cité très calme – Tél : 0771.45.46.26

■Vds Appart 2ème étage. Acté. 130 m². 4 Ch. + SDB + WC + Cuis + terrasse Access. Indiv. 125 m² dans Maison 2 étg. 1 Appart par Niv. Situé Eckmühl derrière Mais. Citroën (Arènes) Oran - P.O. 1 Mld - P.D. 1 Mld 1 – Tél : 0553.72.69.78 pour RDV

■A louer F3 - 2^{ème} étage Hai Yaghmoracen – climatiseur - chauffe-eau - chauffage – Tél : 0560.36.90.52

■A louer F3 - 3^{ème} étage - Tél : 0550.28.44.12

■Vends F3 avec Désistement à Sid El Bachir (côté Château) composé de 03 pièces, cuisine, salle de bain et une grande cour - à très bon prix – Tél : 0776.92.54.99

■A vendre appartement. Acté. F3 bien aménagé 2^{ème} étage, plus local 32 m² à SIG à côté nouveau lycée - Tél : 0550.52.93.02

■A vendre F3 - Acté - RDC élevé à Zitoune Dar El Beida à côté du 10^{ème}, avec beaucoup d'avantages et prix intéressant - Tél : 0550.248.110

■Vends Appart F3 - 1^{er} étage Hai Sabah à proximité du marché, avec cuisine aménagée - Tél : 0773.44.58.08

■A vendre Appart F3 Grande Terre (Dar El Beida) 2^{ème} étage, plein boulevard - Acté - Tél : 0549.37.12.78 - Courtiers s'abstenir

■A vendre F3 - 1^{er} étage USTO en face Taxis de Mostaganem - Acté et refait à neuf - Tél : 0549.37.12.78 - Courtiers s'abstenir

■Location F4. 2^{ème} étage Cité Rebano (Pépi- nière - ORAN) bien aménagé, avec ou sans équipement - Tél : 0772.23.62.96 - 0554.06.54.77

■Location F3. 1^{er} étage. 27, Rue Mirauchaux. ORAN. Location mensuelle : 25000 DA. Versement annuel en entier - Tél : 0779.35.10.37

■Vends F2 bien aménagé. Acté. 4^{ème} étg. à Cité Lamur à côté du Rond-point El Bahja. Sup. 62 m². Bien sécurisé. Parking gardé J/N et pas de vis-à-vis – Interméd. et courtiers d'abstenir – Prix après visite – Tél : 0554.80.31.90

■A vendre appartement F3 - 4^{ème} étage. 2 façades - Bien aménagé - Libre de suite. Dar El Beida (Zitoune) - Tél : 0552.14.85.02

■A vendre Appart F4 - 2^{ème} étage. 121 m² à Akid Lotfi en face Méridien - Acté - PD : 2 Milliards 100 U négociable - Tél : 0662.06.72.43 - 0699.20.97.40

■Vends F6 - 186 m² Duplex. Akid Lotfi - H.B. : 0542.47.16.39 - Curieux s'abstenir

■Loue Appart F3 aménagé en F4. Double façade. 2^{ème} étage. Proximité : Ecole - Marché - Parking...). Très ensoleillé et calme. Cité Grande Terre (SORECOR) - Tél : 0550.61.81.74

■Loue appartement pour couple : F2 de 52 m². 4^{ème} étage à Hai El Yasmine - Climatiseur - Chauffage – Tél : 0799.94.07.47

■Vends Appart - Acté - à ARZEW composé de 4 pièces, cuisine, SDB, 2 balcons - sur 2 façades, 10^{ème} étage, Ascenseur toujours en bon état – Tél : 0661.89.48.58

■Vends des Appartements (Top) haut standing avec Ascenseur - Nouvelle construction (L'Hippodrome) - Tél : 0555.33.14.73 - 0771.41.78.51

■Vends F4 Résidence Leclerc Rue d'Arzew. Refait à neuf. Totalemt équipé - Consulter le site : www.zoheir.comoj – Tél : 0557.18.52.16

■A vendre Appartement F3 avec une grande terrasse. 5^{ème} étage dans la Cité La Fontaine - Gambetta en face la CASORAN – Tél : 0771.12.48.70

■Vends 2 F5 en semi-collectif CNEP El Kerma – Contacter : 0658.25.92.50

■Vends F3 mitoyen à un F2 aménageable en Habitation ou Bureau (étude, architecture ou médecin) toutes commod. Vue sur un grand Bd à Akid Lotfi. ORAN. 2^{ème} étage - Possibilité de vendre séparément - Tél : 0698.67.22.52

■Vends F3 Promotionnel d'une Sup. de 100 m². 1^{er} étage situé à Bir El-Djir. Prix : 12.000.000,00 DA - Tél : 0540.39.64.66 (Pas de courtier, pas de promesse de vente)

■Appartement à vendre F3 - 3^{ème} étage. LSP. Ain Turk. Acté. 2 façades - Tél : 0560.650.200

■Hôtel Restaurant Familial à Ain El Turk (ORAN) propose en promotion des Chambres doubles. Tout confort à 2.000,00 DA la nuit, petit déjeuner et parking compris - Livret de famille exigé - Tél. 0791.72.33.55

■Hôtel - Restaurant à Ain EL Turk (ORAN) propose à des entreprises et sociétés Nles ou Inles 30 Chambres tout confort + parking et garage à des prix imbattables – Tél : 0780.60.05.95

■Loue 02 Apparts F3 - 1er étage et 2ème étage pour Bureaux centre Es-Senia en face la Poste d'Es-Senia - Tél : 0796.99.57.11

■Vends F4 au 4ème et dernier étage au centre-ville à côté du consulat d'Espagne Rue Ho Chi Minh - 850 Millions – N° 0558.01.39.44

■Vente F2 modifié en F3 grand standing de 80 m², 1er étage. Habitation ou Fonction libérale. Façade principale de 12 m en face Ecole des beaux-arts Plateau. ORAN – Tél : 0770.91.37.87 - 0560.32.19.68

■Loue Appart F5 Mobilart meublé 27^{ème} étage, vue sur mer, avec box – Tél : 0560.21.75.97

■A louer studio super luxe 2^{ème} étage, meublé, refait à neuf (Plateau) + Loue F3 meublé à Cap Falcon Ain El Turk – Tél : 0551.98.12.06

■Vends Appart F5 - Sup. : 187 m². Bd de la Soummam. ORAN. Refait à neuf - Prix intéressant - Tél : 0556.83.74.30

■Loue F4 USTO 1500 Logements 1er étage. Tél + Internet – Tél : 0672.54.85.87

■A vendre à ORAN centre-ville : 7 Apparts F4 + SDB à rénover dans Immeuble bon état - Tél : 0552.20.09.44

■A vendre F3. Acté. 1^{er} étage tout près de la Place des Victoires. Convient P/habitation ou profession libérale - Me contacter à partir de 17 h au : 0555.22.30.29 – 0776.57.31.64

■Vends à Akid en face Méridien : F4 - 5^{ème} étage. 3 façades. 125 m². Bien ensoleillé. Bien aéré - Prix 2,5 M – Tél. 0774.59.32.70

■A.V. : F4. 157 m². 3^{ème} étage - F3. 92 m². 3^{ème} étage - Local avec soupette RDC 100 m² - Tél. 0558.20.32.99 - 0773.78.34.05 - Coopérative Haha - Bir El Djir - ORAN.

■A vendre 1 Appart - Acté - Bien aménagé et refait à neuf - Sup. 64.42 m², situé à ORAN-Est cité 223 Logts - Contactez : 0554.15.72.58

■Vendons bel Appart F4 - 110 m² sis A/TEMOUCHENT 54 Logts CNEP - Tél : 0770.19.87.55 ou 0773.73.37.13 - A toute heure

■Vends F2 - 2 façades à ARZEW Ben Boulaïd. Acté et libre de suite. SDB - WC - Balcon - Grand débarras - Climatiseur - Immeuble calme à proximité Ecole - Marché - Situation transport - PD 450 - PO 410 - Tél : 0664.48.10.17

■EL-AMRIA (W.46) - Loue Appart F3. 4^{ème} et dernier étage, minimum 1 année avec Cautionnement – Tél. 0665.31.99.67

■Loue à Cap Falcon (Ain El Turk - ORAN) : Apparts F2 et F3 très bien équipés, toutes commodités, garage, vue sur mer - Possibilité location courte durée - Tél : 0774.42.78.56 - 0773.84.67.39 - 041.26.52.15

VILLAS

■A.V. : M.M. Sup. 74 m². R+1. Bien aménagée et bien située. Désistement. Acte en cours. Située à ORAN Hai Fellouacène (El Barki). Prix après visite – Tél : 0795.01.67.19

■TLEMCEEN : Vds villa à Oujida lot Bouche-nak finie à 70% - 2 étages - 190 m² - 150 m² bâtis – Tél : 0552.90.94.93

■Vds villa R+2 + sous-sol. 4 chambres, 5 SDB, 2 salons, 2 grands halls, jardin - terrasse - climatiseur - chauffage central - Pépinière – Tél : 0558.81.24.53

■Vends Propriété. Superficie 500 m² (Restau + 9 studios finis 60%) 4 façades (pieds dans l'eau) Rue de Paris St-Germain - Ain Turk – Tél : 0666.01.00.65

■Vds villa 375 m². Bâtie 230 m². 22 m Faç. R+2 : 9 Ch. 2 Sal. + 3 SDB. 2 Gds garages + Gd jardin à Point du Jour - ORAN – 0770.60.42.67 / 0552.64.69.02

■Vds villa 200 m² 2^{ème} étage finie 75%. Dble Faç. R+2 + S/Sol 100 m² - 2^{ème} étage finie 100% et équipé - située à Cité Djamel. ORAN – 0771.60.43.56 - à partir de 16 H - Court. s'abstenir

■Vds Haouch 50 m² Désist. Première Main. Bien aménagé. 01 Pce, Cuis., SDB. Terrasse. Hassi. Eau H24. Bon Vois. à Es-Senia Route de Misserghine – Tél : 0772.37.56.73

■Vends villa 250 m². Bâtie 160 m². R+2 à Bousville - Ain-Turck -Tél : 0771.18.09.13

■Ag. Le Gd Bleu : 0668.95.22.02 – Vds : villa 808 m² + piscine + villa 205 m² R+1 + terrain 199 m² + carcasse 82 m² R+1 (1 F2 + 1 F3 dans une résidence) à Ain Turk + M.M. 250 m² R+1 à El Ançor + Loc. villa meublée + pisci- ne à l'année à AET

■Vends belle villa à S.B.A. Sup. 150 m². 4 chambres + 1 grand salon. Cuisine équipée. Refaite à neuf - côté Hasnaoui - avec un jardin. R + 1 étage. SDB – 0661.20.24.17 - 0560.86.27.21

■A vendre à Canastel : Villa 250 m² R+1. RDC : grand hall + salon + Ch. + Gde cuisine + ham- mam + garage pour 2 voitures + cour et 1 jar- din. 1^{er} étage : Gd hall + 5 Pces + 1 SDB + WC – Tél : 0556.13.81.45 - 0556.13.81.53

■Vends Maison de Maître à OUED TLELAT – Sup. 248 m². Façade 20 mètres : 4 pièces, cuisine, SDB, cour, garage - Bon voisinage – Tél : 0561.57.14.97

■Agence Immobilière EL EMIR - Tél 041.45.11.63 - 0771.61.18.38 - ORAN - Loue RDC Villa à Dar El Beida pour Bureau ou Crèche et Habitation

■Vends ou Echange villa R+1 - 200 m². Actée. Trouville - Ain Turk - Tél : 0550.21.94.64

■Vds villa. Actée. R+1 - 260 m². Triple Faç. Hai Bensmir N° 33 Ain El Turk. ORAN. R : 3 locaux + 1 garage. 1 Sal. + 1 Pce + 1 Cuis. + 1 SDB + 1 cour. 1^{er} : 5 Pces + 1 Sal. + Cuis. + SDB – 0779.09.95.84

■Vds villa La Lofa R+2 - 400 m². 2 Faç. + Vds villa La Lofa 242 m². R+1. Ttes commodités + Vds Terrain 433 m² Senia 23 m Faç. – 0773.24.62.36

■A louer villa INSEP 400 m². R+1 - A louer Appart F2. 50 m² D.F. 3^{ème} étage Maraval - A vendre un Studio 36 m² 1^{er} étage - 0773.24.62.36

■A vendre carcasse R+1 - Actée - 220 m², 10,50 m façade. Toutes commodités. Coopérative Moudjahidine 10 Octobre 1955 Canas- tel - Tél : 0552.77.86.99

■Vends Maison individuel à Cité Amel à El Kerma derrière Showroom Toyota - Nvle Const. R+1. Endroit commercial - 80 m². Double fa- çade – 0556.20.15.44 - 0558.10.43.86

■De Particulier à Particulier : Vds P. Maison 200 Logts (SENIA) 90 m². R+1 : 2 P. C. SDB + Gd salon + garage + terrasse - Actée - 17 Nég. – Tél : 0667.43.43.15

■A vendre superbe villa aménagée. 450 m². R+2 - jardin, piscine - quartier résidentiel Cité des Palmiers. ORAN. Courtiers et Intermédia- res s'abstenir - Appeler au 0560.93.21.07

■TLEMCEEN : Vends villas jumelées à KA- LAA Sup. - S/Sol, RDC, 2 étages - SH 270 m². Bonne remise p. l'ensemble - Tél : 0555.04.25.43/42

■Vends villa R+2. Actée. Hai Asfour. MAGH- NIA - 2 salons, 6 pièces, garage, hammam - La visite après 17 H – Tél : 0773.71.08.54

■Vds M.M. 170 m². Actée. Comp. : 3 cham- bres, 1 salon, avec cour avant et arrière et ter- rasse + garage - près dispensaire et mosquée El Qods Fernandville – 0772.60.55.27

■A vendre villa 320 m². R+1 avec douche publi- que + garage de 3 voitures à BATOR - Hay Es-Sabah – Tél : 0771.61.15.51

■A vendre villa 200 m². R+2 en face Station d'essence Cité Djamel. ORAN - Tél : 0791.13.82.82

■Vends Maison de 300 m² Cité Petit - ORAN - Tél : 0556.65.74.71

■A vendre carcasse de 143 m² à Fleurus (Rha) - Tél : 0561.44.56.02 - 0558.42.95.24

■A vendre Maison de Maître style mauresque 500 m² située au 06, Rue de Babylone - TLEM- CEN – Tél : 0559.57.93.49

■Vends villa à Canastel, double façade, très bien située - R+2 - deux grands locaux plus garage - Sur 260 m² - Tél : 0553.63.04.76 – 0771.39.67.04

■A vendre à Hai Zabana (MISSERGH- NE) : Villa 290 m². R+2 avec Acte et Li- vre foncier - Tél : 0556.90.37.33 - Agen- ce / Courtier s'abstenir

■A vendre à ORAN (La Lofa) : Villa 400 m² avec Acte de propriété et Livre foncier. Libre de suite – Tél : 0556.90.37.33 - Agence / Cour- tier s'abstenir

■Vds villa coop de la wilaya R+1 - 150 m² finie à 100%. PC + CC. Ttes commod. RDC : 1 Gde Cuis. - 1 garage - 1 Mag. + Gde SDB + cour + WC - 1^{er} étg. : 04 Ch. + salon + WC + véranda - 2^{ème} étg. : Gde Ch. + Réservoir 4,000 L – Tél : 0560.19.09.57 - Prix après visite

■Location Niveau de villa F4 / 120 m². Véra- nda & vue sur mer, 200 m de la place Bouisse- ville centre-ville, Ain El Turk - ORAN – 0799.66.34.52

■A vendre Maison de Maître. Sup. 280 m² plus un grand Local commercial totalement amé- nagé Sup. 255 m² sur un grand Bd commercial Chakib Arslan - Tél : 0772.25.24.07 - 0770.27.76.37

■Vends Maison de Maître à kara 2 – Actée / Livret foncier - Grand garage + cuisine. 1^{er} étg. : 3 pièces + salon, SDB + toilettes. 2^{ème} étg. : 2 pièces + grande terrasse + SDB et toilettes - Bâche d'eau - Tél : 0670.28.58.89

■Vends V. M. 266 m² à ORAN - RD + 2 étages avec 3 Magasins + Café + Ham- mam + 2 G. S. + 3 Ch. + Cuis. + SD + H. + couloir + G. terrasse avec 3 façades – Tél : 0776.54.88.41 ou 0554.80.74.15

■Vends villa R+2 - 200 m². Actée. Un grand garage, 2 salons, 4 pièces, 2 ter- rasses, jardin, Gde cuisine, avec 2 SDB, sanitaires - Avec toutes commodités - Prix après visite - A Canastel Coop. 1er Octo- bre 1955 - ORAN - Tél : 0558.40.95.19

■Vds : Villa 300 m² Castors Bd commercial. R+1. RDC : F3 + Cuis. + SDB + WC + P. gar- ge + Gd jardin / 1^{er} : F4 + Cuis. + SDB + WC + terrasse – 0554.91.25.22 - Pas de courtier

■Vds villa à Canastel - ORAN - 260 m² (02) façades. Belle Architecture - 6 pié- ces. 02 sanitaires. Garage 3 voitures. Endroit calme. Prix 6 MDL – Tél : 0550.13.92.62

■Vente de villa dans le Nouveau Canas- tel. Actée. Construction 2014 - R + 2 + sous-sol. Garage. 2 façades – Tél : 0790.65.73.16

■A vendre une Maison de 250 m² Es-Se- nia Cité 23 Octobre à côté de la Gendar- merie - Oran - 1 seule façade - R+1 – Tél : 0770.52.53.01

■Vends villa R+1 - 130 m² - toutes com- modités - vue sur mer - 2 façades à Bous- fer-plage – Tél : 0661.60.44.52

■Part vend Maison individuelle à Misser- ghine Cité EPLF Zabana - Très bien si- tuée sur Blvd - 150 m² - Libre de suite - Curieux s'abstenir - Tél : 0661.24.70.00

■Loue pour Etranger villa toutes commodi- tés

VEHICULES

■Vends Camion CHAKMAN 15 tonnes à benne. Année 2009 - ORAN - 0550.47.60.16

■Vds KANGOO 2007. Couleur gris argent. DCI 80 GH et LOGAN 2012 blanche ltes options Imm. 31 - Tél : 0555.36.52.15 / 0561.33.07.41

■Jeune possédant TRANSPORTER 2014 - 8 places + 1 - Cherche Convention avec Entreprise privée ou étatique (Transport Personnel) - Etude toute proposition - Tél : 0553.75.99.75

■SBA - Vends K66 plateau + 3 MERCEDES 250 D & 300 D. Veto + CITROËN C15 moteur DAVID BROWN neuve + Moteurs V6 & V10 - Tél : 0555.49.00.78

■Loue une voiture CHEVROLET SAIL - 2014 - Tél : 0558.71.81.38 - 0771.03.40.07

■A vendre voiture OPEL ZAFIRA. 1ère Main. 2006 - 48.000 Km - Très bon état - 7 places - Tél : 0553.68.97.54

■Vends CHEVROLET 4x4 CAPTIVA LT. 7 places. Toute option. Année 2008. Zéro Retouche - 31 - Compteur 298 000 - Prix 130 M - Couleur Bleu Nuit - Tél : 0558.71.13.88

■Vends Camion MERCEDES Frigorifique 06 portes - Année 2000 - Modèle 310 D - Tél : 0550.54.03.76

■ORAN - A vendre Camion Frigo marque KIA Motors. Année 2014. Carte grise 30 Km + 02 KANGOO. Tôle. Gris et blanc. Année 2014 - 450 Km. Carte jaune - Tél : 0552.67.36.57

■A vendre FORD Fiesta Titanium. Année 2012. Couleur Blue Midnight. Très bien entretenue. Compteur 62 000 Km. Prix offert 108 millions - Tél : 0554.14.71.50

■A vendre Bus ISUZU MD 27 - 2008 - 400.000 Km - 31. Bon état // EXPERT Tôle. 2010 - 130.000 Km - 31. Bon état - Tél : 0560.33.70.46

■A vendre Chargeur CATERPILAR. Année 1996 (960 F) - Tél : 0771.59.45.32

■Vends Mercedes CLS noir AMG année 2013 - 18.000 Km - Licence 31 - Pas de curieux ni intermédiaire - Tél : 0560.00.67.00

■Vends 02 Voitures anciennes (1954 - Plymouth. USA - 1952 Opel) bien conservées et en marche, pouvant intéresser des collectionneurs - Tél : 0772.66.34.62

■A vendre Camion (JMC) Benne Tasseuse (Poubelle). Année 2013 (Safia). O.K.M. - Tél : 0554.69.43.61

TERRAINS

■A vendre : Terrain 220 m² Bordj Amar + Carcasse 115 m² R+2 Fernandville + Carcasse 100 m² R+2 Canastel + Terrain 190 m² Djabari - 0795.02.70.10

■Vends plusieurs Terrains à partir de 100 m² jusqu'à 250 m² - Actés + Permis C. - Viabilisés - cité clôturée ORAN - 0550.46.18.22 - 0699.41.57.65

■Vds terrain 4.800 m². 2 Faç. avec entourage, puits + bassin + arbres fruitiers. Acté + L.F. à Daira Sidi Lakhdar Commune Hadjadj (Douar Zarita). Vue sur mer - Tél : 0772.25.08.10 - 0555.11.74.13

■TLEMCEM - Vends Terrain. Sup. 370 m² à BENIBOUBLEN en face Station d'essence - Tél : 0771.45.55.61

■Vends Terrain. Acté. Millenium II - 3 façades - sans vis-à-vis - 209 m² - Tél : 0558.637.145 - Voir photo : ouedkniss.com

■AÏN EL TURCK - Vends Terrain Acté de 150 m² quartier calme et résidentiel - goudron et téléphone, commerces et marché à 8 min, école et daira à 5 min - Tél : 0556.40.41.91

■SIDI BEL ABBES - Vends : Lot de terrain 414 m². 2 façades + Terrain 240 m² + Bureau 3 pièces au centre-ville - Tél : 0555.49.00.78

■TLEMCEM : Vds Terrain Oujlida (Lotissement Bouchenak) 190 m². Plateforme et fondations finies - L. Foncier - Tél : 0552.90.94.93

■AG. EL EMIR - Tél : 041.45.11.63 - 0771.61.18.38 - Dar El Beïda - Echange Ferme de 2 Hectares contre Terrain industriel : Chteïbo - El Kerma - Sidi Chami - Senia

■Vends Lots de terrain à Belgaïd à bon prix : 108 m² - 121 m² - 204 m² - 180 m² - 250 m² - 1.600 m² + Habitation à Es-Senia accepte Promesse de vente - 0553.25.24.35 / 0552.79.67.72 / 0698.84.39.44

■Vends Terre environ 4 Hectares située à Menatsia (Benfréha) au bord de la route Menatsia vers Chairia proche de la ligne électrique - Contacter : 0799.93.88.59

■A vendre Lot terrain 366 m². Double façade de 13 m. Peut se diviser en deux (13 x 28). Acté. Lotissement sur grand boulevard à Belgaïd - Tél : 0552.77.86.99

■TLEMCEM (OUJLIDA) : Vds Lot terrain 190 m². 1 façade de 11 m. Acté + Livret foncier. Viabilisé - Tél : 0550.71.29.00

■TLEMCEM : Vends Terrain avec Livret foncier 190 m² double façade Lotissement Bouchenak - Oujlida - Tél : 0550.63.15.09

■Vends Terrain de 9 Ares + Maison de 2 pièces + cuisine et couloir. Bien construite. Prix intéressant 300 millions de centimes à Bouzguaret - Daira Ouled Boughalem - Wilaya de MOSTAGANEM - Tél : 0797.29.07.22

■Vends Lot de terrain. Acté. 1.000 m². Z.I. HASSI AMEUR avec P.C. et L.F. - Tél : 0550.76.27.94

■A vendre Lot de terrain 150 m². 10 m de façade - Acté - à Bir El Djir llot 14 - Tél : 0662.49.57.02

■Vends à GHAZAOUET 1 Km du port : Terrain plusieurs Hect. 800 pénétrante autoroute, façade sur route nationale. Acte notarié + Livret F + Plan cadastral + Certificat d'urbanisme + eau + électricité - Interméd. s'abstenir - Tél : 0558.47.34.69

■A vendre lot de terrain. Acté. Plein centre ville Boulevard commercial 3 façades. Superficie 900 m² dont 500 m² bâtis + 10 locaux + 1 puits. AÏN-TEMOUCHENT - N° 0796.76.57.93 - 0770.22.29.68

■Vds Terrains : 210 m² - 270 m² - 225 m² - 240 m² à Canastel + 150 m² - 220 m² - 526 m² - 170 m² - 1.000 m² - 1.400 m à Fernandville - Bir El Djir - Tél : 0772.25.08.10 - 0555.11.71.13

■A vendre terrain nu clôturé. Superficie 1.539 m². Acté + Livret foncier - Très bien situé à St-Eugène - Hippodrome - ORAN - Tél. 0552.53.85.39

■Vends terrain industriel bien situé de 35.000 m² Façade, sur la Route Nationale qui mène à TLEMCEM à 10 Km de SIDI BEL ABBES et 3 Km de l'Autoroute Es - Ouest - Prix après visite - Tél : 0798.70.56.53

■Mets en vente 10 Lots à bâtir. Lieu : Douar Belgaïd côté falaise sis sur terrain clôturé et viabilisé - Contact : 0673.43.31.49

■Vends un Lot de terrain de 135 m² (Plateforme + Piliers) façade de 8 m sur une rue principale à 200 Logts Es-Senia - ORAN - Tél : 0555.80.79.09

■Vends Lot de terrain à bâtir 219 m². Acté. Double façade, à Trouville en 1ère Zone, pieds dans l'eau. Quartier résidentiel - Curieux et intermédiaire s'abstenir - Tél : 0774.01.89.57

■Une Ferme à AÏN SEFRA de 3 Hectares au bord de la route avec une Maison, un bassin, un hangar pour l'élevage bovin et des arbres fruitiers - Tél : 0797.31.85.78

■Terrain 750 m² à vendre situé au centre-ville face dispensaire Aïn Turck - ORAN - Tél : 0795.18.63.67

■A vendre 2 Lots de terrain 84 m² + 147 m² - 22 Rue Nationale TAFRAOUI - ORAN - Tél : 0542.59.02.12 - 0561.94.32.87

LOCAUX

■A louer un grand Café de luxe à Fernandville - Tél : 0557.13.36.20

■A.V. Locaux : 33 m² 2 F. Luxe + 20 m² Dar Salam + 20 m² USTO + 20 m² ADJ. Bd Yasmine 1 - F4 Arzew - 0795.02.70.10

■A vendre local. Refait à neuf. 800 m². Hauteur 6 m avec 4 bureaux, WC, douche - situé à la Rue Bruix, côté Garage Boukamel ORAN-Centre - Tél : 0661.20.24.17 - 0560.86.27.21

■TLEMCEM : Vds local à Résidence Bahdjia - IMAMA - 1er étage. 26 m² - Tél : 0552.90.94.93

■A louer Showroom très bien situé SENIA-Douar Route de l'Aéroport. 300 m² - Courtiers et Intermédiaires s'abstenir - Appelez au : 0560.93.21.07

■Vends local. Acté. Haut standing. Idéal pour Bureau : Résidence Clémentine centre-ville ORAN - Tél : 0558.637.145 - Voir photo : ouedkniss.com

■A louer beau local avec sanitaires - 38,10 m² - Akid Lotfi - Tél : 0770.72.78.62

■Part vend local 32 m² + Sous-sol 30 m² à Akid Lotfi - Bien aménagé (Dalle de sol + Faux plafond - Sanitaires) - Tél : 0555.49.99.64

■Loue Salon de Coiffure et Esthétique (Local 20 m² + Matériel Coiffure et Esthétique) 100 m de la Clinique El Hikma - Fernandville - 0667.32.08.45

■Près de HASSI MAMECHE - Vends avec Acte notarié : 1 Cave 1.437 m² + 1 Cave 428 m² + Etable - 1 appartement moyen + plusieurs Carcasses de bâtiment agricoles - Interméd. et A. Immo. s'abstenir - Tél : 0771.69.60.97

■Loue local 200 m² à ORAN-Ville - Contacter : 0553.45.29.39

■Loue un magasin en face la grande mairie d'Oran et en face les « E.T.O. Bus » - Sup. 45 m² - Heures de visite 9 H 30 à 15 H 30 - Tél : 0559.56.35.88

■A.V. Locaux : Dar Salam 35 m². 2 F. Luxe + 20 m² Dar Salam + 25 m² USTO côté Marché - 0795.02.70.10

■Vends local sup. 20 m² à Haï El Yasmine l - ou Echange contre Véhicule + Complément. Etude toute possibilité éventuelle + Loue 2 locaux à Yasmine - Tél : 0558.61.63.38 - 0558.60.54.82

■A louer : Local, Rue du Park (Au dos du lycée Azza) Sidi Bel Abbès, d'une superficie de 350 m² - Magasin, Bd de la Soummam, Petit Vichy (en face les Glaciers) Sidi Bel Abbès, d'une superficie de 150 m² - Tél : 0550.98.28.74 - Visite tous les jours de 17 H à 19 H sauf le week-end - Interméd. s'abst.

■Vends Local 15 m² côté consulat d'Espagne, mitoyen avec Restaurant Santa Clara - Fonds et Murs - Tél : 0798.71.43.17 - 0556.39.46.56 - 00.33.681.074.519

■Loue Dépôt de 670 m² couvert sur 300 m² Boulevard Froment Coste - Bel Air. ORAN + Local Local 140 m² avec 4 rideaux Av. Gambetta - 0557.18.52.16

■Vds / Loue local 50 m². Refait à neuf. Centre-ville d'Oran - Miramar - pour profession libérale ou habitat (Location pour longue durée) - Tél : 0782.31.58.81

■Vends Café au centre-ville d'ORAN près de l'Académie avec matériels (Acté) - Tél. Mohamed : 0556.24.74.79 - Cheikh : 0772.51.32.32

■Pour investir. Vends local. Sup. 28 m². WC. Deux façades - Maraval (Bd) - Tél : 0557.40.97.65

■A ORAN - Vends ou Loue une Boulangerie sans matériel. Superficie 120 m². Sous-sol 300 m². Prix intéressant. Adresse : 9, Bd des Frères Guerrab ex-Oudinot - Sidi El Houari - N° Tél : 0552.95.02.63 - 0560.63.99.73

■A louer un Atelier de 500 m² avec 2 étages + 1 sous-sol + un panneau de travail pour Société étrangère ou nationale, situé à Bel Air Bd Froment Coste. ORAN - Tél : 0795.17.71.11

■Vends ou Loue à Sté étrangère ou nationale : Immeuble neuf de 5 étages F3 A/Ascenseur + sous-sol + bureaux à Plateau / ORAN - Tél : 0550.54.02.17 - 041.30.16.31

■URGENT. Bonne Affaire : Vends 2 locaux jumelés - Acte + LF - 40 et 30 m². Dalle de sol + sanitaires - sis à Avenue Cap Falcon Bahia - Aïn El Turck - Prix après visite - Tél : 0553.63.21.30 - Med

■Loue un local superficie 35 m² au centre-ville d'Oran situé à 10 m du Boulevard Larbi Ben M'hidi - 0549.52.99.11

■Loue beau local commercial, en plein centre d'Oran, Bd Hamou Boutélis, superficie 300 m² en 2 niveaux. Convient pour toutes activités- Tél : 0661.20.53.36

40ÈME JOUR

Aujourd'hui nous rendons hommage à notre très cher père qui nous a quittés à jamais pour un monde meilleur. En cette journée, nous prions Dieu, Le Tout-Puissant, de t'accorder Sa Miséricorde et de t'accueillir dans Son Vaste Paradis. Tes enfants ne t'oublieront et ne cesseront jamais de t'aimer - ALLAH YARHMAK « Hbi »
Ta fille Fatima qui t'aime pour toujours



DÉCÈS

Les familles YEBDRI - DJADI - SMAIL - EL YEBDRI - OUADAH ont l'immense douleur de faire part du décès de leur cher père et grand-père **Monsieur YEBDRI Abdelkader** décédé le 22/10/2014 à l'âge de 75 ans, ancien membre de l'ALN et ancien inspecteur principal des P.C. de la direction des Transport. Adresse mortuaire : 64, Rue Docteur Colombani - Cité Petit - ORAN. Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, accueillir le défunt en Son Vaste Paradis.
إنّا لله وإنا إليه راجعون



PENSÉE

A la mémoire de notre très chère regrettée mère et belle-mère **Mme TASSA SAADIA née KHELLIL**. Ça fait déjà 05 ans que tu as quittés le 24-10-2009 en laissant un grand vide derrière toi. Heureusement j'ai hérité l'amour et la bonne éducation que tu as laissés à ta très chère fille. Que Dieu te garde dans Son Vaste Paradis.
Ta fille KHADIDJA et ton beau-fils CHIALI MUSTAPHA



PENSÉE

Déjà 04 ans, le 23/10/2010, que nous a quittés à jamais notre cher et regretté père, époux **Hadj DOUAÏDI Benaouda**. Tu nous as laissés seuls dans cette vie qui a perdu son goût sans toi. Tu resteras toujours présent dans nos cœurs. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire. Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, accueillir le défunt en Son Vaste Paradis.
Ta femme et tes enfants



DIVERS

■Sté BMC. Vous Chauffeur de taxi bénéficiez d'une voiture après 3 ans de travail réfléchi. Apport exigé. Mieux de quitter sans rien - 041.53.41.63 - Ex-Av. d'Arcole face PTT

■A vendre Chaudière capacité 4.000 Kg. Année 2012 - Tél : 0775.71.19.74 - 0770.54.88.58

■Vends Tracuer d'impression 1440 DPI INT/EXT éco solvant 6 couleurs, laize 1 m 20, bon état, marque MUTHO - Prix intéressant - Tél : 0771.69.31.39

■SBA - Vends Tour CELTIC 1 m entre point B. état + Tour CELTIC 0,80 m E.P. + Perceuse ADAM G.M. + Presse 10 T + Tournet à meule + Accessoires - Tél : 0771.14.85.98

■Possédons Matériel neuf pour Agro-alimentaire : Cherche Associé ou Partenaire - Bonne affaire à saisir - Tél : 0773.56.07.97

■Loue Licence de café 1ère Catégorie - Libre de suite - Tél : 0663.170.333

■Réparateur à domicile Machine à laver linge - Frigo - Cuisinière - Climatiseur - Pièces de rechange disponibles - Travail garanti - 0662.87.45.68

■Je cherche Numéro de Taxi pour louer. Le prix entre 5.000 et 7.000 DA - Contacter : 0791.59.52.14

■A vendre 3 Pétrins Loïsely en bon état - Tél : 0662.35.06.65

■Sarl Carrière TLEMCEM : Vds Stock important 3/8 - Prix intéressant - Tél : 0771.86.13.37

■Vds ou Echange : Compresseur Indust. - Station traitement d'eau - Chaudière à vapeur - Ambulance médicale J5 - Citerne en plastique 10.000 litres - Matériel complet Rôtisserie neuf - Tél : 0771.50.93.81

■Pour vos travaux de Découpage, Pliage et Poinçonnage de la Tôle (longueur 3 m 20 - Diam. 6 mm) - Découpage Cornière (120 x 20 mm) - Fer plat (200 x 20 mm - 300 x 15mm) et Plaque d'assemblage - Tél : 0793.91.86.12

■Je propose une très bonne affaire pour les vendeurs de cosmétique et des produits de pharmacie - Contacter entre 9 : 00 h - 15 : 00 h et 20 : 00 h 6 22 : 00 h - Tél : 0559.01.57.47

■SARL LAITERIE : Cherche Collecteur lait cru régions TLEMCEM - SBA - TEMOUCHENT - ORAN - Tél : 0555.88.02.80 - De 9 H à 16 H

■Prends en charge des travaux de : Démolition - Gros œuvres - Maçonnerie Gle - Décoration façade - T.C.E. - Fourniture et Pose avec Garantie - Tél : 0770.97.35.82 - 0555.20.05.90 - email : mounir60yassin@gmail.com

■Vends Chariot élévateur « Clark » marque Hyster en état de marche - Tél : 0661.59.69.30

■Vends pour les Fabricants de charcuterie : Bayou celluloseurs différents diamètres et différentes couleurs pour Cachir fumé - Tél : 0782.51.99.60

■Vente : Machine de soufflage. 5 litres avec moule, année 1988. Marque « Plastiblow. En très bon état - Matière Première Polypropylène grade 1.3 extrusion - Tél : 0560.91.98.26

■Je vends un Lot de Cosmétique de marque SEPHORA pour 350 DA - Contactez-moi pour plus de renseignements au : 0551.73.28.94

■Je vends des Canapés de luxe de marque CUIR CENTER du Groupe ROCHE BOBOIS - Contactez-moi pour plus de renseignement au : 0551.73.28.94

■Je vends Lot de Vêtement pour Enfants de marque européenne à très bon rapport Qualité / Prix (350 DA) - Contactez-moi pour plus de renseignement au : 0551.73.28.94

■Vends : Souffleuse PEHD et PVC de 0,75 à 5 litres - Compresseur à vis - Refroidisseur - Moules Bouchon : 1 litre, 02 litres et 5 litres - Moules Soufflage PEHD : 1 litre, 02 litres et 5 litres - Tout en état de marche - ou Echange C / Véhicule - Prix Av. visite - Tél : 0771.53.63.57

■A vendre Matériel Boulangerie marque BONGAR - Bonne occasion - Tél : 0550.24.11.16

■Mas - Arabesque : Les Spécialistes de pose de Faïence - Dalle de sol...etc. - Qualité - Rapidité - Prix - Tél : 0551.251.600

■BAC 15 - Prof. expérimenté donne cours de Physique et Chimie pour élèves 3ème AS et 2ème AS - Tél. 0555.08.36.52

■Prof DRH chargé (e) de la Formation. Pour l'inscription des agents & cadres aux différents séminaires et ateliers de formation, veuillez accéder au site : www.estoran.com

■Vends : Pompe à béton (1 G) état neuf + Lot des Pneus + Camion à benne 6x4 marque MAZ + Citerne à eau (6.500 L) + MITSUBISHI (L 200) Année 2008 - Tél : 0780.69.43.64

Office Public Maître GHITRI HOCINE

Commissaire-priseur près le tribunal de Tlemcen

BT - L - N° 2 CITE 325 LGTS PASTEUR - TLEMCEM – Mobile : 06-73-30-08-50

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Le Commissaire-priseur porte à la connaissance du public qu'il sera procédé à la vente aux enchères publiques verbales et avec admission des soumissions cachetées de divers matériels.

LUNDI 03 NOVEMBRE 2014

A 09 : 00 h au siège de la CACOBATH. TLEMCEM

N°	DESIGNATION	OBS.
01	Lot de Mobilier et Matériels de bureau + Matériels Informatique NISSAN PICK-UP (accidentée)	06194-308-16 Visite au Parking à MAKHOUKH. TLEMCEM

A 09 : 45 h au siège de l'entreprise de gestion du marché de gros fruits et légumes ABOU TACHFINE – TLEMCEM.

N°	DESIGNATION	OBS.
01	Véhicule HYUNDAI ACCENT Lot de Matériels de Cafétéria + Lot de Mobilier et Matériels de bureau	04251-108-13
02	Lot de Ferraille	Au KG

A 10 : 30 h au Parc du GPL Z/I CHETOUANE – TLEMCEM

N°	DESIGNATION	OBS.
01	Camion plat SONACOM K 120 + Chariot élévateur GERMAN (CARCASSE) + Visite à SEBDOUT	4556-282-13 + 1999
02	Tracteur routier SONACOM TB 305	21-503-13
03	Tracteur routier INTERNAT	0072-0-591-10
04	Camion plat BERLIET	2371-275-13

A 11 : 00 h au Parc de ALGERIE TELECOM Z/I CHETOUANE – TLEMCEM

N°	DESIGNATION	OBS.
01	RENAULT Express F4004 (en panne)	2009-391-13
02	RENAULT Express F4004 (en panne)	2634-390-13
03	RENAULT Express VF1F40TP5 (en panne)	227-394-13
04	RENAULT Express F40004 (en panne)	2011-391-13
05	RENAULT Express VF1 F40004 (en panne)	2632-390-13
06	RENAULT Express (en marche)	116-394-13
07	RENAULT Express F40004 (en marche)	1950-391-13
08	RENAULT Express VF1F40TP5 (en marche)	226-394-13
09	RENAULT Kangoo VF1KCOICI (carcasse)	41761-105-16
10	MITSUBISHI D1CP12UN (en panne)	1223-392-13
11	MITSUBISHI L300 (en panne)	1043-392-13
12	MITSUBISHI L300 (en panne)	1042-392-13
13	MITSUBISHI L300 (en panne)	2007-391-13

Plus de 45 hectares de forêts détruits par les flammes

A. Mallem

Le bilan des incendies de forêts qui se sont produits l’été dernier dans la wilaya de Constantine a été publié hier par la Conservation des forêts dans un communiqué de presse. La première chose à remarquer dans ce bilan qui porte sur les mois d’août et de septembre est qu’il est plus élevé que celui enregistré l’année dernière s’il l’on considère la surface couverte par les forêts et la végétation qui a été détruite par les incendies. Ainsi, sur une surface totale de 325,5 hectares appartenant au domaine forestier qui ont été détruits par les flammes, on compte 45,5 hectares de forêts, 14,5 de végétation, et 11,5 hectares de nouveaux plants, notamment.

Les causes des sinistres ont été imputées aux chaleurs caniculaires induites par les vents du sud, ainsi que la sécheresse qu’avait connue la région au cours de la période des mois d’août et de septembre derniers. D’autre part, indique le communiqué de la Conservation des forêts, les herbes sèches facilement inflammables ont contribué, dans une large mesure et dans la plupart des cas, à la propagation fulgurante des flammes sur certaines aires difficilement pénétrables pour les secours et les véhicules anti-incendie. Annonçant les grandes lignes du programme de

lutte contre les incendies de forêts qui va être développé durant la saison 2014/2015, la Conservation des forêts a indiqué que ses services ont mis au point des actions préventives pour renforcer la lutte anti-incendie. Dans ce cadre, six opérations d’envergure seront lancées au cours de la saison et vont se traduire par l’ouverture d’un ensemble de 25 kilomètres de pistes, l’aménagement de 30 autres kilomètres, le creusement aussi de 60 fosses et tranchées anti-incendie, la mise en terre de plants sur une surface de 350 hectares et le reboisement de 375 hectares de forêts qui ont été détruits par les incendies au cours des saisons passées et, enfin, la réalisation d’une tour de contrôle (mirador) à la forêt d’El-Kantour dans la daïra de Zighoud-Youcef. En attendant, la Conservation des forêts, dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de l’arbre du 25 octobre en cours, a élaboré un programme comportant des conférences pédagogiques et des opérations de reboisement qui vont être effectuées dans des établissements éducatifs et de la formation professionnelle de la wilaya, notamment à la cité Massinissa d’El-Khroub, à Ibn-Ziad, à Ain-Smara pour et par les élèves de ces établissements, ainsi que le lancement de spots publicitaires et émissions radiophoniques sur la radio locale. Le programme s’étalera du 22 au 26 octobre courant.

Parc urbain du Bardo Les travaux de réalisation lancés incessamment

C’est quasiment officiel à présent : le chantier de réalisation du parc urbain du quartier du Bardo va être lancé incessamment, «dans les jours qui viennent», nous a confié une source officielle. Et quoi que la date exacte du lancement des travaux n’a pas encore été communiquée par le maître d’œuvre, la direction de l’environnement de la wilaya, l’information nous a été confirmée, hier, par la directrice de l’environnement de la wilaya, Mme Sellal. «Le matériel et les engins de la société espagnole chargée de la réalisation de ce projet qui entre dans le cadre du programme de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015», ont commencé à arriver sur le site du chantier qui était occupé par une entreprise chinoise. Cette dernière a été invitée à évacuer ce site. D’autre part, le wali de Constantine a instruit dernièrement le président de l’Assemblée populaire communale pour faire évacuer également le matériel de la mairie stocké dans l’ancienne école qui se trouve sur ce site, et pour inviter aussi l’entreprise espagnole à procéder à l’enlèvement

des déblais qui se trouvent sur le même site», nous a expliqué hier un cadre de la wilaya au fait de ce dossier. Il était temps car ce chantier dont le lancement avait été fait d’une manière officielle par la ministre de l’environnement, Mme Dalila Boudjemaa, au cours d’une visite qu’elle a effectuée sur le site il y a plus d’une année de cela, n’avait pas démarré pour des raisons qui demeurent encore inconnues pour le citoyen lambda, notamment le citoyen constantinois qui se rappelle encore qu’à l’époque, les responsables, à différents niveaux, avaient déclaré que le parc urbain du Bardo figure parmi les 25 projets qui entrent dans le cadre de la préparation de l’évènement de 2015 et qui ont un caractère prioritaire. «L’est-il toujours ?», se sont interrogés hier des citoyens qui suivent le dossier. Et compte tenu de la proximité de l’évènement, ils ont émis des doutes légitimes sur la réalisation dans les délais impartis de ce «jardin de l’Eden», comme l’avaient qualifié certains au moment de la présentation de la maquette du projet.

A. M.

Campagne de prévention contre le cancer du sein

L’association Waha d’aide aux malades du cancer mène, depuis le début du moins à Constantine, une vaste campagne de sensibilisation pour prévenir le cancer du sein, intitulée «Octobre rose, le cancer du sein sur le devant de la scène». Le secrétaire général de cette association, Ahmed Zemouli, a précisé, dans un entretien à l’APS, que cette action qui touche tant les grandes villes que les localités rurales à forte densité démographique, «vise à sensibiliser et, pourquoi pas, à convaincre les femmes à se faire dépister avant qu’il ne soit trop tard». M. Zemouli, qui se voue depuis de longues années à la lutte contre cette tumeur «silencieuse», a fait état de la «recrudescence» de ce genre de cancers «favorisé, dans les deux tiers des cas, par un diagnostic tardif, à un stade où la maladie a beaucoup trop évolué». Pour lui, les initiatives pour conduire à une systématisation du dépistage se multiplient mais restent inefficaces du

fait de «la dispersion des efforts et de la divergence des stratégies».

Sur un autre plan, le président de l’association Waha a appelé à «la relance et à la généralisation des espaces d’accueil, d’écoute et d’accompagnement des patientes à qui l’on doit expliquer l’importance d’une activité physique adaptée et de l’autopalpation». Le «partage» de l’expérience du Centre d’information, de dépistage et d’orientation (CIDO), de l’Etablissement public de santé de proximité (EPSP) Bachir Mentouri de Constantine et de l’Unité d’hospitalisation à domicile de l’établissement public hospitalier (EPH) d’El Khroub n’en sera que bénéfique pour les malades et les structures de prise en charge, a-t-il fait observer.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

29 dhou el hidja 1435				
El Fedjr 05h23	Dohr 12h18	Assar 15h23	Maghreb 17h51	Icha 19h09

Célébration de la Journée de la presse

Hier, 22 octobre, a été célébrée la Journée nationale de la presse par plusieurs secteurs, organismes locaux et association qui ont tous organisé des réceptions conviviales en l’honneur des représentants de la corporation. De la traditionnelle réception offerte par le wali dans les salons feutrés de la wilaya au Commandement régional de la Gendarmerie nationale en passant par la symphonique cérémonie d’une association locale, les représentants de la presse ont été, pour ainsi dire, «chouchoutés» et choyés.

Rush sur les générateurs d’électricité

Depuis le début de la série de coupures du courant électrique dans les quartiers de la vieille ville de Constantine, la vente des générateurs d’électricité fonctionnant à l’essence (les groupes électrogènes) est montée en flèche et le prix de l’appareil à quasiment doublé. Aussi, le tarif pour un appareil assurant la marche de 36 lampes est passé de 15000 à 19000. Certains ont assuré l’avoir payé à 30000 dinars. Pour ceux plus développés et qui ne font pas de bruit tout en faisant fonctionner un nombre de lampes plus important, il est acheté à 50000 dinars chez les revendeurs de la route du «Cantollier» entre Constantine et Hamma-Bouziane. «Mais du moment que ces appareils rendent service et nous épargnent le manque à gagner», ont déclaré des commerçants, peu importe le prix.

Dix-sept blessés dans six accidents de la route

Selon un communiqué diffusé hier par la cellule de communication de la Protection civile, six accidents de la circulation ayant fait 17 blessés légers heureusement, ont été enregistrés mardi. La plupart de ces accidents ont eu lieu dans les «points noirs» de la wilaya, comme les virages de la cité de Bekira, sur la nationale 3 et sur la nationale 79 aussi en direction de la wilaya de Mila. L’âge des blessés varie de 3 à 44 ans et tous ont été secourus par la Protection civile sur les lieux des accidents avant d’être transférés vers les centres de santé les plus proches, a ajouté le communiqué de la Protection civile.

A. Mallem

Le pôle culturel de Zouaghi raccordé au gaz et à l’électricité

A. El-Abci

Les travaux de raccordement au gaz, et surtout à l’électricité, du pôle culturel de la cité Zouaghi Slimane, ont atteint, actuellement, le taux de 100%, a estimé, hier, le directeur de l’Energie et des Mines de la wilaya de Constantine, M. Ahmed Bouzidi. Le responsable du secteur a précisé que les entreprises réalisatrices auront, ainsi, tout le loisir d’effectuer les essais techniques concernant le matériel de sonorisation et d’acoustique à installer, particulièrement dans la salle de spectacles ‘Zénith’, sachant que ces essais sont prévus pour le mois de décembre prochain, ou même avant.

«C’est, désormais, chose possible, dès maintenant», a avancé M. Bouzidi, en expliquant qu’ainsi le retard enregistré, dans les travaux de raccordement et qui ont été générés par une cadence de travail faible, de la filiale de Sonelgaz (GRTE), spécialement dans le transport de l’Energie, a été, vite, rattrapé et comblé.

Et d’ajouter, sur la lancée, que les injonctions et remontrances du wali y ont été pour quelque chose, à telle enseigne, que les travaux, à chaque fois relancés et accélérés, suite aux

critiques du chef de l’exécutif, sont, actuellement, en avance sur les prévisions et les délais fixés et sont achevés à 100%, ouvrant, ainsi, la voie aux essais qui peuvent être entamés, dès maintenant. Et notre vis-à-vis de préciser qu’en sus la puissance installée qui est de 20 mégawatts répond, parfaitement, à la demande exprimée, initialement, et qui n’était que de 14,7 mégawatts seulement.

Le directeur de l’Industrie et des Mines a indiqué, ensuite, que les projets de ce pôle culturel, et notamment, la salle de spectacles ‘Zénith’ et le palais des Expositions, figurent parmi les structures et ouvrages à réaliser, en priorité et avant le coup d’envoi de la manifestation ‘Constantine, capitale de la Culture arabe 2015’. Il s’agit de projets dont la livraison est nécessaire car ils doivent, obligatoirement, être mis à la disposition du commissaire de cette manifestation, avant l’inauguration de cette dernière. Alors que les autres projets peuvent être réceptionnés au cours de l’année 2015, et même, pour plus tard, encore, pour ce qui a trait surtout aux projets de réhabilitation des sites et monuments figurant dans le patrimoine à sauvegarder de la ville.

La SEACO promet un renforcement de l’AEP

L’alimentation en eau potable de la zone ouest de Constantine sera renforcée «dès la semaine prochaine» avec la mise en service, après réhabilitation, de la station de pompage de la cité El Bir, a-t-on appris mercredi auprès de la société de l’eau et d’assainissement de Constantine (SEACO). Les essais techniques sur les trois nouveaux équipements de pompage installés, constituant la phase finale du chantier, ont été effectués avec «succès», a précisé la cellule de communication de la SEACO. Cette station de pompage recevra, en vue d’une augmentation du débit, de l’eau potable depuis la nappe souterraine de la zone de Hamma Bouziane, au titre d’autres travaux d’acheminement «entièrement achevés», a-t-on également indiqué de même source.

S’agissant des perturbations signalées ces derniers jours dans plusieurs quartiers de la zone ouest de la ville, la cellule de communication de la SEACO a précisé que les désagréments étaient dus «à une forte demande» contraignant à la réduction périodique du débit pour permettre le remplissage des réservoirs. Inscrite dans le cadre du développement et de la modernisation de la gestion de l’eau à Constantine, la station de

pompage de la cité El Bir renforcera, une fois opérationnelle, l’alimentation en eau potable des quartiers populaires de Bencherghi, de Boudraâ Salah, de Filali, des Mimosas et 20 Août 1955, a-t-on encore souligné.

Sur un autre registre, la même source a indiqué qu’un «programme spécial» de détection et de réparation des fuites d’eau a été lancé à travers les quartiers de la ville de Constantine, en même temps que le lancement de projets de renforcement de la fourniture d’eau potable.

Près de 2.000 interventions ont été effectuées par les équipes techniques de la SEACO, durant le deuxième trimestre de l’année en cours, pour la réparation des fuites signalées, situées à hauteur de 64% au niveau des branchements. A l’heure actuelle, la fourniture ininterrompue (H 24) d’eau potable est effective dans 70% de la wilaya de Constantine, selon la même source qui a fait part de son objectif de parvenir à un approvisionnement continu de l’ensemble de la ville de Constantine «d’ici au début de l’année 2015» à la faveur de l’achèvement et de la mise en service de la station de pompage du quartier Emir Abdelkader, destinée à renforcer l’AEP pour 200.000 habitants de la zone nord de Constantine.

Deux ouvriers meurent sur deux chantiers

Deux ouvriers ont perdu la vie sur des chantiers de construction de logements à Ain Smara et à la nouvelle ville Ali Mendjeli, dans la matinée de mardi dernier, endeuillant ainsi deux familles et provoquant la tristesse parmi les collègues des deux malheureux ouvriers. Ainsi, selon la cellule de communication de la Protection civile de Constantine, le corps du premier ouvrier, K. H., âgé de 50 ans, employé sur un chantier de construction de logements du projet FN-POS, au niveau de l’unité de voisinage n°19 de la nouvelle ville Ali Mendjeli, a été retiré d’une tranchée de près de 3 mètres de profondeur où il avait été enseveli. La victime a été retirée sans vie car tous les massages cardiaques effectués par les sapeurs-pompiers pour tenter de le ramener à la vie se sont avérés vains. Après le constat de décès établi par le médecin légiste, la dépouille a été évacuée à la morgue de l’hôpital Ben-

cherif de Ali Mendjeli. Toujours selon l’information communiquée par la Protection civile, la seconde victime, B. B., était âgée de 65 ans. Cet ouvrier est tombé d’une hauteur de 12 mètres de l’étage supérieur d’un immeuble en construction à la cité des 212 logements de la ville d’Ain Smara. Encore en vie après la chute, la victime a reçu les premiers soins prodigués par les agents de la Protection civile avant d’être transportée en urgence à la polyclinique de la ville pour des soins complémentaires. Malheureusement, elle a succombé à ses blessures après son admission à cette structure de santé. Et le corps sans vie de cet ouvrier a été acheminé à l’hôpital d’Ali Mendjeli pour être déposé à la morgue.

La police a ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de ces deux décès.

A. E. A.

Des mal-voyants navigateurs heureux en Méditerranée



La barre du trois-mâts poussé par une forte brise, Alina n'a aucun mal à garder le cap sur Barcelone: dans son casque d'écoute, une voix électronique lui souffle les petits coups de gouvernail à donner pour tenir compte de la houle et du vent. Cette Polonaise de 59 ans est non-voyante, mais elle pilote sans problème le «Kapitan Borchardt», sans voir ni la boussole ni les étoiles de la nuit méditerranéenne. «Cap 248, barre à gauche six, barre à gauche quatre...» susurre l'ordinateur qui puise ses renseignements dans un récepteur GPS et donne aussi la position du gouvernail. Le programme informatique a été écrit spécialement par un ami du capitaine. «J'aime naviguer de nuit, le bruit des vagues, l'odeur de la mer», dit Alina, psychologue et masseuse originaire d'Opole. «J'ai demandé à l'officier de quart de prévenir tous les bateaux de pêche que j'étais à la barre. J'ai réussi à n'en éperonner aucun!» Avec une trentaine de personnes, dont une quinzaine d'autres mal-voyants ou

non-voyants, Polonais, Allemands et Lettons, Italien et Lituanien, Alina Koralewska a embarqué à Alicante, en Espagne. La croisière de six jours qui l'a menée à Ibiza et à Majorque, avant de mettre le cap sur Barcelone, a été organisée par la fondation Imago Maris, offrant aux non-voyants cette expérience de mer et de rencontres avec des gens d'autres horizons. «Les non-voyants sont souvent renfermés, ici ils s'ouvrent aux autres, ils se sentent membres d'une équipe. On observe cette métamorphose parfois vers la fin de la croisière», assure Maciej Sotkiewicz, capitaine de la goélette et vice-président d'Imago Maris.

«Les non-voyants sont obligés de s'impliquer à 100%», poursuit ce grand blond, navigateur professionnel, dont la mère est presque aveugle «mais vit une vie normale, prépare le dîner pour toute la famille et maintient la maison en ordre». «C'est une bonne école de vie... Le plus jeune matelot, Kuba, a appris ici à épucher les pommes de terre. Chez lui, c'est

une domestique qui le fait». Mais, au delà des corvées, il y a la part de rêve devenu réalité. «On a le sentiment de liberté, cela te montre que si l'homme veut quelque chose, il le peut», dit Andrei Skirins, grand Letton rond et musclé. Il gère un réseau de salles de fitness à Daugavpils et fait de l'aviron. «Depuis que j'ai perdu la vue, j'ai rêvé de naviguer. J'en retire une grande satisfaction, une grande énergie, et je fais plein de connaissances». Tous se disent prêts à recommencer. «J'ai aimé la mer démontée et le vent, c'est une sensation formidable», dit l'Allemand Sebastian Barschneider, j'ai appris à connaître les voiles, les manoeuvres, je pense remettre cela». Un seul bémol, ajoute-t-il, «on parlait beaucoup polonais ici. Pour une personne qui ne parle qu'anglais, c'était un peu difficile». Monika Dubiel, étudiante de Varsovie de 26 ans, s'est trouvée à bord presque par hasard. «Une camarade m'a vue avec ma canne blanche, elle est venue me parler de la croisière à la maison d'étudiant. L'idée m'a plu! J'aurais accepté aussi bien d'aller faire le tour du monde à dos de chameau!» Un non-voyant goûte la mer autrement, explique-t-elle: «Par le parfum, humide, salé, rappelant les algues, par les sons, le clapotis des vagues contre la coque quand je suis sur ma couchette, le bruit des voiles qui fasaient, par le toucher: les drisses sont plus usées que les écouteles...» Alina cède la place à la barre à un camarade. Elle avance prudemment sur le pont pour descendre vers les cabines. «Les life-lines (cordes de sécurité auxquelles on peut s'attacher sur le pont) nous aident beaucoup», reconnaît-elle. Et dans les espaces ouverts «il y a toujours un beau gars qui te tend la main».

Canada

4 corps de nourrissons retrouvés dans un local de stockage

Quatre dépouilles de nourrissons en état de décomposition avancée ont été découverts dans un local de stockage à Winnipeg, a annoncé mardi la police canadienne. Les autorités n'étaient pas en mesure dans l'immédiat d'expliquer les circonstances de ces décès pas plus que la date de la mort de ces bébés. Les enquêteurs sont en train d'interroger «plu-

sieurs personnes». «Nous parlons de nouveaux-nés, qui venaient de voir le jour, ce n'étaient pas des enfants», a souligné Eric Hofley, porte-parole de la police de Winnipeg lors d'une conférence de presse télévisée. Cette découverte «dérangante et tragique» a eu lieu lundi à la mi-journée et les autopsies doivent encore être réalisées, a-t-il ajouté. Selon les

médias locaux, l'alerte a été donnée par un employé de la société d'entreposage qui avait été surpris par l'odeur nauséabonde se dégageant d'un local à louer. «Nous n'avons aucune idée où (l'enquête) va nous mener», a encore dit la police de Winnipeg, indiquant que les services de la protection infantile étaient mobilisés.

Son fils gagne au poker, un dirigeant islamiste marocain contraint de se justifier



Un dirigeant du parti islamiste Justice et développement (au gouvernement) a réfuté l'idée que le poker constitue un «jeu de hasard», interdit par l'islam, après que son fils eut brillé lors d'une compétition nationale, sur fond de débat politique autour de ce thème. Une controverse a vu le jour dans les médias et sur les réseaux sociaux à la suite de la 3e place récemment décrochée par Salaheddine Yatim au World Poker Tour National 2014 (WPTN), avec à la clé un prix de quelque 45.000 euros. Membre du secrétariat général du parti Justice et développement (PJD), son père, Mohamed Yatim, a dû prendre sa défense, et se justifier. «Certaines personnes considèrent ces compétitions comme étant + haram +, mais elle sont légales aux yeux de la loi et il y a débat au niveau de la loi islamique» sur leur interdiction, a-t-il déclaré, cité par le site du quotidien Akhbar al-Yaoum. Selon lui, le poker est «une compétition à l'image

de (compétitions télévisuelles) où le candidat peut remporter un lot». «Je n'ai aucune tutelle sur mon fils de 34 ans», a encore expliqué le député, déplorant que son parti soit mêlé à cette histoire. De son côté, Salaheddine Yatim a indiqué que son objectif n'était «pas de gagner de l'argent» mais de «mettre à l'épreuve son intellect», estimant que la pratique du poker relevait des «libertés individuelles». Cette controverse intervient alors que le PJD, qui dirige la coalition au gouvernement, cherche depuis plusieurs mois à amender la loi pour interdire la publicité sur les jeux de hasard.

Selon le quotidien Libération, cette proposition d'amendement, qui avait soulevé une polémique au début du mandat du PJD, est remise sur la table par le ministre de la Communication, Mustapha El Khalfi. Elle sera soumise au vote devant une commission parlementaire, affirme ce quotidien proche de l'opposition socialiste (USFP).

Grande-Bretagne Prime controversée pour les médecins qui diagnostiquent la démence

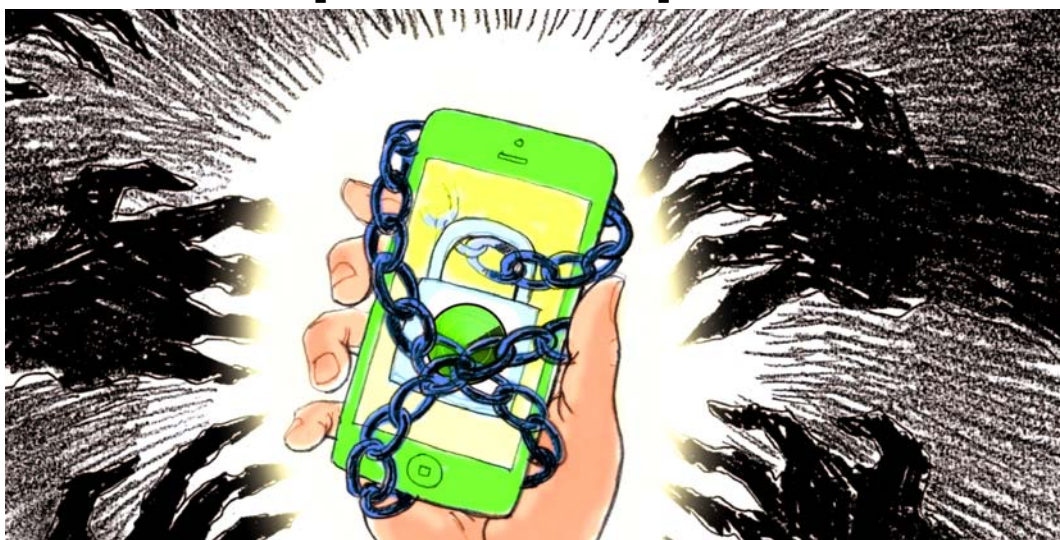
Le service de santé publique britannique (NHS) a été vertement critiqué mercredi par une association de malades pour avoir mis en place le versement d'une prime de 70 euros aux médecins généralistes chaque fois qu'ils diagnostiquent un cas de démence. Cette nouvelle mesure, qui serait la première initiative nationale de rémunération des médecins diagnostiquant une pathologie particulière, prévoit de maintenir cet encouragement aux praticiens sur une période de six mois. C'est «une distorsion de la bonne pratique médicale», a dénoncé Katherine Murphy, directrice générale de la Patients Association (Association des patients). «Nous savons que les médecins généralistes touchent des intérêts quand ils diagnostiquent des problèmes de santé comme l'hypercholestérolémie, l'hypertension artérielle et le diabète mais là on va un peu trop loin. Cela revient à mettre une prime sur la tête de certains patients», a-t-elle regretté. «Les bons

médecins diagnostiquent déjà les cas de démence chez leurs patients. Cela semble récompenser les mauvais médecins», a-t-elle ajouté. Des experts médicaux estiment que seulement la moitié des personnes souffrant de démence sont diagnostiquées, avec des écarts selon les régions. «Nous savons que nous devons faire plus au sein du service de santé pour s'assurer que les personnes souffrant de démence soient identifiées pour qu'elles puissent recevoir les soins et le soutien dont elles ont besoin», a déclaré le directeur des maladies chroniques du NHS, le Dr Martin McShane.

Le NHS s'est engagé sur le fait que deux tiers des personnes souffrant de démence seront identifiées d'ici à 2015, mais les données montrent que les progrès pour tendre vers cet objectif étaient beaucoup plus faibles que prévu. Les experts de santé ont estimé à 90.000, soit 12 par généraliste, le nombre des patients qui pourraient bénéficier d'un diagnostic précoce de leur maladie.



Les hackers ciblent de plus en plus les smartphones



Les pirates informatiques ciblent de plus en plus les smartphones pour y obtenir des informations bancaires voire dérober l'argent de leurs victimes, selon une étude publiée mardi. Sur douze mois, six fois plus d'utilisateurs d'appareils mobiles sous Android —soit 588.000— ont fait l'objet d'attaques en ligne visant leurs informations bancaires qu'au cours des 12 mois précédents, révèle cette étude réalisée par la société de sécurité informatique Kaspersky Labs avec l'organisation policière internationale Interpol. 60% des programmes utilisés par ces pirates contre les systèmes Android entre août 2013 et juillet 2014 étaient conçus pour dérober des informations bancaires voire de l'argent. L'étude s'est penchée surtout sur des appareils dotés d'un système d'exploitation Android, car ils représentent 85% du marché des mobiles. «C'est facile de comprendre pourquoi les cy-

bercriminels créent autant de logiciels malveillants ciblant les appareils sous Android: aujourd'hui les smartphones sont de plus en plus utilisés pour régler des achats ou des services en ligne», expliquent les auteurs de l'étude. «Des applications peuvent être installées via Google Play ou des applications tierces comme Amazon App. Ces applications tierces représentent une menace pour la sécurité des utilisateurs qui autorisent leur installation alors qu'elles proviennent de sources non vérifiées. Elles peuvent ainsi conduire à l'installation sur le portable de logiciels malveillants à l'insu de l'utilisateur», détaillent-ils.

Le plus grand nombre d'utilisateurs de ces appareils Android visés par les pirates se trouvent en Russie. Les autres pays touchés sont l'Ukraine, l'Espagne, le Royaume-uni, le Vietnam, la Malaisie, l'Allemagne, l'Inde et la France.

Sur 12 mois, les utilisateurs ont fait état de quelque 3,4 millions d'attaques malveillantes. Le nombre d'attaques mensuelles a été multiplié par dix entre août 2013 et mars 2014. Les attaques en hausse sont celles des logiciels «Trojan-Banker» et «Trojan-SMS» qui permettent aux pirates d'accéder aux comptes bancaires.

«Une contamination réussie par Trojan-Banker permet aux escrocs d'accéder à tout l'argent de leurs victimes, tandis que Trojan-SMS doit infecter des dizaines voire des centaines d'appareils pour en tirer un bénéfice qui en vaut la peine», a précisé Roman Unuchek, analyste chez Kaspersky. Ce rapport est publié au moment où les systèmes de paiement en ligne pour appareils mobiles intéressent de plus en plus les consommateurs, qui peuvent ainsi régler directement leurs achats avec leur téléphone.

Football - Ligue 1, matches avancés Deux belles affiches à Alger

M. Benboua

Outre le report du match ESS-MCA, en raison de la participation de l'Entente à la finale aller de la Ligue des champions d'Afrique, la LFP a décidé d'avancer deux matchs de la huitième journée à demain.

Il s'agit du derby de la capitale entre l'USMA et le NAHD, ainsi que la belle affiche entre la JSK et l'ASMO. Peu convaincante ces dernières semaines, la formation usmiste n'aura pas droit à l'erreur cette fois, d'autant plus qu'il s'agit d'un derby. Les Rouge et Noir, qui restent sur une série de quatre matchs sans la moindre victoire, n'ont d'autre alternative que de renouer avec le succès pour chasser le doute. Sous pression, l'entraîneur français Hubert Velud sait pertinemment que cette rencontre pourrait être la dernière pour lui sur le banc du club de la capitale en cas d'échec. En face, la Nasria, qui a réussi à se libérer face au CRB en arrachant sa première victoire de la saison,



Ph.: Arch.

tentera d'enchaîner avec un autre bon résultat, même si cette fois, les hommes d'Aït Djoudi n'auront pas la tâche facile. Non loin de là, au stade du 20 août 1955, la JSK, où le technicien François Ciccolini, installé récemment au poste d'entraîneur en chef, supervisera à l'occasion sa nouvelle équipe, qui sera appelée à revoir ses ambitions à la hausse en accueillant à huis clos, l'ASMO. Les camarades de Rial ont tout intérêt de prendre très

au sérieux cette rencontre, car la formation Oranaise possède des arguments à faire valoir, comme en témoigne son ascension au classement. Et le fait de jouer à huis clos pourrait stimuler d'avantage les hommes de Benchadli Djamel à arracher un bon résultat, sauf si les Canaris en décident autrement.

Vendredi à 16 h 00

Alger (Bologhine): .. USMA-NAHD
Alger (20 Août): JSK-ASM

USMBA

Le président de la LWFSBA soutient Amroun

M. Kadiri

La Ligue de wilaya de football présidée par Djamel Zerhouni a tenu à apporter son soutien moral au nouveau PDG de la SSPA/ USMBA Amroun qui a accepté de prendre cette responsabilité dans un contexte difficile. Reçu au siège de ladite Ligue, le premier responsable de l'USMBA s'est dit honoré par ce geste à un moment crucial que vit le club phare de la Mekerra en bute à une

crise financière aigue avec des joueurs sans salaires depuis des mois et de lourdes charges à honorer tout en déplorant la fuite en avant de ceux qui promettaient d'assister financièrement le club. Même les recettes des matches à domicile sont maigres. Samedi dernier, le choc USMBA-MCA qui a attiré une assistance évaluée à trente cinq mille s'est soldée par une recette de cent dix millions de centimes. Ce qui est insuffisant pour assurer le déplacement à

Constantine. Dans un autre registre, l'entraîneur Jean Guy Wallemme présent à cette cérémonie a tenu à mettre l'accent sur les difficultés d'adaptation de certains joueurs tout en se montrant optimiste quant à assurer le maintien de l'USMBA en Ligue 1. Revenant sur les sanctions de la LFP après la victoire de l'USMBA sur le MCA, Amroun a lancé un appel à toutes les bonnes volontés pour éviter à l'avenir tout incident qui risque de porter préjudice au club.

Ligue 2

Béjaïa, Tlemcen et Oum El Bouaghi centres d'intérêt

M. Zeggai

Plusieurs affiches sont au menu de cette neuvième journée dans ce groupe. A Béjaïa, l'indécision planera dans le duel entre le leader, la JSMB et l'US Chaouia qui reste sur trois victoires consécutives. Pour le MCS, la victoire est impérative devant l'ESMK pour rester dans le wagon de tête. Une particularité, l'ancien coach du Mouloudia, Mekhazni, sera face à son ancienne équipe. L'autre dauphin, l'OM, aura à son tour une mission difficile à Oum El Bouaghi où le CRBAF version Latreche ne veut nullement rater cette oppor-

tunité pour repartir du bon pied. Le WAT et l'USMB animeront le choc des poursuivants du groupe de tête dans un match à six points. En bas du tableau, l'ABM ira au Khroub donner la réplique à l'ASK dans une rencontre revêtant une importance capitale entre deux mal classés. L'USM-

MH, qui file du mauvais coton, est appelée sortir le grand jeu devant le CABBA, en quête, lui aussi, de points pour éviter de perdre du terrain sur le groupe de tête. Enfin, sauf surprise, le CAB et le RCR partent favoris avec la réception respective de l'ABS et du DRBT.

Vendredi à 15 h 00

Oued Rhiau: RCR DRBT
O.E. Bouaghi: CRBAF OM
Tlemcen: WAT USMB
Batna: CAB ABS
Hadjout: USMMH CABBA
Saida: MCS ESMK
Khroub (18h): ASK ABM
Bejaia (18h): JSMB USC

Bodybuilding - Mémorial Mohamed Benaziza Une centaine d'athlètes conviés

A. L.

La salle El-Feth d'Oran abritera ce samedi à 08h00 un mémorial dédié au défunt champion Algérien Mohamed Benaziza, décédé au mois d'octobre 1992 à Amsterdam (Hollande) à l'âge de 33 ans. C'est l'association sportive Body Building de Sidi Chahmi qui a pris cette belle initiative dans une discipline très prisée par les jeunes et à qui le populaire Mohamed Embarek « Philippe » a prêté main forte

pour réunir les meilleures conditions de réussite. En effet, cette compétition réunira près d'une centaine d'athlètes issus de différentes wilayas qui seront en concurrence dans les dix catégories retenues, de 60 kg à 100 kg. Avec l'exécution des sept mouvements olympiques, on peut dire que le spectacle est garanti. Les jeunes férus de cette discipline dédiée à la beauté du corps ont certainement eu des échos des exploits de feu Mohamed Benaziza qui a décroché en 1987

à Madrid, le titre de meilleur athlète amateur du monde, en dépit d'une très forte concurrence. Passé chez les professionnels, il se classa parmi les meilleurs, laissant un souvenir impérissable à ses supporters. C'est donc un hommage mérité dédié à un grand champion et une occasion pour les jeunes culturistes de démontrer leurs qualités. Ce genre de manifestation est trop rare pour qu'ils ratent cette opportunité que leur offre des sportifs sincères et désintéressés.

Inter-régions Ouest Le CRBH et l'USMO en position de force

Des changements ne sont pas à écarter dans le groupe de tête à l'issue de cette cinquième journée où seule la première position semble garantie pour le leader, le CRBH, qui reçoit l'une des trois lanternes rouges, le ZSAT. Le team de Hennaya est idéalement placé pour conserver son fauteuil de leader mais attention à l'excès de confiance. Le dauphin, l'USMO, accueillera le SCM dans un match placé sous le signe de la confirmation pour les Unionistes. Pour sa part, la JSEA pourrait exploiter le déplacement de la formation de Mécheria pour se hisser à la troisième place en cas de succès sur son hôte du jour, l'ASB Maghnia. De son côté, le MBSC, qui évoluera à Es-Sénia, un terrain qui lui est familier, a une belle carte à jouer dans le but de gagner quelques marches au classement à condition néanmoins de s'imposer devant la

JS Sig. Pour sa part, le Chabab de Temouchent aura un match facile à négocier face à l'USB Hassi R'mel, alors que l'IRB Maghnia doit cravacher ferme s'il veut atteindre son objectif du jour, à savoir signer sa première victoire de la saison. Cette même ambition est recherchée par le HB El Bordj avec la réception du NRB Bethioua. Enfin, la JS Ghir tentera d'exploiter la crise qui secoue le CRB Bougtob afin d'améliorer sa position.

M. Z.

Vendredi à 15 h 00

El Bordj: HBEB-NRBB
Maghnia: IRBM-CRBS
Oran (Bouakeul): . JSEA-ASBM
Oran (Toula): USMO-SCM
Bechar: JSG-CRBB
Hennaya: CRBH-ZSAT
Es Sénia: JSS-MBSC
Temouchent: CRT-USBHR

Division nationale amateurs Ouest Grand enjeu à Arzew et Oued Rhiau

Cette journée dans ce groupe sera marquée par le choc OMA-SAM dont l'enjeu reste la première place. Dans ce match, le team d'Arzew entamera les débats avec comme seul mot d'ordre, la victoire pour s'accaparer seul du fauteuil de leader. L'OMA exploitera t-il la crise qui secoue le SAM après la démission du coach Laoufi ? Réponse après le match. La seconde affiche mettra aux prises deux dauphins, le RC-BOR et le SCMO dans un choc qui s'annonce ouvert. A Tighenif, l'IST devra se tenir sur ses gardes devant le MB Hassasna où l'on annonce le retour du vieux briscard Kadda Chikhi à la barre technique. L'ESM, en grande difficulté en ce début de saison, ira à Khemis Meliana pour essayer de rectifier le tir face au SKAF. Ce sera difficile face à un promu revigoré par son dernier nul acquis à Saida. Pour sa part, l'USR, en recevant pour la seconde à domicile cette fois le CC Sig, n'a pas

droit à l'erreur pour se réconcilier avec ses fans après la défaite concédée face à l'IST. A Sidi Chahmi, le GCM, qui semble avoir retrouvé ses marques, part avec les faveurs du pronostic devant la lanterne rouge, l'ESA, qui n'a récolté qu'un seul point jusqu'à présent. Le WAM, lui, sera face au CRBS avec comme objectif de signer son premier succès de la saison. Pour la JSMT, sévèrement battu par le GCM, elle est condamnée à gagner pour chasser le doute.

M. Z.

Vendredi à 15 h 00

Khemis Meliana: SKAF-ESM
Mostaganem: WAM-CRBS
Samedi à 15 h 00
Tighenif: IST-MBH
Remchi: USR-CCS
Tiaret: JSMT-CRBBB
Sidi Chahmi: ESA-GCM
Arzew: OMA-SAM
Oued Rhiau: RCBOR-SCMO

Division nationale amateur Est Sommet à Aïn Beïda, entre outsiders à Constantine et Annaba

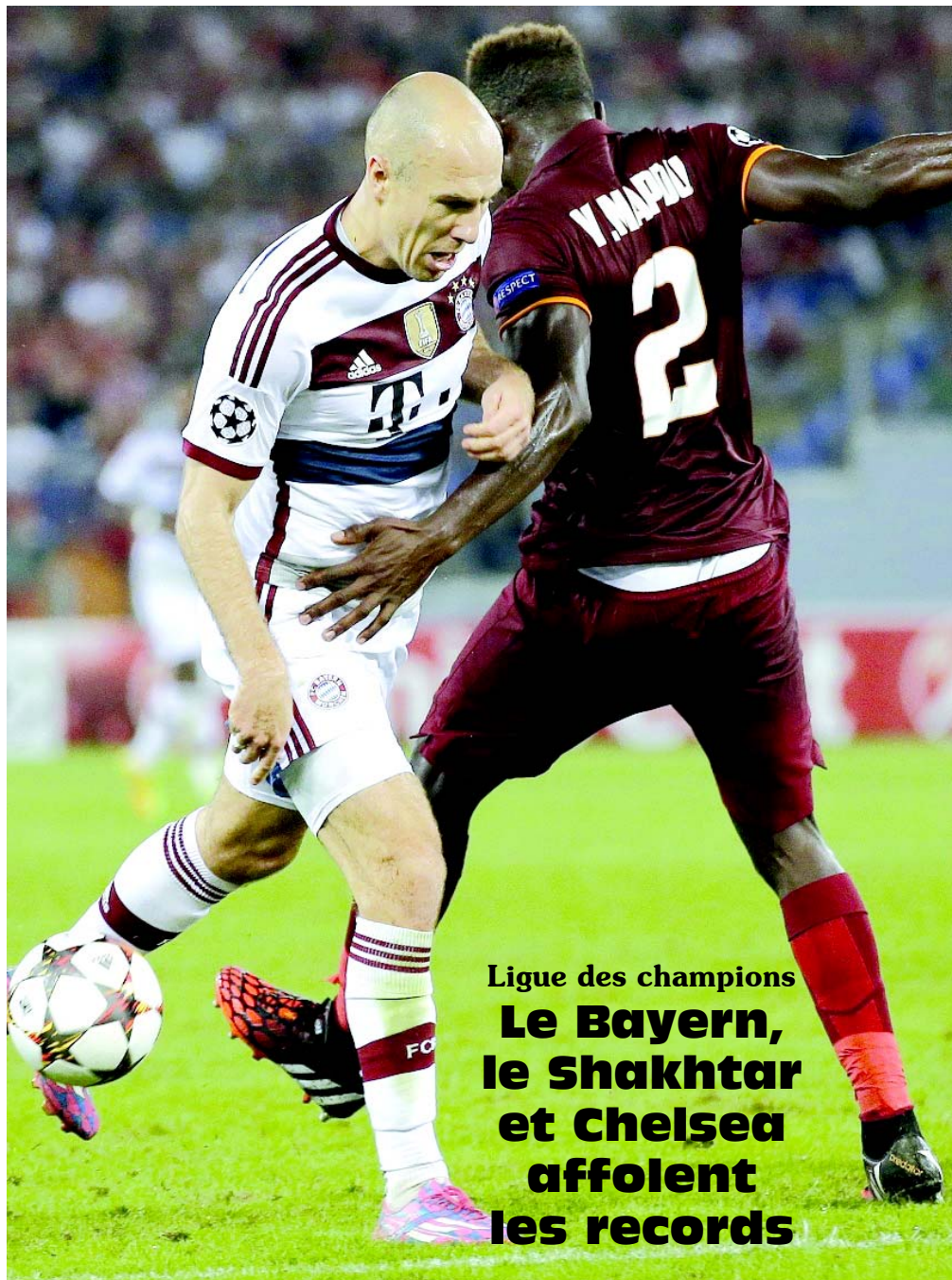
Le clou de cette sixième journée du championnat dans ce groupe est incontestablement le choc entre le leader, l'USM Aïn Beïda et son dauphin, le NC Magra, qui fera certainement de l'ombre aux autres rencontres. Invaincu jusque-là, l'USMAB ne compte pas s'arrêter en si bon chemin et tentera de mettre tous les atouts de son côté pour venir à bout d'un adversaire tout aussi redoutable. Pour les gars de Aïn Beïda, ce match représente une belle opportunité pour écarter de leur chemin un sérieux concurrent. En face, le NCM s'efforcera de réaliser le match parfait dans l'espoir de glaner le maximum de points. Par ailleurs, on suivra également deux autres duels intéressants entre outsiders. En effet, le MO Constantine donnera la réplique à la JSM Skikda, alors que Hamra Annaba sera face à l'US Biskra. Des rencontres ouvertes et dont le résultat final pourrait déboucher sur des changements au classement, dans la mesure où les

quatre clubs se partagent la troisième place. Au bas du tableau, la lanterne rouge, le WA Ramdane Djamel, sans aucune victoire encore, tentera de se refaire une santé aux dépens de l'ES Guelma, tandis que le CR Village Moussa est tenu de sortir le grand jeu à Kaïs face à l'USM Khenchela. Pour sa part, l'USM Annaba, qui a remporté son premier succès de la saison la semaine passée, se rendra à Collo dans le but de confirmer son renouveau. Enfin, le MSP Batna et le NRB Touggourt partent avec les faveurs du pronostic devant respectivement le HBCL et l'ASAM.

M. B.

Vendredi à 15 h 00

Aïn Beïda : USMAB - NCM
Skikda : WARD - ESG
Collo : E.C - USMA
Constantine : MOC - JSMS
Batna : MSPB - HBCL
Touggourt : NRBT - ASAM
Annaba : Hamra - USB
Kaïs : USMK - CRVM



Ligue des champions Le Bayern, le Shakhtar et Chelsea affolent les records

La Ligue des champions s'est offert mardi une soirée de folie avec les cartons du Bayern contre la Roma (7-1) et du Shakhtar contre Bate Borisov (7-0), ou encore de Chelsea contre Maribor (6-0).

• Groupe E

Le Bayern détruit la Roma

Le Bayern a donc détruit la Roma chez elle 7 à 1, avec un doublé de Robben. A la mi-temps les Bavarois de Pep Guardiola menaient déjà 5 à 0. Ca ne vous rappelle rien ? Si, bien sûr, quand le Bayern de Jupp Heynckes en avait passé cinq en une mi-temps au Lille de... Rudi Garcia, actuel entraîneur de Rome, le 7 novembre 2012. Le score final pour le Bayern il y a deux ans était de 6-1. Pire cette fois... Le Bayern s'envole en tête de cette poule. Et la situation est inquiétante pour Manchester City, 3e avec 2 points. Car les Citizens, qui menaient 2 à 0 à la pause, se sont fait reprendre 2 à 2 par le CSKA Moscou sous la neige russe.

Le héros des Russes est l'Ivoirien Doumbia qui a réduit le score et a obtenu un penalty-très généreux - converti par Natcho dans les dernières minutes.

• Groupe F

Le Paris SG à l'usure

Le PSG n'a pas autant séduit que contre Barcelone (3-2) avec une victoire sur le plus petit des scores (1-0) sur la pelouse de Apoel Nicosie. Le but a été marqué par Edinson Cavani, décrié jusque là pour son manque de réussite.

Autre événement, Thiago Silva, enfin de retour après neuf semaines de convalescence, a joué pour la première fois en charnière centrale avec son compère de la Selecao David Luiz. Avec ce succès, le PSG garde la tête de la poule devant Barcelone qui a facilement battu chez lui l'Ajazz Amsterdam (3-1).

Lionel Messi a marqué un seul but et revient à hauteur de Cristiano Ronaldo (69 buts chacun en C1 dans leur carrière) dans la course au record de Raul (71 buts en C1 dans sa carrière).

• Groupe G

Chelsea en roue libre

Dans cette soirée où les buts ont plu sur l'Europe, le Chelsea de José Mourinho s'est bien amusé contre le faible Maribor, piétiné 6 à 0. Loïc Rémy a ouvert la marque puis est sorti trois minutes après, s'étant blessé sur l'action.

Mais son absence a été bien compensée, les vieux briscards, Didier Drogba et John Terry marquant une fois chacun notamment, tandis qu'Eden Hazard a marqué un doublé. Dans l'autre match du groupe, Schalke et le Sporting se sont rendu coup pour coup jusqu'à la victoire du premier nommé allemand (4-3). Chelsea reste en tête du groupe.

• Groupe H

Luiz Adriano en vedette

Le Brésilien du Shakhtar Luiz Adriano a explosé pratiquement à lui tout seul Bate Borisov avec un quintuplé (7-0).

Il rejoint dans l'histoire de la C1 Lionel Messi qui était le seul joueur jusqu'ici à avoir marqué cinq buts dans un match de C1. C'est un match historique. Luiz Adriano, avec ses quatre premiers buts en 17 minutes, signe le quadruplé le plus rapide de l'histoire de la Ligue des champions. Et le Shakhtar devient le premier club de l'histoire de la C1 à inscrire 6 buts à son adversaire en une mi-temps. Mais le grand gagnant de la soirée dans cette poule c'est Porto, qui a battu - seulement - l'Athletic Bilbao 2 à 1 et demeure en tête du groupe.

Europa League - 3e journée

Aujourd'hui (18h00)

Rijeka (CRO) - Feyenoord (NED)
Standard Liège (BEL) - FC Séville (ESP)
Krasnodar (RUS) - Wolfsburg (GER)
Lille (FRA) - Everton (ENG)
Slovan Bratislava (SVK) - Sparta Prague (CZE)
Young Boys (SUI) - Naples (ITA)
Aalborg (DEN) - Dynamo Kiev (UKR)
Steaua Bucarest (ROM) - Rio Ave (POR)
Dynamo Minsk (BLR) - Guingamp (FRA)
PAOK Salonique (GRE) - Fiorentina (ITA)
Metalist Kharkov (UKR) - Legia Varsovie (POL)
Trabzonspor (TUR) - Lokeren (BEL)

Aujourd'hui (20h05)

Villarreal (ESP) - Zurich (SUI)
Mönchengladbach (GER) - Apollon Limassol (CYP)
Torino (ITA) - HJK Helsinki (FIN)
FC Bruges (BEL) - FC Copenhague (DEN)
Tottenham (ENG) - Asteras Tripolis (GRE)
Partizan Belgrade (SRB) - Besiktas (TUR)
Celtic Glasgow (SCO) - FC Astra (ROM)
Salzbourg (AUT) - Dinamo Zagreb (CRO)
Estoril (POR) - Dinamo Moscou (RUS)
Panathinaikos - PSV Eindhoven (NED)
Inter Milan (ITA) - Saint-Etienne (FRA)
Qarabag (AZE) - Dnipropetrovsk (UKR)

AIBA pro boxing

Coup d'envoi de la première édition demain Quatre-vingts concurrents en lice dont cinq Algériens

La première édition de la nouvelle compétition professionnelle de boxe, l'APB (AIBA pro boxing), initiée par l'Association internationale de boxe amateur (AIBA), débutera demain avec la participation de 80 boxeurs dont cinq Algériens. L'Algérie sera présente dans cette compétition avec cinq de ses meilleurs boxeurs retenus officiellement par l'instance internationale dans le cadre de l'APB. Il s'agit de Mohamed Flissi (49 kg), Abdelkader Chadi (64 kg), Chouaib Bouloudinat (91 kg), Nawfel Ouatah (+91 kg) et Abdelhafid Benchabla (81 kg) qui a déclaré forfait pour ce rendez-vous, en raison d'une blessure contractée suite à un accident de voiture. De son côté, Nawfel Ouatah est incertain pour cette première journée de l'APB, en raison d'une blessure également.

Lors de cette première journée, le vice champion du monde d'Almaty et le champion d'Afrique en titre, Mohamed Flissi affrontera dans la catégorie (64 kg), le Français Redouane Asloum en Russie qui abritera également le combat d'Abdelkader Chadi contre le Lituanien Evaldas Petrauskas, médaillé de bronze aux jeux olympique de Londres 2012.

En Italie, Chouaib Bouloudinat (91 kg) croisera les gants avec le Russe Aleksei Egorov, champion d'Europe 2013, alors que Nawfel Ouatah (+91 kg) devrait affronter le boxeur professionnel, l'Allemand, Erik Pfeifer. L'instance internationale de boxe a décidé de lancer sa nouvelle compétition professionnelle, l'APB (AIBA pro boxing), après la création d'une troisième voie, semi professionnelle, sous le nom de World series of boxing (WSB), mettant

en lice des équipes, appelées franchises. L'APB sera, à l'instar de la WSB, qualificative aux jeux Olympiques de Rio de Janeiro en 2016. 20 places seront réservées pour le rendez-vous brésilien (les finalistes de chaque catégorie de poids). Cette compétition comprend trois phases, la première «pré classement» se jouera en deux tournois (24 octobre au 1 novembre et 21 au 29 novembre), la deuxième : «classement» est prévue du 12 au 20 décembre. En revanche, la troisième phase, programmée du 23 au 31 janvier, sera consacrée pour les combats du tournoi final. Les combats de l'APB qui comprend dix catégories, se dérouleront en six rounds de trois minutes chacun pour les deux premières phases (pré classement et classement).

Alors ceux de la phase pour le titre se dérouleront en 8 rounds de trois minutes. Pour le président de l'AIBA, Ching-Kuo Wu, cette compétition «réunira le monde de la boxe professionnelle, à travers une compétition très concurrentielle, dans le respect de l'éthique sportive et des principes du mouvement olympique». «Je me réjouis de voir les premiers boxeurs APB monter sur le ring et se battre pour les titres de champion du monde», a-t-il lancé lors de l'annonce de la date officielle de la première saison de l'APB, en juillet dernier. En Algérie, le ministère des Sports émet toujours des réserves - comme il l'a fait avec la WSB - par rapport au financement de cette nouvelle compétition professionnelle, au moment où la Fédération algérienne est obligée d'honorer ses engagements avec l'Association internationale de boxe pour ne pas être sanctionnée.

CAN 2015

La CAF répond à Platini

La confédération africaine de football (CAF) a dénoncé «l'ingérence» du président de l'Union Européenne de Football Association (UEFA), Michel Platini, en se prononçant sur la question du maintien ou non aux dates prévues de la Coupe d'Afrique des Nations de football Orange, Maroc 2015. «Dans une déclaration télévisée diffusée dimanche 19 octobre 2014 dans la soirée, le président de l'Union Européenne de Football Association (UEFA), Michel Platini, a cru nécessaire de se prononcer sur la question du maintien ou non aux dates prévues de la Coupe d'Afrique des Nations de football Orange, Maroc 2015", a indiqué l'instance footballistique continentale dans un communiqué diffusé sur son site internet. «Sur la question, nombre d'intervenants, parmi lesquels Platini, font une référence permanente à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour justifier leur soutien à un report», a ajouté la CAF.

L'instance que préside le Camerounais Aissa Hayatou, a souligné que les intervenants dans le débat n'ont jamais cité «une seule recommandation suggérant le report de toute compétition sportive sur le continent africain ou en dehors, dans d'autres pays ou des cas sont signalés, et émanant de cette Organisation avec laquelle la CAF est en contact permanent depuis le début de l'épidémie sur le continent». «En dehors des trois pays lourdement touchés par cette épidémie que sont la Guinée, la Sierra Leone et le Liberia où l'OMS a clairement indiqué à la CAF qu'il fallait éviter les rassemblements de masse, la mesure pour l'instant ne vaut pour aucun autre pays du continent», a insisté la CAF.

La CAF a conseillé de «se garder de ce qui apparaît en tout point de vue comme une ingérence, par un président de Confédération, dans des affaires qui concernent d'abord et avant tout l'Afrique et la CAF», rappelant «qu'au nom du principe de non-ingérence qu'elle s'astreint à respecter, la CAF s'est gardée jus-



qu'ici de se prononcer sur quelque acte de gestion du football européen ou de tout autre continent».

La même source a fait savoir, en outre, que «malgré les risques inhérents au conflit armé qui sévit en Ukraine, pays où un avion civil a été abattu faisant près de 300 morts, l'UEFA n'a pas jugé nécessaire d'exclure de ses compétitions les clubs ukrainiens ou de faire disputer les matchs dans un périmètre de sécurité en dehors de cette nation, au nom du principe de prudence perfidement évoqué dès lors qu'on parle de l'Afrique». Le comité exécutif de la CAF se réunira le 2 novembre prochain à Alger pour étudier la demande du Maroc de reporter la CAN-2015 prévue entre le 17 janvier et le 8 février.



07.00 Journal télévisé
07.20 Sabah el kheir
09.05 Saïdati
10.00 Le Sénat
11.30 Chahid wa chawahid
12.30 Dalil el moustahelik
13.00 Journal télévisé
13.20 Atiba el moustachefa 3
14.30 L'APN
16.30 Generator Rex
17.00 La double vie
Série pour enfants
18.00 Journal télévisé amazigh
18.20 Takdar tarbah
19.00 Fi el taani salama
19.25 Djemai Family
20.00 Journal télévisé
20.50 Rana hana
22.15 Larry le liquidateur
Film
23.45 Concert de chant
00.00 Journal télévisé



19.45 Les adieux à la reine



Avec Diane Kruger, Léa Seydoux, Virginie Ledoyen, Xavier Beauvois
A Versailles, en juillet 1789, la Cour ne semble pas mesurer l'agitation qui gronde à Paris. Sidonie Laborde voue une profonde admiration à Marie-Antoinette, à qui elle fait la lecture. Bientôt, la nouvelle de la prise de la Bastille se répand. En dépit du danger, Sidonie veut absolument rester auprès de la souveraine.



09.00 Bonjour d'Algérie (direct)
10.30 Chadjeret El Sabar
11.00 Global food
Reportage
12.00 Journal en français
12.30 Massadjid oua tarikh
13.20 Prière du vendredi (direct)
13.45 Association El Founoun El Djamilia
15.00 Le fils de famille
Film algérien
16.20 Dessin animé
17.25 Algérie mémoire et miroir
Reportage
18.00 Journal en amazigh
18.25 Chadjeret el sabar
Feuilleton algérien
19.00 Journal en français
19.30 Point culturel
20.00 Journal en arabe
20.45 Festival Djemila 2014
22.00 USMA/NAHD en différé
23.40 Sketch algérien



19.45 Thalassa



- Ecosse, une forte nature
Présenté par Georges Pernoud
Couleurs Hébrides. Découverte des îles Hébrides et de leurs plages de sable blanc quasi désertes • Trésors d'Ecosse. Rencontre avec des bénévoles, membres du National Trust for Scotland qui œuvrent à la protection de l'environnement et à la conservation du patrimoine • Eigg, la revanche d'une île. En juin 1997, des sans-terre ont récolté des dons pour acheter l'île à son propriétaire • Energies écossaises.



JEUDI



19.55 Profilage

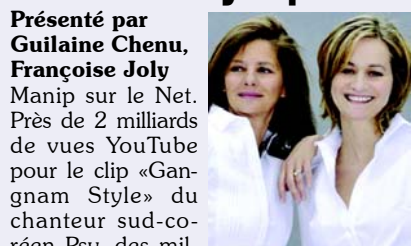


Saison 5 - Episode 3

- Face caméra
Avec Odile Vuillemin, Philippe Bas, Vanessa Valence, Valérie Dashwood
Une équipe de tournage télé suit la DPJ sur une enquête criminelle. Jessica Serrano, une serveuse, a été tuée d'un coup de marteau. En fouillant son appartement, Chloé découvre une importante somme en liquide cachée dans le système de climatisation. Rocher apprend aussi que la victime avait un lourd passé judiciaire. Peu après, une voisine oriente les policiers vers un habitant de l'immeuble autiste.



19.50 Envoyé spécial



Présenté par Guilaïne Chenu, Françoise Joly
Manip sur le Net. Près de 2 milliards de vues YouTube pour le clip «Gangnam Style» du chanteur sud-coréen Psy, des millions d'abonnés sur le compte Twitter du pape François... les compteurs des réseaux sociaux sont devenus le Graal des célébrités et des marques. Mais il n'y a rien de plus simple que de les truffer. Enquête en banlieue parisienne et au Bangladesh • Maldives : la charia au paradis. Ses plages de rêve font rêver les touristes.



VENDREDI



19.55 Koh-Lanta



Saison 13 - Episode 6

Présenté par Denis Brogniart
Après plusieurs jours de compétition, les aventuriers ont les nerfs à fleur de peau. Ils vont avoir l'occasion d'échanger avec leurs proches. Mais un naufragé déçoit l'un de ses camarades et cette maladresse pourrait bien lui coûter sa place dans l'aventure. Pour le jeu de confort, des cibles (chacune au nom des aventuriers) sont positionnées au-delà du pas de tir. A tour de rôle, chaque participant désigne le concurrent qu'il va tenter d'éliminer et de priver de confort.



19.50 Deux flics sur les docks



- Une si jolie mort
Avec Jean-Marc Barr, Bruno Solo, Mata Gabin, Liza Manili
Le cadavre d'une jeune nageuse, Rachel Berger, est retrouvé un matin dans la piscine de Bazza Swaty, un agent immobilier et ami de Winckler. La victime a été poignardée à sept reprises. Swaty était apparemment seul chez lui au moment du meurtre. Alors que tout l'accable, Swaty refuse obstinément de se défendre...



19.50 Rising Star



- 5e épisode d'auditions

Présenté par Faustine Bollaert, Guillaume Pley, Cathy Guetta, Cali
David Hallyday, Cathy Guetta, Cali et Morgan Serrano, les quatre jurés, ont reçu plus d'une centaine d'aspirants chanteurs pour évaluer leur détermination à travers une franche discussion et une chanson interprétée face à eux. A l'issue de ces entretiens - dont des extraits sont diffusés au cours de cette cinquième soirée - une cinquantaine de candidats ont été retenus pour se présenter lors des prime en direct.



19.50 Les trois mousquetaires



Avec Logan Lerman, Luke Evans, Matthew Macfadyen, Ray Stevenson
Lors d'une mission en Italie, Athos, Porthos et Aramis, les trois mousquetaires du roi Louis XIII, sont trahis par Milady de Winter. Deux ans plus tard, ils font la connaissance de d'Artagnan, une jeune Gascon très doué à l'épée avec qui ils se lient d'amitié.



19.55 Ray Donovan



Saison 1 - Episode 5

- Le golem
Avec Liev Schreiber, Jon Voight, Paula Malcomson, Elliott Gould
Depuis qu'il a eu un accident de voiture, Ezra est sujet à des hallucinations et perd peu à peu la tête. Ashley retrouve Ray dans son appartement secret et refuse de partir tant qu'il n'acceptera pas de coucher avec elle. Abby se rend au bureau de son mari et découvre des pans entiers de sa vie qu'elle ignorait jusque-là. Terry fait une découverte surprenante sur Frances qui pourrait remettre en cause leur relation.

21.35 Lilyhammer



Saison 2 - Episode 2

- Out of Africa
Avec Steven Van Zandt, Trond Fausa Aurvag, Steinar Sagen
Frank est confronté aux services de l'immigration après avoir embauché, illégalement, deux nouveaux membres dans l'équipe du centre : un pirate informatique, désireux de se faire oublier en Norvège, et un cuisinier africain. La Ferrari accidentée devient l'objet de toutes les attentions, notamment celle des services de la police locale. La relation entre Sigrid et son maître nageur prend un tour plus personnel.



19.55 Le Hobbit : la désolation de Smaug



Avec Martin Freeman, Luke Evans, Cate Blanchett, Richard Armitage
Bilbon, Thorin Ecu-de-Chêne, et le commando de nains rassemblés par Gandalf accompagnent le magicien dans la quête du trésor détenu par le terrible dragon Smaug. Alors qu'ils sont toujours poursuivis par des orques, Bilbon et ses compagnons se réfugient chez l'étrange Beorn avant de reprendre la route.

22.30 Kick-Ass 2



Avec Chloë Grace Moretz, Aaron Taylor-Johnson, Jim Carrey
Mindy, qui se œuvre sous le pseudonyme de Hit-Girl, ne parvient pas à mener une vie de lycéenne normale. Dave s'ennuie aussi. Il demande donc à sa jeune amie de l'aider à s'entraîner pour reprendre le costume de Kick-Ass. Il finit par rejoindre «Justice forever», un groupe de justiciers dirigé par le colonel Stars and Stripes. De son côté, Chris ne pense qu'à une chose : se venger. Il se fait désormais appeler The Motherfucker.

19.50 NCIS



Saison 11 - Episode 17

- Le come-back
Avec Mark Harmon, Sean Murray, Michael Weatherly, Pauley Perrette
L'équipe enquête sur la mort de deux hommes survenue dans une salle de concert à la suite d'une explosion. L'un était membre d'une fondation de charité militaire, l'autre était un bénévole qui participait à l'organisation d'un spectacle pour des soldats. Gibbs tente de savoir quelle était la véritable cible de cette attaque. Parallèlement, Palmer s'exerce aux gestes essentiels, nécessaires pour s'occuper de son futur enfant.

00.10 Sons of Anarchy



Saison 6 - Episode 5

- Le roi fou
Avec Charlie Hunnam, Ron Perlman, Jimmy Smits, Rockmond Dunbar
Tandis que les Sons sont confinés au club, Jax met en place une attaque contre les Irlandais, tout en gardant l'espoir de négocier un accord de paix. La procureure charge Eli d'enquêter sur les relations entre Jax et Nero.



	DENICHER MALIGNE						MOITIE DE ROY	
	INDISCIPLINE						PEU A PEIN	
				TRADITIONS LA PEAU !				
				TALONNE				
					ASTICOT			
					SALLE DE SPECTACLES			
	QUAND ON PARLE DU LOUP...						DOUX LOGIS	
							MAGAZINE	
		HURLER				NOTE		
		TENUES A L'ECART				MANCHE DE TENNIS		
			SACS EN PEAU DE BOUC		POSSESSIF			VOMIR
			COLERE		TALENT			RAPPLIQUER
				EN COMPAGNIE DE			RADIUM	
				IVRE			PETIT CUBE	
			SITUÉ					
			GROS POISSON					
		OBTENUS						
		ARGON					COMPACT-DISC	
		PETIT ECRAN						
			LONG SIEGE		CEREALE			
			PRECIS		A CET ENDROIT			
			POT					
	TENIR POUR VRAI, SE FIER					TERME DE GRATITUDE		
						DOCTEUR		

E	R	U	S	S	U	A	H	C	R	E	R	R	E	T
L	T	R	U	E	L	U	O	D	E	C	E	E	T	T
I	T	N	E	M	E	T	N	E	L	N	T	N	I	N
O	N	R	E	I	N	E	R	T	E	E	I	U	N	E
N	E	E	R	P	N	R	I	N	C	V	R	T	E	M
O	M	T	U	F	U	P	O	E	R	U	E	R	R	E
I	E	I	E	O	I	O	L	M	A	O	M	O	E	L
T	C	V	T	S	T	A	S	E	H	J	P	F	S	L
C	N	I	C	S	D	I	C	L	E	N	I	S	U	E
I	E	S	O	E	M	O	A	U	P	E	L	E	R	U
D	M	S	D	E	S	M	E	O	S	N	E	O	N	T
E	M	E	S	S	I	V	E	R	C	E	R	Z	T	N
N	O	R	E	N	E	U	E	C	I	V	R	E	S	E
E	C	G	A	R	F	T	N	E	M	E	S	R	E	V
B	L	A	T	O	T	N	E	M	E	N	N	O	T	E

7 ERRORS

4	15	1	7	13	6	2	16		6
9	4	8		6		16	7	8	13
6		9	16		5		8	6	4
4	9	1	8	3	4		1		18
2		4	3	4		14	8	18	4
10	8	3	10	4	6		9	2	
9		5	4		12	11	6	6	4
11	11		6		11	9		17	14
9	2	4		11	1	1	3	13	4
5	4	5	11		2	3		4	3
	13		1	3	4	4	6		2
12	7	11	1	4	13	6	4		5
11		6	13	4	6		14	13	4
12	7	2	6		4	5	4		6
4	12	4	4	6		5	4	7	

CODÉS N° 5450

Fusillade au Parlement à Ottawa



La police canadienne a abattu un tireur qui avait fait feu mercredi matin dans l'enceinte du Parlement à Ottawa et traquait vraisemblablement un second suspect qui pourrait s'être retranché sur le toit du bâtiment. Au moins un des auteurs de la fusillade aux abords et dans le parlement à Ottawa a été abattu dans un échange de tirs avec la police, qui traquait de un à trois individus, dont l'un se trouve «probablement» sur le toit du bâtiment. «Un homme est entré dans le Parlement en courant. Il était poursuivi par des policiers armés de fusils qui criaient à tout le monde de se mettre à couvert», a déclaré à l'AFP Marc-André Viau, un employé du Parlement qui a dénombré «une vingtaine de coups de feu automatiques» tirés dans l'enceinte. Outre le tireur abattu, un autre assaillant semblait s'être retranché sur le toit. Des commandos de la police lourdement armés ont été rapidement déployés autour du bureau du Premier ministre canadien Stephen Harper et du Parlement fédéral, qui a été bouclé. Stephen Harper a été évacué du quartier du Parlement et «est sauf», a indiqué son porte-parole Jason MacDonald sur Twitter.

Deux soldats israéliens blessés par des tirs venus du Sinaï

Deux soldats israéliens ont été blessés mercredi sur la frontière avec l'Égypte par des tirs d'hommes non-identifiés en provenance du Sinaï égyptien, a indiqué l'armée israélienne. «Deux soldats de l'IDF (Israel Defence Forces, l'armée israélienne) ont été blessés dans une attaque transfrontalière», a dit un porte-parole de l'armée, le lieutenant-colonel Peter Lerner. Les faits se sont produits vers le centre de la frontière entre Israël et l'Égypte, longue de 240 km, a indiqué la radio publique israélienne.

Le Sinaï égyptien a vu une intensification des activités djihadistes depuis que l'ex-chef de l'armée et actuel président Abdel Fattah al-Sissi a destitué l'islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013. La frontière avec la péninsule, majoritairement peuplée de Bédouins qui entretiennent des relations difficiles avec le pouvoir central, a déjà été le théâtre d'attaques contre des Israéliens par le passé.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Le gouvernement tente de «libérer» Tripoli



La situation est loin d'être pacifiée en Libye où les affrontements se poursuivent à l'ouest de Tripoli, alors que les forces pro-gouvernementales tentent de reprendre aux milices la capitale libyenne où l'armée a enregistré de grandes avancées. Mercredi, l'armée libyenne a annoncé avoir pris le contrôle de toutes les entrées et les sorties de la ville de Benghazi au moment où le gouvernement intérimaire a donné des ordres aux forces opérant sous le commandement de l'Etat major pour avancer vers Tripoli. Le gouvernement d'Abdallah

al-Theni a appelé également les citoyens à la «désobéissance civile» jusqu'à ce que les forces gouvernementales parviennent à reprendre le contrôle de la capitale. Il a confirmé dans un communiqué «avoir donné l'ordre aux forces de l'armée d'avancer vers Tripoli pour la libérer des groupes armés». Face aux violences, le cabinet Theni et le Parlement ont dû fuir dans l'est du pays. L'armée libyenne a enregistré de grandes avancées sur l'ensemble des régions de combats dans la ville de Benghazi ainsi que dans l'Ouest de la capitale libyenne, selon le porte-parole des forces armées libyennes, Ahmad al-Mesmari.

Des armes lourdes et des roquettes ont été utilisées dans les combats autour de la ville de Kerkira, située à quelque 120 km au sud-ouest de la capitale libyenne vers laquelle les forces pro-gouvernementales tentent d'avancer.

Damas aide militairement les forces kurdes à Kobané

Les forces du régime de Bachar al-Assad apportent une aide militaire et logistique aux Kurdes défendant la ville syrienne de Kobané contre les djihadistes du groupe Etat islamique (Daesh), selon le ministre syrien de l'Information Omrane al-Zohbi. «L'Etat (syrien) avec ses forces militaires et ses avions a apporté un soutien militaire et logistique, et a fourni des munitions et des armes à la ville» de Kobané, a indiqué le ministre dans des déclarations diffusées mardi soir à la télévision syrienne et publiées mercredi par la presse. Le groupe Etat islamique, apparu dans le conflit syrien au printemps 2013, a réussi à s'emparer de larges pans de territoires dans le nord et l'est du pays avant de lancer l'assaut le 16 septembre sur la ville de

Kobané, frontalière de la Turquie. Les djihadistes se sont heurtés à la résistance féroce des forces kurdes, appuyées par les frappes aériennes de la coalition internationale conduite par les Etats-Unis. Damas «continuera à aider militairement Kobané au plus haut niveau, car il s'agit d'une question cruciale», a assuré le ministre de l'Information de Bachar al-Assad.

Attentat devant l'université du Caire



Au moins cinq policiers et quatre civils ont été blessés mercredi par l'explosion d'une bombe devant l'université du Caire, au centre de la capitale égyptienne, a annoncé la police à l'AFP. L'Égypte est le théâtre d'une vague d'attentats visant les forces de l'ordre depuis que l'armée a destitué et arrêté en juillet 2013 le président islamiste Mohamed Morsi. Ces attentats sont le plus souvent revendiqués par des groupes djihadistes en représailles, selon eux, à la répression sanglante qui s'est abattue depuis plus d'un an sur les pro-Morsi. L'engin, «de confection rudimentaire» selon un haut responsable de la police, a explosé en milieu d'après-midi devant l'entrée de l'université, dernier carré de la contestation contre le régime du président Abdel Fattah al-Sissi, l'ex-chef de l'armée qui a destitué M. Morsi le 3 juillet 2013. Au moins cinq policiers et quatre civils ont été blessés, a-t-on indiqué au commissariat situé non loin du campus.

EDITORIAL

Par Yazid Alilat

PRESSE, UNE QUESTION DE TERRITOIRES

Des regrets et des satisfactions ! La Journée nationale de la presse, érigée en événement national par le président Bouteflika, a ceci de positif et de particulier qu'elle interpelle professionnels des médias et pouvoirs publics pour délimiter les territoires d'intervention et de vie de chaque camp. Sans que cela soit un antagonisme ou une opposition primaire, sans grande envergure politique.

Aujourd'hui, un peu plus de 52 ans après l'indépendance nationale, il ne s'agit plus de donner des directives ni de vouloir, dans une tentation atavique et malade, contrôler ou bâillonner la presse nationale, qu'elle soit publique ou privée, mais de l'aider, sinon la laisser délimiter elle-même, professionnellement, ses territoires. Car la presse algérienne, majeure d'ailleurs, a depuis longtemps montré autant son professionnalisme que son souci de lutter contre tout travers paternaliste politiquement suicidaire. L'Algérie étant devant des enjeux géopolitiques, économiques et sécuritaires extrêmement sensibles, avec des menaces directes sur la sécurité du pays, il est dès lors patent que la presse nationale sait quel rôle elle doit jouer et quelle sera sa réaction face à tous les scénarios politiques et économiques possibles qui viendraient à perturber la quiétude nationale.

C'est dire que les médias algériens, avec à leur tête leurs responsables et staffs, ont dépassé l'âge de l'adolescence et que la marche vers le confort social, la quiétude économique et poli-

tique est un de leurs mots d'ordre. Il ne faut pas mettre de côté le rôle de la presse nationale dans la défense des institutions de la République, son apport dans le développement économique et son influence dans les choix politiques. Cette Journée nationale de la presse, célébrée en Algérie chaque 22 octobre, ne doit pas cependant occulter les difficultés quotidiennes rencontrées par les médias algériens. Des tentatives de bâillonnement aux pressions multiformes, y compris l'arme publicitaire, les territoires de la presse nationale ne sont pas dénués d'embûches, ni de «nids-de-poule».

Il serait aisé ici de rabâcher les innombrables entraves au métier de journaliste, mais il est inutile de parler des difficultés d'accès à l'information ; par contre, il s'agit pour la corporation de ne pas tenir cas de ces situations de blocage voulu ou momentanée quand les enjeux auxquels sont confrontés les professionnels des médias ont trait à la bataille de la liberté de la presse, de vaincre les réticences politiques, d'institutionnaliser l'accès aux sources de l'information et, particulièrement, d'instaurer un climat de confiance et de respect entre les médias quels qu'ils soient (TV, journaux, agences de presse, portails électroniques) et les

pouvoirs publics. Sans mettre hors course dans cette même perspective les milieux économiques, les gestionnaires d'EPE et groupes industriels privés, dont le soutien à cette démarche de mise en confiance entre les médias et les «institutionnels» est important.

L'essentiel dans cette dynamique de rapprochement, il s'agit de bannir cette méfiance contre-productive, est que chaque partie ne perçoive plus l'autre, entre presse et «institutionnels», comme un ennemi, mais plutôt comme un partenaire. Une presse libre, responsable, saine financièrement et, surtout, qui travaille dans la plus complète transparence, est vitale pour la marche du pays vers la bonne gouvernance, pour la consolidation de la démocratie et, plus que tout, pour arriver vers les territoires d'une presse écoutée, respectée. L'enjeu, pour le moment, est là. D'autant qu'il faut aujourd'hui plus que jamais s'affirmer définitivement et s'affranchir de certains réflexes rétrogrades des années de «béniouiouisme», qui ont longtemps mis sous l'éteignoir les compétences nationales et les grandes plumes algériennes, obligées à l'époque de s'exiler pour qu'on s'aperçoive dans le tard (hélas!) que «nous avons de grands journalistes» partis chercher la reconnaissance ailleurs. Arrêtons donc de continuer dans la politique du paternalisme, du «harakiri» et de la culpabilisation pour gagner les territoires du professionnalisme, d'une presse capable de se gérer elle-même et d'offrir le meilleur à ses lecteurs, ses «complices» et soutiens de toujours.

5 Britanniques rejoignent Daech «chaque semaine»



Au moins cinq Britanniques partent «chaque semaine» en Irak ou en Syrie pour rejoindre les rangs du groupe Etat islamique (Daech) a affirmé mardi le chef de la police britannique, Bernard Hogan-Howe. «Les avancées du groupe EI à travers l'Irak et la Syrie, qui se produisent de plus en plus rapidement, maintenant vers la Turquie, ne sont pas simplement des horreurs commises sur des terres lointaines», a déclaré le chef de la police.

«Nous savons que plus de 500 Britanniques ont fait le voyage pour participer au conflit. Nombre d'entre eux sont rentrés et beaucoup d'autres vont vouloir le faire dans les mois à venir et peut-être les années», a-t-il ajouté. «Nous avons toujours une moyenne de cinq personnes qui les rejoignent chaque semaine. Cinq par semaine, ça peut paraître peu mais quand vous réalisez qu'il y a 50 semaines par an, 250 nouvelles recrues, c'est 50% de plus que le nombre de ceux que l'on estime s'être déjà rendus là-bas», a-t-il dit. «Ces chiffres sont un minimum. Il peut y en avoir beaucoup d'autres qui ont voyagé vers un autre pays avant de rejoindre la Syrie et l'Irak d'une manière qu'il n'est pas toujours possible de repérer quand vous avez des Etats défaillants et des frontières perméables», a-t-il expliqué.

Ooredoo remporte le Bronze Stevie Award



Nouvelle consécration internationale pour Ooredoo qui vient de remporter le prix «Bronze Stevie Award» dans la catégorie Nouveau produit et service de l'année, lors de la 11ème édition de l'International Business Awards (IBA), dont la cérémonie de remise des prix a été organisée récemment à Paris. Le Jury des International Business Awards a ainsi distingué deux programmes lancés par Ooredoo en partenariat avec l'Agence Nationale de développement de la PME (ANDPME) en tant que Meilleur Nouveau Produit et Service de l'année 2014. Il s'agit du programme iStart dédié aux jeunes développeurs algériens et le programme tStart, pour le soutien aux jeunes créateurs de start-ups technologiques. Initiés dans le cadre d'un partenariat entre l'ANDPME et Ooredoo, les programmes tStart et iStart ont enregistré un franc succès auprès des jeunes. Le programme tStart est destiné au soutien à la création de start-ups technologiques et à l'entrepreneuriat chez les jeunes, tandis que le programme iStart vise à encourager l'innovation auprès de la communauté de développeurs algériens et à stimuler la création, localement, d'applications et de solutions novatrices mobiles sous le label «Made in Algeria».